

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 21 FEVRIER 2011

Matin

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 21 FEBRUARI 2011

Voormiddag

La séance est ouverte à 12.54 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 12.54 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de Mme Anne Lemonne, chercheuse auprès de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie.**

**Hoorzitting met mevrouw Anne Lemonne, onderzoekster bij het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie**

La **présidente**: Chers collègues, comme nous avons énormément de personnes à auditionner aujourd'hui, nous allons commencer dans des circonstances un peu difficiles et je m'en excuse.

Nous recevons d'abord Mme Anne Lemonne, chercheuse auprès de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie, qui va nous exposer des recherches qui ont été faites sur les victimes et les attentes des victimes.

Madame Lemonne, je vous donne directement la parole.

**Anne Lemonne**: Je tiens tout d'abord à remercier la commission de m'avoir invitée à être entendue dans le cadre de ses travaux.

Avant de commencer mon exposé je tiens à préciser que ce n'est pas en tant que praticienne du traitement des victimes d'abus sexuels que je m'exprimerai ici aujourd'hui, ni d'ailleurs en tant que spécialiste du traitement des abuseurs sexuels ou des victimes d'abuseurs sexuels, mais, comme l'a dit Mme la présidente Karine Lalieux, en tant que chercheur ayant travaillé (et travaillant

d'ailleurs toujours) au sein de la direction opérationnelle criminologie de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie, sur une évaluation - il s'agit d'une recherche dite "permanente" même si elle se structure en plusieurs volets - de la politique généraliste à l'égard des victimes. L'angle de recherche - c'est important - vise à croiser l'évaluation de cette politique à l'égard des victimes par rapport aux besoins des victimes (même si au cours de notre recherche, nous avons préféré parler d'expérience et d'attentes des victimes).

Ce que je peux donc apporter essentiellement aujourd'hui, c'est un regard que j'appellerais "décalé" par rapport à la problématique qui occupe cette commission. Il est issu des premiers résultats de cette recherche qui a été initiée en 2004 déjà au sein de la direction opérationnelle criminologie. Ces résultats de recherche ont été publiés. Je mettrai à disposition de la commission le petit ouvrage issu de cette recherche. Il est publié en français et en néerlandais. Il y aura donc un exemplaire francophone et un exemplaire néerlandophone, ce qui permettra aux membres de la commission qui le souhaitent de lire de manière un peu plus approfondie les résultats de cette recherche.

Cette vision légèrement « décalée » est cependant, me semble-t-il, une bonne entrée en matière lorsqu'il s'agit d'examiner la prise en charge des victimes en général, et des victimes d'abus sexuels en particulier. Effectivement, s'il s'agit d'essayer d'appréhender la manière dont on peut éventuellement compléter le dispositif d'aide ou y suppléer, une première question à se poser est: qu'existe-t-il à l'heure actuelle pour les victimes et comment fonctionne ce système?

Je vais essayer d'être la plus brève possible, (même si je ne suis pas certaine d'être aussi brève qu'on me l'a demandé) pour vous expliquer la démarche de recherche, pour vous permettre de comprendre son angle d'étude et ses limites méthodologiques et ce, afin que vous puissiez mieux appréhender ses conclusions et les résultats qui seront, eux, évoqués dans la deuxième partie de cet exposé.

Tout d'abord, lorsque Laurette Onkelinx, ministre de la Justice, a commandité à l'INCC la réalisation d'une évaluation des dispositifs mis en place à l'égard des victimes d'infractions au regard des besoins des victimes, trois constats majeurs sont apparus aux chercheurs dès la phase d'élaboration du projet. Premier constat: il existait en Belgique assez peu de résultats de recherche disponibles sur le phénomène de victimisation en général et en particulier sur les expériences et besoins financiers, physiques, psychologiques et émotionnels des victimes, même si des résultats étaient disponibles à l'étranger.

Ce qu'il est important de garder à l'esprit, c'est qu'en Belgique, la recherche en victimologie a surtout pris son essor dans les années 1980, mais plutôt grâce à l'activisme de certaines associations oeuvrant en faveur des victimes.

Ces associations se sont dès lors prioritairement attachées à définir, avant tout, selon leurs conceptions, un ensemble de méthodes juridiques et sociales permettant d'atténuer les conséquences de l'infraction sur les victimes.

Second constat initial qui a permis de mettre en place le dispositif de recherche: malgré le peu de connaissances disponibles sur le phénomène de victimisation dans notre pays, dès la fin des années 80 et de manière toujours croissante à partir des années 90, un nombre important de réglementations et de législations a été développé en vue d'améliorer le sort des victimes. Cette évolution suit d'ailleurs celle qui a pris place sur le plan international. La Belgique n'est pas du tout unique en la matière puisqu'un certain nombre de déclarations, recommandations, directives, notamment européennes, ont stimulé, essentiellement depuis les années 90, la mise en place de dispositifs à l'égard des victimes. En Belgique évidemment, des événements conjoncturels particuliers ont accéléré – l'affaire Dutroux est emblématique – la mise en place de ces dispositifs.

Bref, la politique en faveur des victimes en

Belgique s'est donc développée à partir de cette époque sur les plans communautaire, régional et fédéral. Elle fut mise en œuvre par des organismes privés, à savoir des ASBL, ou par des organismes publics, la police et la justice. Elle s'est concentrée sur le développement d'un dispositif d'aide général – lorsque j'utilise le terme "général", c'est un dispositif qui est mis en place à l'égard de toutes les victimes – et catégoriel (c'est-à-dire des victimes spécifiques), ainsi que sur l'amélioration de la position juridique des victimes dans le champ pénal.

Le Forum national pour une politique en faveur des victimes, qui a été créé en 1994 par le ministre de la Justice de l'époque, en vue d'assurer une concertation interdépartementale en matière d'assistance aux victimes avait déjà formulé entre autres trois types de propositions pour améliorer le sort des victimes: la prévention de la victimisation secondaire, via notamment la mise en place d'une politique d'accueil, d'information, de première prise en charge au sein de la police et de la justice; la réparation du dommage matériel et moral, en ce compris le rétablissement de la confiance en autrui, dans la société, via la mise en place d'un ensemble de dispositifs d'aide et éventuellement de médiation et la mise en place de mesures spécifiques pour des victimes qui ont des besoins particuliers, telles que des victimes de violences sexuelles ou, par exemple, de la traite des êtres humains ou du racisme.

Troisième constat à la base de la recherche: il n'existait que peu d'évaluations des mesures concrètement implémentées dans le cadre de cette politique. Donc, on a un dispositif législatif très important qui a d'ailleurs été reconnu, notamment sur le plan de la littérature scientifique internationale comme relativement complet et unique, mais plusieurs scientifiques et praticiens ont quand même émis des réserves face à l'évaluation des dispositifs uniquement sur la base de critères législatifs estimant qu'il fallait bien évidemment aussi observer la manière dont ces dispositifs étaient mis en place en pratique.

Par rapport à notre recherche, l'ensemble de ces constats nécessitait que des choix stratégiques soient adoptés puisque la demande initiale était fort large. Des choix stratégiques ont donc été réalisés. Il est important de les préciser pour pouvoir avoir une bonne compréhension du type de résultat que l'on peut tirer de cette recherche.

La mise en place d'une recherche évaluative portant sur les dispositifs en faveur des victimes

en Belgique au regard des besoins de ces dernières n'était pas une démarche évidente en raison de l'ampleur des dispositifs existants et de la carence de données en la matière.

En supplément, la commande de recherche invitait à s'interroger sur le type d'évaluation à mettre en œuvre. Fallait-il réaliser une évaluation en terme d'impact des dispositifs sur les victimes? Si oui, quels dispositifs et quels critères spécifier? Ou alors il y avait une autre possibilité: proposer une analyse compréhensive de la rationalité des dispositifs de la politique en faveur des victimes, à la lumière des discours et des pratiques des professionnels qui les implémentent ainsi que de ceux desdites victimes.

Dans le cadre de notre recherche, c'est cette seconde approche qui a été valorisée. D'une certaine manière, on peut dire que l'on a pris directement une distance par rapport à certaines options théoriques ou méthodologiques qui viseraient simplement à considérer les dispositifs en faveur des victimes existants comme des réponses naturelles et évidentes aux besoins des victimes et dont il s'agissait simplement de tester l'impact sur le public visé.

On a donc opté pour une recherche compréhensive impliquant la mise en place d'une méthodologie que l'on peut appeler qualitative inductive, c'est-à-dire qui est réellement ancrée dans les pratiques et les discours concrets.

Ceci devait permettre une analyse du champ dans lequel cette politique se déploie et ainsi explorer la question de la mise en œuvre des dispositifs en faveur des victimes au regard de leurs besoins de manière relativement ouverte contextuelle et selon différents angles.

Cela devait notamment permettre, vu le manque de données en la matière, de répondre à un certain nombre de questions purement descriptives:

- Quels types d'arrangements institutionnels ou philosophiques furent-ils mobilisés pour les dispositifs en faveur des victimes?
- Quels sont les points de vues, en termes d'expérience et d'attentes, des acteurs professionnels et des victimes sur les dispositifs?
- Comment les usagers utilisent-ils les dispositifs?

Enfin, elle devait également autoriser une meilleure compréhension des rationalités qui président respectivement à la mise en place de ces dispositifs en faveur des victimes.

Deux questions cruciales pour la recherche étaient notamment:

- Ces dispositifs en faveur des victimes offrent-ils avant tout leurs services à des victimes d'infractions pénales ou à certaines victimes d'infractions, qui pourraient être considérées comme des victimes plus méritantes que d'autres?

- L'usage des dispositifs en faveur des victimes est-il instrumental? Quand on met en place un dispositif, l'idée est-elle réellement d'aider les victimes ou par exemple - et on retrouve cela dans la littérature victimologique -, utilise-t-on des dispositifs à l'égard des victimes en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice pénale, en vue d'obtenir une meilleure collaboration des victimes, ce qui, dans une certaine mesure pourrait ne pas correspondre à leurs attentes?

Il s'agissait de réellement étudier la pratique des dispositifs, nous avons donc décidé d'étudier ce qu'on appelle les dispositifs généralistes à l'égard des victimes, ceux qui accueillent tout type de victime.

Deuxièmement, c'est une recherche dans laquelle nous avons voulu donner la parole aux victimes, aux acteurs professionnels mais aussi aux autorités. Dans le cadre de cette recherche, les professionnels et les bénévoles qui l'implémentent, mais aussi des victimes individuelles qui en sont les premiers usagers ont aussi longtemps été observés et interrogés.

Il y a eu une septantaine d'autorités et de praticiens du secteur, de l'aide, de l'assistance et de l'accueil des victimes qui ont été interrogés.

Quarante-trois victimes ont longuement été interrogées via des entretiens très ouverts concernant justement leurs expériences et leurs attentes par rapport aux dispositifs mis à leur disposition. À cet égard, c'est vraiment le sujet victimisé qui nous a intéressé. Nous avons essayé de partir du principe que toutes les victimes n'avaient pas vu leur demande rencontrée par le système ou n'avaient pas voulu avoir recours à ce système qui leur était proposé. Nous avons fait en sorte qu'elles partent de leur expérience pour que nous puissions déceler finalement leurs attentes. Leurs attentes concernaient-elles le pénal ou d'autres dispositifs? Leurs attentes étaient-elles dans le pénal ou hors champ pénal?

Pour ce qui concerne l'observation des pratiques de terrain, nous avons fait de longues

observations participantes à partir de services d'aide d'accueil et d'assistance aux victimes. Ces observations ont été réalisées essentiellement sur deux arrondissements judiciaires, à savoir Bruxelles et Anvers, même si, en fin de recherche, une série de rencontres ont été mises en place avec d'autres intervenants de terrain, d'autres arrondissements judiciaires qui ont globalement, en tout cas, confirmé notre appréhension du fonctionnement de la politique à l'égard des victimes.

Ces précautions étant mentionnées, je vais maintenant passer aux grandes conclusions de notre recherche.

Cette recherche a duré trois ans. Il faut bien vous dire que si, selon en tout cas les critères de chercheurs, l'analyse actuelle mérite sans aucun doute encore un certain nombre d'approfondissements, elle permet, me semble-t-il, de déjà amorcer un débat autour des enjeux relatifs à la mise en œuvre des dispositifs en faveur des victimes, au regard des expériences et des attentes des victimes.

Les axes de réflexion des conclusions de notre recherche, que vous trouverez dans l'ouvrage qui est déposé, sont les suivants :

Tout d'abord, le premier axe tourne autour du fait qu'il y a à l'heure actuelle une multiplication des dispositifs à l'égard des victimes censés travailler justement de manière intégrée mais que cette multiplication pose un certain nombre de problèmes tant aux professionnels qu'aux victimes.

Le deuxième axe de réflexion concerne davantage les pratiques du pénal et pose la question suivante: "est-ce que le pénal constitue réellement une réponse aux attentes des victimes?".

Troisièmement, le développement des dispositifs en faveur des victimes s'est fait dans un contexte institutionnel particulier, séquencé et on peut s'interroger sur les rationalités et les logiques institutionnelles qui y ont présidé. Est-ce que ces dispositifs fonctionnent en raison des logiques institutionnelles dans lesquelles ils s'insèrent ou en ayant réellement, ce que nous avons appelé, le souci des personnes, en l'occurrence ici le souci des victimes?

L'exposé des principaux résultats de la recherche a montré – j'en ai déjà parlé – qu'au cours des deux dernières décennies un nombre de plus en plus varié d'acteurs et de dispositifs est venu

compléter progressivement les quelques ressources déjà existantes pour les victimes d'infractions. Avant la mise en place de cette politique particulière à l'égard des victimes, les victimes d'infraction, notamment dans nos pays, avaient tout de même une certaine place, notamment au niveau du droit pénal puisqu'elles ont un droit de plainte, peuvent faire une citation directe, elles ont une possibilité de constitution de partie civile et une possibilité de recevoir des dommages et intérêts de la part du condamné. Au niveau des soins, au-delà de tout ce qui concerne les dispositifs spécifiques mis en place à l'égard des victimes d'infractions, il y a aussi des services thérapeutiques ou sociaux beaucoup plus généralistes. Dans nos différentes rencontres avec les professionnels du terrain notamment mais aussi avec les victimes, beaucoup ont recours à des services par exemple de santé mentale où elles vont trouver des ressources thérapeutiques.

Il n'empêche qu'un ensemble de dispositifs a été créé. On peut constater par rapport à ça, que l'activité législative et réglementaire en la matière s'est quantitativement accentuée, car de plus en plus de dispositifs ont été prévus, mais s'est aussi qualitativement étoffée, car la nature des dispositifs s'est diversifiée. Je pense que c'est important.

Pour rappel très bref, un fonds d'indemnisation pour les victimes d'actes intentionnels de violence fut créé. Des services d'aide aux victimes furent établis et financés par les Communautés et les Régions en vue d'apporter aux victimes une aide psychosociale et, éventuellement, juridique. Un soutien propre fut apporté dans les commissariats de police et au sein des parquets et tribunaux par la création de services d'assistance et d'accueil des victimes, ayant essentiellement pour tâche de permettre justement un premier accueil, une première assistance de ces victimes avant leur renvoi vers des services d'aide aux victimes.

Des dispositions spécifiques furent établies pour améliorer leur position dans le cadre de la procédure pénale. Vous savez tous que fut établie cette position via la possibilité pour les victimes de faire une déclaration de « personne lésée », d'obtenir un accès aux dossiers, de demander des devoirs complémentaires durant la phase d'information et d'instruction, de s'exprimer sur les conditions de libération des condamnés au point, diront certains, que la réparation des victimes est devenue progressivement un des objectifs avérés de la politique pénitentiaire, notamment.

Enfin, parallèlement à ces évolutions, des programmes de médiation furent adoptés et mis à la disposition des victimes et des auteurs à tous les stades de la procédure pénale.

Au travers de ces différents cadres structurels et réglementaires, la politique en faveur des victimes s'est donc vue partagée entre de multiples dispositifs adoptant chacun des objectifs et approches spécifiques: indemnisation, assistance, accueil, aide, amélioration de la position légale des victimes, médiation.

Ces dispositifs sont aussi répartis entre différents acteurs et autorités – fédéraux, régionaux, locaux, policiers, magistrats, travailleurs sociaux, médiateurs –, même si, comme nous y reviendrons plus loin, ces cadres structurels et réglementaires touchent de manière prédominante, selon nous, la sphère d'interaction des victimes avec l'institution pénale.

On peut donc dire que, dans le champ de la politique en faveur des victimes (c'est une image qu'on peut prendre), c'est en pratique une réalité de réseaux qui a vu le jour. En effet, il y a une multiplication d'organisations au sein desquelles les victimes sont susceptibles de transiter, plus ou moins longtemps, et un accroissement du nombre d'intervenants impliqués dans leur prise en charge au sein d'une même organisation.

Par exemple, la politique généraliste en faveur des victimes est aujourd'hui conçue de la manière suivante et c'est véritablement le parcours de la victime: les victimes sont censées recevoir successivement une première assistance auprès de la police, un accueil au niveau de la justice et, enfin, une aide à moyen terme auprès des services d'aide aux victimes. Mais, au sein d'une même organisation telle que, par exemple, la police ou la justice, les policiers sont présumés travailler en collaboration avec les travailleurs des services d'assistance aux victimes ou des assistants de justice des services d'accueil des victimes. Par ailleurs, ces derniers travailleurs (les travailleurs sociaux ou les assistants de justice) sont censés réellement travailler dans des cas spécialisés, puisque la mission première d'accueil ou d'assistance des victimes est dévolue essentiellement aux policiers et aux magistrats.

Il faut savoir aussi que tous ces acteurs sont censés se coordonner au sein de conseils d'arrondissement ou de *Welzijnsteams*, telles qu'elles ont été créées en Flandre, en vue de permettre la mise en place d'une politique intégrée à l'égard des victimes qui passent par ces

différentes institutions dans lesquelles ils travaillent.

Je suis désolée que mon exposé soit un peu long mais le système est complexe et il me semble que c'est important de le préciser.

Lorsque l'on a observé le fonctionnement concret de ces dispositifs, que s'est-il passé? Bien sûr, c'est une politique multidimensionnelle et intégrée qui est mise en place mais, comme dans beaucoup de cas, ce n'est pas un réseau plane. On voit qu'il y a des rapports de force au sein de cette structure.

Pour ce qui est des constats, dans un premier temps, il est clairement apparu un manque d'investissement de certaines autorités politiques, administratives et judiciaires dans le champ de la mise en œuvre des dispositifs en faveur des victimes. D'une part, il devrait normalement y avoir des accords de coopération qui sont conclus entre les différentes entités: le fédéral, les Communautés et Régions. Jusqu'à ce jour, seul l'accord de coopération entre le fédéral et la Communauté-Région flamande a pu être signé. D'autre part, au sein des organes de coordination, les travailleurs travaillent sans cadre structurel. Tous ces travailleurs qui sont censés coordonner cette politique à l'égard des victimes sur le terrain travaillent finalement selon des lignes directrices intermédiaires mais, en tout cas, pas selon un cadre structurel.

On a pu aussi constater un certain manque d'implication des autorités judiciaires ou administratives dans la mise en place des organes de concertation comme, par exemple, les conseils d'arrondissement.

Cela a été essentiellement dénoncé par les travailleurs de terrain directement en contact avec les victimes et relativement admis par ces autorités judiciaires également. Eux-mêmes sont pris dans des logiques institutionnelles et organisationnelles qui ne leur permettent pas toujours de consacrer du temps à l'investissement dans cette politique.

Quoi qu'il en soit, de facto, il y a une sur-responsabilisation du personnel travaillant directement en contact avec les victimes et plus particulièrement, selon les dires et les observations, des travailleurs psychosociaux qui oeuvrent au sein des services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes. En réalité, ce sont essentiellement ces travailleurs psychosociaux qui définissent concrètement et se répartissent les

tâches au sein de réunions et de plates-formes de concertation qui, quand tout va bien, seront éventuellement simplement avalisées par les autorités judiciaires.

Dans un second temps, il s'est avéré que, parmi les professionnels susceptibles de se trouver en interaction directe avec les victimes, les travailleurs des services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes jouent en réalité le rôle de cheville ouvrière. En effet, les policiers et les magistrats de terrain, s'ils doivent normalement s'impliquer en première ligne dans l'assistance et l'accueil de toutes les victimes au sein des commissariats de police et des parquets et tribunaux, apparaissent toujours jouer actuellement, pour des raisons diverses sur lesquelles je reviendrai plus loin, un rôle assez limité dans ce domaine et ce malgré l'accent mis sur les instances pénales dans la reconnaissance et la gestion des conséquences de la victimisation dans la politique actuelle.

Cette situation entraîne des effets pervers. Initialement, les travailleurs sociaux ne devaient prendre que les cas lourds qui n'étaient pas gérés directement par la police et la magistrature. L'effet pervers, c'est que ces travailleurs sont aujourd'hui submergés par des tâches individuelles alors que leur premier travail aurait dû être une tâche structurelle de sensibilisation des magistrats et de policiers et la prise en charge de cas plus lourds. Ce qui se passe très concrètement c'est que, souvent, les magistrats et les policiers, dès qu'ils ont un contact avec les victimes, les renvoient vers ces travailleurs sociaux. On a aussi relevé dans la recherche que c'était probablement dû également à la formation de ces travailleurs eux-mêmes. Il s'agit souvent de travailleurs sociaux formés à l'individuel et non pas aux tâches structurelles.

Dans un troisième temps, il a pu aussi être constaté que, sur le plan de la coordination des missions des différents services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes, un certain nombre de difficultés apparaissent également notamment en termes d'accessibilité mais aussi de disponibilité des services. Vous verrez qu'une de nos recommandations concerne notamment le subventionnement des services d'aide aux victimes régionaux qui ne parviennent pas à absorber les demandes.

Cela nécessiterait des recherches complémentaires mais il semble qu'il existe aussi des divergences d'options théoriques et méthodologiques entre les services impliqués

dans la prise en charge des victimes qui constituent un frein dans la mise en œuvre concrète des relais théoriquement prévus. Inévitablement, ces aspects ont un impact sur la coordination qui doit théoriquement prendre place entre ces différents services mais surtout sur le soin qui peut être apporté aux victimes.

Dernier élément important, puisque je vous ai parlé des différents dispositifs, sur le terrain, nombre d'acteurs de la politique des victimes développent une vision dichotomique de leur intervention. Ils ne s'occupent que des victimes et ont tendance à les percevoir en opposition aux auteurs et en conséquence, ils renvoient rarement d'initiative vers des programmes de médiation les personnes qui s'adressent à eux.

A priori, toutes ces difficultés inviteraient à accorder une attention particulière à la responsabilité respective des différents acteurs et pour cela, une évaluation de l'effectivité des accords de coopération et des organes de concertation par rapport à leurs objectifs initiaux serait un moyen d'apporter des solutions aux déséquilibres constatés dans les responsabilités prises par les autorités et certains acteurs de terrain. À cet égard, il y a eu une évaluation de l'accord de coopération flamand dont vous aurez des détails via Daniel Martin, président du Forum national pour une politique à l'égard des victimes.

La recherche a cependant également insisté sur les conséquences de ce type de système sur le soin qui peut être apporté aux victimes. Sur ce point, je vais me référer essentiellement au discours des victimes. Comme je vous l'ai dit, il s'agit d'une politique en réseau, qui comprend énormément d'acteurs qui sont disséminés en différents lieux, subventionnés par différentes autorités. Lors des entretiens avec les victimes et aussi lors de nos observations à partir des services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes, il est apparu que certaines d'entre elles éprouvent de réelles difficultés face à la structure même de la politique à l'égard des victimes qui leur est proposée, en raison notamment de sa complexité et de l'exigence de mobilité qu'elle induit. Il faut savoir que si vous êtes victime, vous pouvez d'abord passer par un service d'assistance policière aux victimes qui va très vite vous renvoyer vers un service d'accueil aux victimes qui lui-même pourra très vite vous renvoyer vers un service d'aide aux victimes.

Certaines victimes ont montré ou considéré qu'il était difficile de comprendre le système actuel et encore plus d'y retrouver son chemin. Certaines

d'entre elles ont d'ailleurs évoqué qu'il n'était pas toujours supportable, pour des raisons psychologiques ou même matérielles, de se voir renvoyer d'un service à l'autre.

Le système actuel est en effet exigeant pour les usagers. Il requiert des victimes une compréhension adéquate d'un ensemble très complexe de règles régissant l'action d'un nombre important d'acteurs et de dispositifs spécifiques. De plus, il nécessite une grande capacité de mobilité et d'adaptation au changement. À chacun des stades de la politique en faveur des victimes, les acteurs ou dispositifs spécifiques sont effectivement censés intervenir en fonction des limitations de compétence prévues par le cadre réglementaire. La capacité de mobilité et d'adaptation des victimes ne sera par ailleurs – et c'est très important – pas sans conséquence sur l'activation de leurs droits. Par exemple, sur la capacité à se déclarer personne lésée, à se constituer partie civile ou à faire une déclaration de victime.

Bien sûr, si nous sommes tous, et de plus en plus souvent, confrontés à une nécessité d'adaptation rapide et de flexibilité, nous ne sommes certainement pas tous égaux devant l'exigence de mobilité. On peut se dire qu'un certain nombre de victimes ne suivent pas le mouvement ou se montrent incapables de suivre cette structure à l'heure actuelle. Cela rend, aussi, inconfortable le travail de certains travailleurs de terrain, qui malgré une bonne compréhension du cadre réglementaire, sont parfois tentés d'aller au-delà de manière à pouvoir apporter ce soin aux victimes.

J'en arrive ainsi au deuxième point très important du rapport de recherche sur lequel je voudrais insister un peu plus longuement. En réalité, il s'agit d'une interrogation. Les pratiques du pénal: une réponse aux attentes des victimes?

Comme on l'a vu, la position de la justice dans le cadre de la gestion des phénomènes de victimisation a été complétée, pendant un temps, par des dispositifs connexes d'aide matérielle, psychosociale, de médiation. Mais la position de la justice pénale est et reste tout à fait centrale.

Les principaux dispositifs de la politique à l'égard des victimes visent surtout à limiter les conséquences néfastes du passage des victimes auprès des instances policières et judiciaires pénales par le biais d'une assistance ou d'un accueil des victimes, à permettre aux victimes d'infractions pénales d'influencer le processus

pénal par la mise en place d'un certain nombre de dispositions, et à orienter la politique pénitentiaire notamment (la politique de protection de la jeunesse l'est aussi), vers la réparation des victimes.

Dans ce cadre, on peut se dire que l'on donne de plus en plus au pénal, d'une certaine manière, une place plus importante, en tant qu'instance réparatrice, voire selon certains, thérapeutique pour les victimes. Son action en soi ambitionne dans cet esprit d'atteindre une meilleure prise en charge de leurs souffrances.

Cependant, si l'accent mis sur le pénal dans la gestion des conséquences de la victimisation s'est traduit dans l'évolution récente du cadre réglementaire, il se doit réellement d'être confronté aux discours et pratiques des professionnels et des victimes révélés dans le cadre de la recherche. S'il y a bien un domaine où il existe un écart entre les attentes initiales des victimes et leur évaluation finale de l'action de la police et de la justice, une fois qu'elles l'ont expérimentée, et entre la rationalité prévue par le cadre légal et réglementaire et les pratiques des professionnels de terrain, c'est bien celui-là.

L'approche que nous avons choisie dans le cadre de la recherche ne nous permet pas de donner une visée quantitative. C'était une recherche qualitative. Elle ne nous permet pas, par exemple, de nous prononcer sur le nombre ou les types de victimes qui ont désiré ou effectivement eu recours au pénal. Il est aussi difficile pour nous de nous prononcer sur l'éventuelle prévalence chez les personnes rencontrées de certaines de leurs attentes par rapport à d'autres.

Néanmoins, l'analyse des entretiens qui ont été menés avec les victimes – et il est important que je vous dise que les victimes que nous avons finalement réussi à contacter, je pourrai l'expliquer plus tard si cela vous intéresse, sont des victimes d'infractions relativement graves et sérieuses – ont exprimé un certain nombre d'attentes par rapport aux institutions policières et judiciaires. La police et la justice ont, en tout cas, énormément d'espoirs au départ pour celles qui étaient en quête d'une solution à leur situation de souffrance psychique ou matérielle.

Cependant, les attentes formulées à l'égard des institutions judiciaires et policières ont recouvert plus de complexité qu'un simple désir de répression à l'égard des auteurs ou qu'une simple volonté d'influencer le cours de la procédure pénale.

Je m'explique. Dans leur grande majorité, les victimes qui ont participé à la recherche ont eu, volontairement ou involontairement, des contacts avec les institutions policières et judiciaires. Pour les répondants qui ont fait appel à la police ou à la justice, ce recours à la justice a souvent été, dans un premier temps, conçu comme un moyen approprié de résoudre les problèmes concrets qu'ils rencontraient. Nous avons affaire ici à des infractions de tous types. Pour les victimes, il pouvait très bien s'agir de retrouver des personnes ou des biens. Si vous vous êtes fait voler ou violenter, vous pouvez vouloir qu'on retrouve les personnes ou les biens. Il pouvait aussi s'agir, pour les proches de victimes, de retrouver la victime initiale. Il s'agit parfois simplement d'acter les faits, en vue de se prémunir contre d'éventuelles conséquences futures de la victimisation. Nous connaissons tous l'idée d'avoir un procès-verbal destiné aux assurances en cas de vol.

Pour certaines victimes, il a pu s'agir d'avoir recours à la justice pour résoudre le problème plus symboliquement, c'est-à-dire que l'auteur soit arrêté pour qu'on puisse le condamner, pour qu'il change afin que la victime et les autres soient protégés, ce qui est une manière de résoudre le problème. D'autres victimes attendent le prononcé d'une punition, c'est-à-dire la visée répressive de la justice, mais cela peut être considéré à la base comme un moyen de résoudre ou d'atténuer leurs propres souffrances. Ce sont les espoirs exprimés à la base.

Par ailleurs, dans les entretiens avec les victimes, il était intéressant de constater que les personnes rencontrées, même si elles avaient ces espoirs, n'avaient que rarement émis la volonté d'interférer sur la nature et sur le quantum de la peine qui devait être infligée à l'auteur, estimant qu'il s'agissait d'une responsabilité de la justice. Je pense que ce constat devrait être approfondi par une étude plus quantitative. C'est un peu vague mais cela nous paraissait important à relever.

Cette résolution de problèmes est une chose, mais, de manière plus importante, il me semble, le recours à la police et à la justice correspond, en tout cas initialement, à leur souhait d'également percevoir une reconnaissance publique de ce qui leur était arrivé. Le pénal, dans ce cadre, peut être considéré comme le lieu approprié de la reconnaissance.

Ce second cas de figure recouvre évidemment partiellement des attentes déjà mentionnées dans

ce qui concerne la résolution des problèmes, mais intègre également des espérances sensiblement différentes. En effet, certaines victimes ont fortement souhaité que la police acte leur plainte, que les procureurs poursuivent les auteurs, que les juges les sanctionnent publiquement, également et surtout parce qu'elles espéraient une reconnaissance symbolique.

Mais c'est beaucoup plus que ça: dans ce contexte, il est aussi apparu que ce que les personnes ont surtout souhaité, c'est finalement que la police et la justice fassent avant tout ce qu'elles peuvent (même si le résultat n'est pas toujours atteint). Le désir de se retrouver simplement en dialogue – c'est très important – en dialogue ou en interaction avec les policiers et magistrats – et ce, quelle que soit la décision prise par eux par rapport à la manière dont le problème qui les occupait était traité – a été formulé à de nombreuses reprises par les victimes rencontrées.

Finalement, les personnes interrogées espèrent qu'on les prenne en compte tout au long de leur parcours, qu'on prenne en compte leurs émotions et les problèmes éventuellement pratiques qui résultent de la situation qu'elles ont vécue, que la police prenne son temps, que les acteurs policiers et judiciaires usent de tact, que les lieux dans lesquels elles sont accueillies soient adéquats.

Voilà pour les attentes initiales.

A présent, leur expérience concrète. Les témoignages des personnes rencontrées dans le cadre de la recherche ont montré que, malgré les attentes importantes à l'égard du système policier et judiciaire, ces attentes n'ont pas toujours été rencontrées, même si le maître-mot à retenir en ce domaine est sans doute quand même celui de la variabilité de la satisfaction des victimes quant à la réponse policière et judiciaire.

Ni en termes de résolution du problème puisque, bien entendu, les auteurs, les victimes directes, les biens n'ont pas toujours été retrouvés, les dommages et intérêts permettant de compenser les pertes subies n'ont pas toujours été prononcés ou payés. Dans les cas où les auteurs ont été condamnés à des peines d'emprisonnement, les victimes ne sont pas toujours parvenues à faire leur deuil, d'autant que la libération de l'auteur est alors souvent redoutée.

Ni en termes de reconnaissance: la police n'a pas toujours voulu acter leur plainte, les policiers ou magistrats n'ont pas toujours pu ou voulu leur apporter les informations qu'elles désiraient, elles



n'ont pas toujours trouvé leur place au procès – je dirais même rarement –, tant physiquement que symboliquement, n'ont pas compris la logique judiciaire (j'y reviendrai car c'est très important). Les policiers ou magistrats n'ont pas toujours pu ou voulu leur offrir le soutien émotionnel ou pratique qu'elles espéraient.

La qualité humaine de l'accueil, de l'assistance offerte s'est souvent avérée aléatoire. Les procédures qui pouvaient permettre à la victime d'être mieux informée se sont souvent révélées peu connues, mal comprises par les victimes et n'ont pas toujours été performantes dans la mise en œuvre par les acteurs. Les entretiens et les observations auprès des professionnels ont confirmé à bien des égards les expériences et perceptions des victimes que nous avons esquissées ci-dessous.

À diverses reprises dans les entretiens avec les travailleurs de terrain et les observations réalisées sur le terrain, il est apparu que pour des raisons de résistances propres aux champs policier et judiciaire – peut-être d'ailleurs des résistances légitimes –, les victimes ne font l'objet que de peu d'attention des acteurs de base de ces institutions et qu'il resterait un travail important à réaliser pour faire en sorte que les promesses qui leur ont été faites par l'institution des nouvelles dispositions légales et réglementaires, notamment en termes d'information et de participation, soient assumées par les acteurs policiers et judiciaires. Le travail avec les victimes au niveau de ces instances est dès lors, comme nous l'avons déjà souligné, surtout le fait de travailleurs sociaux engagés dans les services d'assistance et d'accueil des victimes.

Les acteurs policiers et judiciaires, surchargés par d'autres prérogatives, ne sachant pas toujours comment faire pour recevoir les victimes adéquatement ou en raison d'exigences légitimes propres à la logique policière et judiciaire à laquelle ils participent, ont tendance à limiter leurs contacts avec elles. Ils semblent également craindre pour certains d'entre eux, une main-mise des victimes sur le procès pénal.

Actuellement, le passage par l'institution policière et judiciaire pose donc toujours des problèmes aux victimes et aux acteurs professionnels de base de ces institutions. Face à ces constats, une question se doit d'être posée: le pénal est-il capable de répondre aux attentes des victimes? Je séparerai cette question en deux sous-questions. Quelles sont les capacités structurelles de la procédure et du procès pénal à être en soi

un véritable lieu de reconstruction de la victime en tant que sujet? Quelles sont les capacités des acteurs policiers et judiciaires à simplement contribuer à éviter la victimisation secondaire qui peut entraîner la confrontation des victimes avec l'institution policière et judiciaire?

Pour ce qui concerne le premier point – les capacités de la procédure et du procès pénal à être en soi un lieu de reconstruction de la victime en tant que sujet –, ce qui est clair, c'est que pour les victimes, si la reconnaissance sociale, publique de la victime peut être importante, la manière dont le procès pénal constitue en soi un lieu thérapeutique pour les victimes, c'est-à-dire un lieu de reconstruction de la victime en tant que sujet, est, quant à lui, davantage à remettre en question. Les extraits d'entretiens avec les victimes illustrant plus particulièrement le moment du procès pénal ont été, à notre sens, emblématiques des difficultés qu'elles connaissent à se trouver confrontées à la rationalité judiciaire. Les personnes ont effectivement souvent considéré que tant la qualification des faits que le procès pénal ou le lieu de sa tenue constituaient avant tout une fiction – c'est revenu dans énormément d'entretiens avec les victimes – ou une mauvaise pièce de théâtre.

On peut toujours imputer cela à des questions organisationnelles, mais il y a quelque chose de beaucoup plus fondamental nous semble-t-il derrière cette perception. Divers aspects de la rationalité judiciaire ne peuvent, selon nous, en soi, que se retrouver en confrontation avec les attentes des victimes. D'une part, la perception de l'événement par la personne, souvent le mépris ou l'injustice qu'elle a ressenti, n'est pas réductible à ce que sous-tend le concept d'infraction sanctionnée par une peine. Il est dès lors rare – et nos entretiens en ont attesté – que les gens se plaignent uniquement d'une infraction. En fait, ils se plaignent surtout et avant tout d'une situation problème. Or, le procès pénal, se centrant sur des concepts d'infraction, abstraction juridique désignée par les besoins de l'ordre public, ne ramasse que les faits qui en relèvent directement. Le processus de "véridiction" du pénal a effectivement une tendance à fonctionner selon ses propres critères et laisse donc, par essence, souvent frustrées les victimes, qui y voient des problèmes sous-jacents ou connexes. La vérité judiciaire et la manière d'y accéder et la vérité de l'injustice subie par les victimes sont sans aucun doute deux choses différentes.

D'autre part, le procès pénal n'est certainement pas le lieu approprié pour exprimer sa parole et sa

subjectivité. Il ne s'agit pas d'un lieu d'expression de la parole individuelle, de la souffrance endurée, ni un lieu de débat. Le temps judiciaire est contraint et la parole des victimes souvent confisquée par les professionnels. Il constitue également le moment par excellence où la sanction accule l'accusé à se défendre par tous les moyens, y compris, le cas échéant, le déni et le mensonge. Ce contexte ne contribue donc en rien à ce qu'une réelle politique de reconnaissance puisse prendre place à l'égard des victimes. Tout sépare en réalité la fonction de restauration de l'ordre légal, qui est la fonction première de la justice pénale, et la réparation de l'expérience traumatique.

À la lumière de cet éclairage, on peut donc s'interroger sur les capacités qu'a le procès sur l'apaisement et la guérison.

Si on a pu préconiser que la solution à cette situation pouvait consister à offrir plus de pouvoir aux victimes dans le cadre de la procédure pénale, en tant que chercheurs, il nous semble nécessaire de rester prudents face à ce type de réforme. Ces initiatives nécessitent en effet une refonte importante de la procédure pénale qui, si elle est poussée à l'extrême, entraîne une certaine privatisation de la justice pénale ou, à tout le moins, une justice pénale dont la géométrie varierait en fonction de la sensibilité des victimes à leur cause. Elles occasionneraient également fort probablement des résistances légitimes du point de vue des acteurs judiciaires pénaux.

Pour ce qui concerne les capacités des acteurs policiers et judiciaires à contribuer à éviter la victimisation secondaire, un certain nombre d'efforts pourraient être menés pour améliorer la politique de reconnaissance. En effet, les demandes d'écoute, de respect, d'information et de participation, tant formulées par les victimes dans le cadre de la recherche, constituent des symptômes de cette attente de reconnaissance qui s'exprime de plus en plus dans nos démocraties occidentales sur le plan collectif, mais aussi à l'échelle individuelle. Attestant d'ailleurs de la possibilité de généralisation de ces revendications, les résultats de la recherche ont montré que les attentes des victimes en termes de reconnaissance, notamment sur le plan émotionnel, pratique et informatif, concernaient la justice pénale, mais aussi d'autres institutions. Cet aspect me paraît important pour montrer que le besoin de reconnaissance peut être rencontré par la justice pénale mais aussi par d'autres institutions.

La **présidente**: Madame, ce que vous dites est très important, mais je crois que nous ne vous poserons pas de question, sinon nous ne pourrions pas respecter notre agenda. De toute façon, la recherche dont question fait l'objet d'un livre. Je vous invite donc à poursuivre votre intervention pour parler des constats essentiels.

**Anne Lemonne**: Au niveau de la justice pénale, on pourrait spéculer que des efforts pourraient être simplement fournis en priorité pour toucher à la manière dont on prend le temps, dont on prend en compte les difficultés d'ordre émotionnel, pratique des personnes et enfin, la manière dont on leur permet de communiquer avec le système et ses acteurs sans, pour autant, en dépasser les limites. À cet égard, un certain nombre de travaux devraient être entrepris en vue d'appréhender le rôle que les policiers et les magistrats pourraient concrètement jouer au moment même de leurs interventions, en vue de permettre aux victimes d'être reconnues comme des personnes estimables, aimables et respectables tout en leur permettant d'affirmer les limites de leurs compétences, puisqu'un policier ou un magistrat n'est pas un travailleur social ou un psychologue.

Enfin, troisième axe important des conclusions de notre recherche, c'est l'enjeu qui consiste à mentionner que la mise en œuvre des dispositifs en faveur des victimes est ardue en raison du contexte institutionnel et organisationnel plus large. Il existe en effet pour les travailleurs de terrain, à l'heure actuelle, un certain nombre de difficultés à œuvrer, en raison de contraintes structurelles et organisationnelles importantes, en ayant avant tout le souci des personnes.

Comme je l'ai déjà mentionné, les dispositifs en faveur des victimes sont saupoudrés entre différentes institutions. Ils fonctionnent donc souvent dans des cadres institutionnels plus larges. Selon plusieurs travailleurs, cette tendance ne permet le développement d'une réelle politique en faveur des victimes que sur un mode mineur. Les acteurs de base des services de police, des parquets et des tribunaux se révèlent changeants ou soumis eux-mêmes à d'autres changements institutionnels et/ou organisationnels que ceux relatifs à la politique en faveur des victimes.

L'analyse des entretiens et des observations a par ailleurs permis de mettre en évidence que l'organisation et l'évaluation des services se font de plus en plus sur la base de facteurs quantitatifs qui sont déterminés, entre autres, de manière endogène, c'est-à-dire selon les critères d'efficacité de l'institution, et non selon des

critères qualitatifs exogènes impliquant une prise en compte du bien-être des usagers à la suite de l'intervention. Dans le champ de la mise en place des dispositifs en faveur des victimes, le chiffre – et pas n'importe lequel – tend en effet à devenir un critère important de l'évaluation des services.

Or, ces chiffres visent en réalité davantage à mesurer la charge de travail des travailleurs que le degré d'émancipation de l'utilisateur ou l'effectivité des droits fondamentaux auxquels il est susceptible d'avoir recours. Il est d'ailleurs important de souligner qu'à cet égard, de nombreux acteurs interrogés ont dénoncé la carence d'outils de réflexion mis à leur disposition tels que des supervisions par exemple.

Quant aux policiers et magistrats, on peut paradoxalement constater qu'aucune évaluation de leur travail n'est mise en œuvre à ce jour, malgré les prérogatives qui sont les leurs en termes d'assistance et d'accueil de qualité auprès des victimes.

**La présidente:** Je vous remercie pour cet exposé. Je rappelle à chacun que nous avons reçu l'étude réalisée par l'Institut national de criminalistique et de criminologie. Elle sera bien entendu à votre disposition.

Nous passons aux questions, qui seront courtes, je l'espère. Je demanderai aux commissaires de ne pas empiéter sur les auditions suivantes. Ce que nous avons entendu ici est le fruit d'une recherche. Nous entendrons tout à l'heure les acteurs de terrain.

**Raf Terwingen (CD&V):** Mevrouw, ik wil heel kort om verduidelijking vragen.

Ik wil u ten eerste bedanken voor uw uiteenzetting die een opsomming inhoudt van een groot aantal punten. Ik wil u gewoon vragen of ik het juist heb begrepen.

Is het inderdaad zo dat uit uw onderzoek blijkt dat slachtoffers in eerste instantie vooral hun weg willen zoeken via politie- en justitiële diensten? Ik heb begrepen dat u zegt dat men daar als eerste steun vraagt en dat slachtoffers prioritair daar willen geholpen worden om vervolgens verder te gaan. Ik denk dat dit een zeer belangrijk punt is en dat deze commissie ook zou willen dat het op die manier zou gaan. Pleit u ervoor dat dit de te volgen weg is, om vervolgens de slachtoffers te laten kiezen of verschillende mogelijkheden uit te diepen? Mijn vraag is ook of uit uw onderzoek blijkt dat dit ook zo is voor slachtoffers van

seksuele misdrijven, want daarover gaat het hier. Ik begrijp dat uw onderzoek vooral algemeen is, maar hebt u daar gegevens over? Indien niet, dan zij het zo, maar dan moeten wij dat verder onderzoeken.

Ik kom tot mijn tweede vraag. Als ik het goed begrepen heb, is er bij politie en justitiële diensten onvoldoende kwalitatieve ondersteuning, ervan uitgaande dat slachtoffers daar het eerst willen geholpen worden. Deze vaststelling blijkt uit uw enquêtes, afgenomen bij slachtoffers. Maar u zegt vervolgens ook dat het eigenlijk nooit professioneel onderzocht is of die gerechtelijke en politieke diensten, waar een slachtoffer volgens uw onderzoek eerst terecht wil, al dan niet goed werken. Blijkbaar krijgt u deze informatie van slachtoffers.

Heb ik deze twee punten goed begrepen?

**La présidente:** Madame Lemonne, je suggère que nous collections l'ensemble des questions. Si nécessaire, les secrétaires de commission en prennent également note.

**Valérie Déom (PS):** Madame Lemonne, je vous remercie pour vos explications. Mes questions rejoignent un peu celles de mon collègue, Raf Terwingen. L'étude se rapportant aux victimes de manière générale, toutes vos conclusions peuvent-elles se rapporter aux victimes d'abus sexuels? Vous avez dit, par exemple, que les victimes avaient beaucoup d'attentes vis-à-vis de la justice, entre autres une reconnaissance publique lorsqu'elles passent par la police, le judiciaire. Ce besoin de reconnaissance publique par une institution publique peut-il être transposable au niveau des abus sexuels? En effet, on a plutôt l'impression que l'histoire qu'ont vécue ces victimes est tellement dure et difficile à raconter qu'il y a un besoin de reconnaissance – énormément d'acteurs nous l'ont dit – mais il s'agit plutôt d'une reconnaissance privée et pas nécessairement publique. De fait, dans le cas qui nous occupe, les victimes se sont prioritairement tournées vers une commission de type privé plutôt que vers la justice.

**Bert Schoofs (VB):** Mevrouw de voorzitter, met alle respect en beleefdheid wil ik eerst het volgende zeggen over de orde van de werkzaamheden.

De mensen die hier komen spreken, moeten goed worden ingelicht over de spreektijd die zij krijgen. Wij moeten ons nu beperken. De vragenronde moet worden afgehaspeld. Ik herinner mij

vergaderingen van deze commissie waar een hele bisschoppenconferentie is langsgelopen, als het ware tussen de boterhammen door. Als sommigen dat willen doen, is dat voor mij geen probleem.

Er zijn echter nog andere problemen naast het seksueel misbruik binnen een pastorale relatie en dat is precies waarover deze mensen ons hier vandaag kunnen inlichten. Ik heb dat al een tijd geleden gezegd toen de heer De Waele, een excellent onderzoeker, hier getuigde.

Deze dame biedt een excellent verhaal, waarover ik heel veel vragen kan stellen, maar de tijd is te beperkt. Ik vind dat er een onevenwicht is. Neemt u het mij niet kwalijk, mevrouw de voorzitter, dat ik dit zeg.

**La présidente:** Posez vos questions, monsieur Schoofs.

**Bert Schoofs (VB):** Nee, nee. U kunt alles regisseren wat u wil, mevrouw de voorzitter, maar ik wil hiertegen protesteren. Ik wil dat dit in het verslag wordt opgenomen.

Ik had nog een vraag te stellen aan de dame die komt getuigen. Ik moet mij blijkbaar beperken tot één vraag, maar ik zal dat niet meer laten gebeuren tijdens de volgende hoorzittingen. U weze gewaarschuwd.

Mevrouw, alleen wat het luik strafuitvoering betreft, is er bij de strafuitvoeringsrechtbanken een wijziging opgetreden ten opzichte van de behandeling van de slachtoffers zodra een straf moest worden uitgevoerd ten aanzien van plegers van seksueel misbruik? Welke ervaringen hebben de slachtoffers op dat vlak?

Het grootste novum dat wij de laatste jaren hebben gekend in verband met de strafuitvoering en het strafhandhavingsbeleid, is dat het slachtoffer daarin een grotere rol zou krijgen. Voelen slachtoffers het zo aan dat zij hun rol kunnen spelen binnen de strafuitvoeringsrechtbank? Werd er een verbetering aangebracht of is alles bij het oude gebleven?

**Anne Lemonne:** Je répondrai tout d'abord à la première question, qui concerne justement l'attente des victimes par rapport à l'institution judiciaire pénale. Les victimes que nous avons rencontrées avaient des attentes par rapport à l'institution policière et judiciaire ou étaient entrées en contact, sans même le vouloir, avec cette institution, puisque, comme je vous le disais, il

s'agissait de cas d'infractions relativement graves, ayant notamment entraîné un décès. Je pense que nous n'avons pas beaucoup de temps; je ne vais donc pas ...

**La présidente:** Si, allez-y.

**Anne Lemonne:** Initialement, l'étude voulait toucher une diversité la plus importante possible de victimes. On a réussi à toucher des victimes assez diverses, mais en majorité, les victimes avec qui nous avons eu un contact ont été des victimes d'infractions plutôt graves. Donc, il faut interpréter les résultats de nos recherches notamment en fonction de ce fait, en se disant que pour ces victimes-là, effectivement, la police, la justice peuvent être des instances avec lesquelles on entre en contact presque inévitablement. Maintenant, si on regarde au niveau statistique, et les résultats du moniteur de sécurité l'ont montré, une frange importante de victimes d'infractions n'ont pas le désir d'entrer en contact avec la police ou la justice. En fait, pour contacter les victimes, on a suivi toute une procédure permettant de diversifier notre échantillon, mais il faut savoir que pour des raisons déontologiques, au bout du compte, les victimes devaient accepter elles-mêmes de participer à la recherche. C'est ce qui explique que ce sont essentiellement des victimes d'infractions graves qui se sont mobilisées.

Les victimes d'abus sexuels constituent une problématique particulière. On a eu, dans notre échantillon, trois victimes d'abus sexuels qui, effectivement, ont eu recours à la police et à la justice volontairement. Maintenant, je pense que ce qui a été évoqué, notamment par la commissaire, est une problématique tout à fait particulière. J'ai lu les travaux de la commission et certainement le rapport Adriaenssens, et, bien entendu, il y a tout un contexte qui fait que ces victimes là, précisément ont peut-être eu moins tendance à se diriger vers la police et la justice.

Dans le cadre de l'intervention de la police et de la justice, y-a-t-il un encadrement de qualité (tenant compte du fait qu'il n'y a pas toujours de souhait de la part de la victime de rencontrer l'institution judiciaire ou policière)?

Je pense qu'avant tout, il faut envisager les choses sur un plan structurel. Lorsque le contact avec les victimes se passe mal ou ne prend pas place, ce n'est bien souvent en rien de la malveillance professionnelle. Il faut bien se rendre compte que le système est extrêmement compliqué et dispersé dans des environnements

institutionnels soumis à de nombreux changements avec des postes – je pense par exemple à des magistrats de liaison au sein du parquet qui devraient s'occuper des victimes –, des fonctions qui ne sont pas réellement reconnues. Enfin, elles sont reconnues officiellement mais certainement pas rémunérées et donc, tout cela occasionne des surcharges de travail pour le personnel. Toutes ces contraintes structurelles et organisationnelles pèsent bien évidemment sur la capacité de ces acteurs à répondre et à fournir un encadrement de qualité.

Lors de l'évaluation des dispositifs, ont aussi été mises en évidence des carences en termes de formation des policiers, de formation des magistrats à l'accueil des victimes. Même au niveau des services d'assistance ou d'accueil des victimes près des parquets, ce sont des travailleurs qui ont des formations assez généralistes (de travailleurs sociaux). Ils ont acquis bien entendu une expertise sur le tas mais, d'une certaine manière ils manquent parfois de supervision, de formation, d'autant qu'eux aussi se retrouvent dans des contextes organisationnels ou institutionnels dans lesquels notamment – je le disais à la fin de mon exposé – les supervisions ne sont pas toujours proposées ou financées par les pouvoirs subsidiaires. Là, j'insisterai grandement sur la formation de ces travailleurs. Cela me paraît tout à fait important en général et plus particulièrement pour les victimes d'abus sexuels où là encore peut-être plus qu'ailleurs cette formation me paraît indispensable.

Une question a été posée par rapport aux attentes en matière de reconnaissance. Bien sûr la justice peut être un des moyens de reconnaissance pour les victimes même si ce n'est pas le seul. Dans le cas des victimes que nous avons interrogées, qui n'étaient pas des victimes spécifiques d'abus sexuels, oui c'est souvent, dans un premier temps, ce qu'elles ont exprimé: "on veut aller en justice; on veut que l'auteur soit condamné". Elles estimeraient effectivement qu'il s'agissait potentiellement d'une possibilité, une reconnaissance sociale, symbolique.

Mais l'analyse a montré qu'il y a aussi une évolution dans le discours des victimes selon la phase de la procédure, selon qu'elles sont en début ou en fin de processus, notamment au pénal.

Je dirais que plus on avance dans la procédure pénale, moins elles estiment qu'il s'agit réellement d'un lieu de reconnaissance possible. Elles estiment par contre de plus en plus aussi que

d'autres lieux de reconnaissance – c'est important – sont possibles. Dans les entretiens les victimes ont beaucoup exprimé la capacité de reconnaissance et d'aide d'autres institutions sociales.

Pour les victimes d'abus sexuels – je pense aux quelques victimes avec lesquelles nous avons eu des contacts, et ce, dans un contexte institutionnel différent que celui dans lequel travaille cette commission –, la recherche ne peut pas vraiment dire quelque chose. Mais ce qui est clair, c'est qu'il n'y a pas que la justice pénale. Je dirais que plus les victimes passent, traversent, se retrouvent en contact avec la justice pénale, plus quelque part elles finissent par chercher des moyens de reconnaissance ailleurs.

Par rapport aux tribunaux d'application des peines, c'est effectivement une bonne question. À ce niveau, quand nous avons fait notre recherche, ces tribunaux d'application des peines n'étaient pas mis en place. Je m'abstiendrai donc de répondre par rapport à ce dispositif particulier. Je peux vous expliquer ce qui était mis en place à l'époque par contre. Une victime pouvait déjà être entendue dans certains cas dans le cadre des commissions de libération conditionnelle, notamment s'exprimer sur son intérêt direct et légitime, ce qui est d'ailleurs le cas à présent dans le cadre du TAP.

Ce qui est intéressant pour les victimes qui ont participé à cette procédure, c'est qu'en fin de compte, ce qu'elles cherchent est plutôt emblématique de ce qu'elles cherchent par rapport à la justice pénale. Elle permet aussi de révéler l'écart qui peut parfois se creuser entre cette rationalité judiciaire et la rationalité dans laquelle elles sont elles-mêmes.

Par exemple, la plupart des personnes ne comprennent finalement pas très bien ce que signifie « l'intérêt direct et légitime ». Elles disent: "moi, je ne veux pas qu'il sorte de prison". - Oui, mais ce n'est pas cela votre intérêt direct et légitime; c'est celui de l'État disent les intervenants – "Oui, mais c'est quoi mon intérêt direct et légitime alors?" – Eh bien, vous pouvez dire par exemple ... (et là, une espèce de canevas de propositions se met en place de la part des intervenants), est-ce que vous voulez encore le croiser, sur le trajet du boulot? Est-ce que vous voulez qu'il prenne un autre bus? Est-ce que vous voulez qu'il n'habite plus à proximité de chez vous? Il y a là un hiatus entre les espoirs des victimes et ce que peut proposer le système.

Par ailleurs, les raisons pour lesquelles certaines se rendent à ce genre de commission, c'est avant tout parce qu'il y a un certain nombre de choses qu'elles n'ont pas comprises au terme du processus judiciaire.

Comme je vous l'expliquais, un peu brièvement peut-être, la rationalité pénale ramasse les faits qui l'intéressent, il y a un système de véridiction dans le pénal qui fait qu'on va juger une « infraction pénale » et que, pour cela, il faut un certain nombre de preuves. C'est un système dans lequel il existe aussi une certaine opposition entre les parties, entre les victimes et l'auteur. L'auteur se défend, ce que les victimes peuvent tout à fait comprendre, mais finalement, les victimes se disent qu'un certain nombre de choses ont été dites lors du procès pénal mais, au bout du compte, elles se demandent où est la vérité.

Les victimes recherchent alors encore un petit bout de vérité dans le cadre de ces commissions voire, ce que de nombreux juges ne comprennent pas toujours simplement le fait de remettre un visage sur l'auteur car elles ne se souviennent souvent plus très bien du visage de l'auteur et elles ont des craintes par rapport à sa sortie en cas de rencontre.

Je veux insister sur le fait qu'on ne peut pas dire actuellement qu'aucune victime ne veut influencer sur la capacité de libération d'un auteur. Mais toutes ne cherchent pas cela, certaines cherchent aussi autre chose, qui est de l'ordre de la communication, qui est de l'ordre de cette recherche d'un petit bout de vérité, de leur vérité sur base de critères qui leur semblent plus logiques que celui de la rationalité pénale traditionnelle.

Je n'ai pas mentionné le fait, important à mon sens, qu'un certain nombre de victimes que nous avons rencontrées sont passées par des processus de médiation. Dans ce cas, une communication avec l'auteur est effectivement possible et, d'une certaine manière, on peut se rendre compte que certaines victimes, qui sont prêtes à rentrer dans ce processus, parviennent à avoir le sentiment d'avoir appréhendé la vérité de manière un peu plus importante. À tout le moins, elles savent qu'elles n'auront sans doute pas plus de vérité que ce qu'elles ont déjà eu parce qu'elles peuvent communiquer directement avec les auteurs d'infractions. Mais, comme je le disais, ces processus de médiation sont relativement peu utilisés dans le cadre pénal à l'heure actuelle. Or ils offrent des avantages pour les victimes.

**La présidente:** Je pense que vous avez répondu à toutes les questions. Y a-t-il d'autres questions pour Mme Lemonne?

**Sophie De Wit (N-VA):** Ik heb nog een korte vraag.

Mevrouw, wanneer u zegt dat de hele strafrechtelijke procedure te ingewikkeld wordt ervaren door de slachtoffers, zegt u daarmee dan ook impliciet dat de begeleiding van slachtofferonthaal en slachtofferhulp onvoldoende is? Die diensten zijn er toch. Zij begeleiden die mensen soms mee naar de rechtbank. Zij staan hen bij. Zij leggen hen op de zitting een en ander uit, los van de bijstand van een advocaat die zij ook kunnen hebben. Er is ook slachtofferhulp en slachtofferbegeleiding. Wil dat dan zeggen dat dit onvoldoende performant is, als zij het toch nog altijd als ingewikkeld blijven ervaren? Misschien kunt u dat toelichten?

**Anne Lemonne:** Cela renvoie quelque peu à ce que je vous ai dit lors de mon exposé. Je ne dis pas que ces services ne sont pas performants. Quand ils accompagnent les victimes, ces dernières sont, selon moi, bien accompagnées. Le problème c'est qu'ils ne peuvent pas accompagner toutes les victimes. Les moyens en personnel sont totalement insuffisants. Or les assistants de justice, par exemple, de l'accueil des victimes disent qu'ils sont un peu la vitrine humaine du pénal. Entre les victimes et la rationalité pénale, il y a une nécessité de traduction: ce que l'on peut attendre du pénal, la règle du pénal. Toute cette procédure doit être expliquée aux gens de manière à ce qu'ils comprennent bien les limites des possibilités que le pénal peut leur offrir. Pour ce, il faudrait un accompagnement de beaucoup de victimes, mais les moyens actuels ne le permettent pas, et je ne sais pas s'ils le permettraient un jour.

**Sophie De Wit (N-VA):** Dat begrijp ik niet (...) (*zonder micro*)

**Anne Lemonne:** Je suis désolée, mais je n'entends pas la traduction.

**Sophie De Wit (N-VA):** ...gratis in het kader van rechtsbijstand. Er is ook bijstand door een advocaat of raadsman. Ook hij heeft de taak om een en ander uit te leggen. (...) (*zonder micro*)

**Anne Lemonne:** C'est très clair et c'est un point, certes, que je n'ai pas abordé. Le rôle des avocats a été largement mentionné aussi dans les entretiens avec les victimes. Dans le rapport, on a

dû appeler cela « du meilleur au pire ». Effectivement, une fonction peut être remplie par l'avocat, mais il faut qu'il la remplisse. Pour cela, il faut qu'il y ait une sensibilisation des acteurs judiciaires en général à la problématique des victimes et surtout par rapport à ce hiatus entre rationalité judiciaire et attentes des victimes.

Les victimes n'ont pas cette habitude du champ judiciaire. Comme le disent certaines d'entre elles, "nous sommes bercés par les procès à l'américaine", qui n'est d'ailleurs pas le même système que chez nous. Ainsi elles se représentent le pénal d'une manière, qui en fait ne correspond pas à la réalité.

Il importe d'insister sur une sensibilisation accrue de l'ensemble des acteurs judiciaires à l'égard de cette problématique des victimes, tout en montrant bien cependant les limites de leurs capacités à répondre aux attentes des victimes. En effet, les acteurs judiciaires ne parviendront jamais à répondre à toutes les attentes des victimes.

**Bert Schoofs** (VB): Mevrouw de voorzitter, ik zal proberen samen te vatten.

Mevrouw, het was een interessant betoog. U zegt – als we dit allemaal even van bovenaf bekijken – dat we naar een veel eenvoudiger, veel duidelijker en meer helder gestructureerde slachtofferbegeleiding moeten, die echt moet passen binnen het luik Justitie. Justitie kan er niet los van staan. Nu staat Justitie er in feite veel te los van. Er is een veel te groot tussenschot tussen echte slachtofferbegeleiding en de rol die Justitie daarin kan spelen. Op een of andere manier moeten ze in mekaar worden gepast en dat in een heldere structuur. Dat is in feite het verhaal dat ik onthoud, dat u vandaag bent komen zeggen, en waar wij op een of andere manier naartoe zullen moeten met onze conclusies om alle slachtoffers, en meer in het bijzonder die van seksueel misbruik, een meer voldoende herstelgerichte bemiddeling te doen bekomen zonder Justitie daarin uiteraard te verwaarlozen.

Dat is wat ik vandaag heb kunnen leren, mevrouw de voorzitter. Ik kan al mijn vragen laten vallen als dat de conclusie is die ik in dit luik kan trekken.

La **présidente**: Je vous remercie. Je crois que c'était une observation et pas une question. Au nom de la commission, je vais remercier Mme Anne Lemonne mais aussi tous les chercheurs qui ont participé à cette recherche importante sur les victimes et surtout sur la problématique de

victimisation dans le champ judiciaire et en particulier dans le champ pénal. Encore une fois, je crois qu'on lira avec beaucoup, beaucoup d'intérêt toute la recherche – le livre n'est pas trop épais; je le vois là – dont vous avez tiré les conclusions essentielles, ici, devant la commission. Mais elle est plus épaisse que je ne le pensais. Je voyais le petit bouquin...

**Anne Lemonne**: Ca c'est l'ouvrage pour les gens qui sont un peu plus intéressés que ce qui a été dit. Et ça, c'est le rapport encore beaucoup plus complet pour ceux qui sont vraiment très intéressés.

La **présidente**: Chers commissaires, vous voyez qu'il y aura encore énormément de lecture importante et intéressante pour continuer à essayer d'élaborer nos recommandations. Je vous remercie au nom de la commission.

*La réunion publique de commission est suspendue de 14.18 heures à 14.23 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 14.18 uur tot 14.23 uur.*

**Audition de**

- **Mme Kristine Kloeck, directeur général, et Mme Ellen Stassart, directrice du département exploitation sexuelle et e-safety de Child Focus**  
 - **M. Bernard Parmentier, président de la Fédération des Équipes SOS-Enfants**  
 - **M. Stef Anthoni, directeur du Centre de Confiance pour l'Enfance Maltraîtée**  
 - **M. Daniel Martin, président du Forum National pour une politique en faveur des victimes**

**Hoorzitting met**

- **mevrouw Kristine Kloeck, algemeen directeur en mevrouw Ellen Stassart, directeur seksuele uitbuiting en E-safety van Child Focus**  
 - **de heer Bernard Parmentier, voorzitter van "La Fédération des Équipes SOS-Enfants"**  
 - **de heer Stef Anthoni, directeur van het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling Antwerpen**  
 - **de heer Daniel Martin, voorzitter van het Nationaal Forum voor slachtofferbeleid**

La **présidente**: Nous allons d'abord entendre Child Focus qui va nous faire un exposé accompagné d'un powerpoint. Je pense que les services vous le distribuent pour le moment. Je vais donner immédiatement la parole à la directrice générale de Child Focus, Mme Kristine Kloeck.

**Kristine Kloeck**: Merci, madame la présidente. Dank u wel, mevrouw de voorzitter. Mesdames, messieurs, je vais d'abord me présenter. Je suis directeur général de Child Focus depuis novembre 2004. Je crois que vous connaissez tous Child Focus: une fondation pour enfants disparus et sexuellement exploités. Évidemment, c'est uniquement le volet enfants abusés et sexuellement exploités dont il sera question aujourd'hui.

Je suis sociologue et criminologue de formation. J'ai une longue carrière - je suis assez vieille - qui se situe tout le temps, depuis le début, au carrefour de la justice et de l'aide aux personnes. J'ai travaillé tant avec des adultes, auteurs et victimes, qu'avec des enfants, auteurs et victimes de délits. J'ai travaillé dans des prisons, donc sur le terrain, pendant une assez longue période de 12 ans. J'ai travaillé dans la protection de la jeunesse. Ensuite, j'ai travaillé dans des cabinets, tant le cabinet de la Justice que celui du Bien-Être, où j'étais en charge, d'une part, de la politique pénitentiaire et, d'autre part, de la politique des victimes et de la protection de la jeunesse. Je vous raconte ceci pour que vous compreniez que mes points de vue ne se basent pas uniquement sur ma fonction de directeur général de Child

Focus.

On va vous présenter, premièrement, la position et le rôle de Child Focus dans les matières d'abus sexuels et d'exploitation sexuelle: ce sera ma collègue, Ellen Stassart, qui va vous exposer cela. Ensuite, nous allons vous faire part de quelques points de vue, de quelques recommandations de la part de Child Focus pour une meilleure politique en matière d'abus et d'exploitation sexuels.

**Ellen Stassart**: Ik zal mij even voorstellen. Ik ben Ellen Stassart. Van opleiding ben ik juriste en criminologe. Ik heb eerst als wetenschappelijk medewerkster gewerkt bij de Katholieke Universiteit van Leuven, faculteit Rechtsgeleerdheid en Criminologie, rond herstelgerichte justitie. Daarna heb ik een aantal jaren gewerkt bij Kind en Gezin. Sinds eind 2006 ben ik werkzaam als directeur bij Child Focus.

We gaan even de positie en de werking van Child Focus toelichten inzake seksueel misbruik. We behandelen vooral Child Focus als crisismeldpunt inzake seksueel misbruik.

Wat wordt er exact gemeld aan Child Focus? Dat gaat dan eerst en vooral over intra- en extrafamiliaal seksueel misbruik. We ontvangen zo'n 500 à 600 meldingen per jaar, een tiental per week ongeveer. Het overgrote gedeelte van deze meldingen situeert zich uiteraard in een gezagssituatie, een situatie van afhankelijkheid of van machtsmisbruik. Dit is bij enige uitzondering, behalve als het gaat over jongeren die onder elkaar misbruik plegen. Dat zijn echter slechts 3 tot 5 % van de meldingen die bij ons toekomen. In bijna 80 % van de gevallen die bij Child Focus gemeld worden, kent het slachtoffer de dader. Het gaat voor ons om crisismeldingen. Dat wil zeggen dat we vooral gericht zijn op een gerichte, goede oriëntatie en doorverwijzing. Daarover straks meer.

Daarnaast wordt ook gemeld seksueel misbruik gelinkt aan nieuwe technologieën. Momenteel is het zo dat ongeveer 20 % van alle meldingen – dus 1 op 5 van de meldingen rond misbruik – een link hebben met nieuwe media, met nieuwe technologieën of gepleegd worden via nieuwe technologieën. We stellen toch wel een stijging vast. Vandaar ook dat we deze categorie apart beschouwen.

Ten derde, het vermoedelijk kinderpornografisch beeldmateriaal dat gemeld wordt aan Child Focus. Hierbij gaat het over een tweeduizendtal meldingen gemiddeld per jaar. Het gaat hier over



beeldmateriaal op websites. Url's kunnen gemeld worden. Het gaat hier voornamelijk over anonieme slachtoffers.

Ten slotte onderscheiden we ook nog de categorie van het georganiseerde of commerciële seksueel misbruik, seksuele uitbuiting. Dan gaat het over de gevallen van kinderprostitutie, kinderhandel en sekstoerisme. Deze meldingen zijn een minderheid van de meldingen bij Child Focus. Om u een idee te geven, ruwweg in 2010: twee of drie meldingen van kinderprostitutie in 2010, sekstoerisme één in de afgelopen vier maanden en kinderhandel geen in 2010.

Het profiel van de melder. Wie meldt er bij Child Focus? Als het gaat om extrafamiliaal seksueel misbruik, dan zien we dat in 61 % van de gevallen de moeder de melder is. In 18 % van de gevallen bij extrafamiliaal misbruik is het iemand anders. De moeder is slechts in de helft van de gevallen de melder als het gaat om intrafamiliaal seksueel misbruik. Dat wil zeggen dat het in 30 % van de gevallen iemand anders is uit de omgeving van het kind. Minderjarige slachtoffers melden eerder zeldzaam seksueel misbruik bij Child Focus, maar het gebeurt wel. Dat is gemiddeld 5 à 6 % per jaar.

Ik kom tot de context van het misbruik. In 19 % van de gevallen is de dader een misbruikende vader. In 7 % van de gemelde gevallen gaat het om een buurman. In 6 % van de gevallen gaat het om een leerkracht buiten de schoolcontext, daarmee bedoelen we een sportanimator, een muziekleraar en dergelijke. In 4 % van de gevallen gaat het om een leerkracht binnen de schoolcontext, in de echte schoolomgeving. In 3 tot 5 % gaat het om misbruik plegende minderjarigen onder elkaar.

Niet onbelangrijk voor deze commissie, in een zestal gevallen in 2010 waren er meldingen over gevallen binnen een pastorale relatie.

Wat doet Child Focus bij een melding? Wij werken binnen het kader van de samenwerkingsprotocollen van Child Focus. Er is een samenwerkingsprotocol rond verdwijningen en seksuele uitbuiting. Dat zijn de twee grote thema's binnen de missie van Child Focus. Er is een samenwerkingsprotocol rond kinderpornografie, een samenwerkingsprotocol rond niet-begeleide minderjarige vreemdelingen en een samenwerkingsprotocol rond internationale kinderontvoering. Daarnaast werken wij ook naar analogie van de kaders die getekend zijn in de protocollen Justitie, Welzijn en Gezondheid rond

kinder mishandeling. Het gaat over de volgende protocollen:

- "Protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur judiciaire";
- Protocol kindermishandeling justitie-welzijn.

Bij een vermoedelijk seksueel misbruik, zal Child Focus eerst en vooral informatie inwinnen. Wij gaan op een zeer actieve en empathische manier luisteren, om zo goed mogelijk de noden van het slachtoffer te kunnen inschatten.

Daarnaast zijn wij gericht op de meest gepaste oriëntatie, de meest gepaste begeleiding, waar wij het slachtoffer naartoe leiden.

We doen dus echt aan crisisinterventie en oriëntatie. Wij informeren de melder over hulpverlening en justitiële mogelijkheden. We hanteren telkens dat tweesporenbeleid.

Het is voor ons extreem belangrijk om de complementariteit van die twee mogelijkheden aan elke melder uit te leggen. Daarbij heeft het slachtoffer het recht om een van die wegen of beide wegen samen te bewandelen.

De veiligheid en het belang van het kind, dus de meest directe noden van het slachtoffer, zijn onze allereerste bekommernis.

Child Focus vervult niet zelden een brugfunctie, in die zin dat wij de melder leiden naar hulpverlening en naar Justitie indien nodig.

Daarnaast zorgen wij voor een kortlopende opvolging. Vooraleer een dossier afgesloten wordt, zullen wij telkens opnieuw contact opnemen met de melder, om na te gaan of de melder zijn weg gevonden heeft. Dat wordt ook wel sterk geapprecieerd door de slachtoffers.

Wanneer het gaat over vermoedelijk kinderpornografisch materiaal, zitten wij in het raam van ons samenwerkingsprotocol met politie en Justitie, waarbij wij vooral samenwerken met de gespecialiseerde diensten, de Federal Computer Crime Unit van de federale politie, en de dienst Mensenhandel. Daarbij bezorgen wij het materiaal aan de politie voor verder onderzoek.

Op dat vlak merken we dat in 2010 de trend is dat we steeds meer meldingen krijgen van beeldmateriaal dat ons toegezonden wordt via *social networking sites*, of beelden waaraan mensen aanstoot nemen op *social networking sites*.

Het gaat hier over een zeer goede en zeer vruchtbare samenwerking, waarbij er echt sprake is van complementariteit tussen Child Focus en politie en Justitie.

Welke is de toegevoegde waarde van Child Focus? Wij zijn voor melders vooral een zeer toegankelijk crisismeldpunt. Wij hebben een gratis noodnummer 116 000, waarbij wij telefonische hulpverlening bieden.

Het gebeurt uiterst zelden dat wij een melder of een slachtoffer zelf ontmoeten. Dat zal enkel gebeuren in de gevallen dat het slachtoffer niet zelfredzaam is of als de telefonische crisisinterventie niet blijkt te helpen, terwijl er toch een nood is dat wij het slachtoffer zelf of de melder zelf ontmoeten.

Dat wordt telkens overwogen. In 2010 gebeurde het slechts een zestal keren.

De zichtbaarheid van Child Focus is hierbij niet te onderschatten. Child Focus kent een ruime bekendheid, is laagdrempelig, en in zo'n 50 % van de gevallen die ons gemeld worden is Child Focus de eerste gesprekspartner.

Ook de nabijheid is belangrijk. Dat wil zeggen: Child Focus staat bekend als opkomend voor slachtoffers en voor kinderen.

Daarnaast is er het belang van het nationale, landelijke karakter van Child Focus: men kan vanuit heel België melden aan Child Focus. Tegelijkertijd – en dat hoeft niet contradictoir te zijn met die nabijheid – is er een zekere afstand. Daarmee wil ik het volgende zeggen. Daar het voor slachtoffers zo moeilijk is zich te melden, is het soms belangrijk dat er een grotere anonimiteit is. Slachtoffers wensen soms een grotere anonimiteit dan in de vertrouwde punten dicht bij huis. Zij wensen zich soms verder van huis te melden, net omdat het taboe zo enorm is.

Concluderend kunnen wij zeggen dat het meldpunt Child Focus bijdraagt tot de ontsluiting naar hulpverlening en Justitie. Er is complementariteit. Wij verzekeren de toegang tot hulpverlening en Justitie.

Er is een link met het expertisecentrum Child Focus. Naast een meldpunt is Child Focus ook een expertisecentrum, waar wij studies, preventiecampagnes en beleid ontwikkelen. Dit om de maatschappelijke ontwikkelingen op de voet te volgen en het beleid daarover in te lichten. In het bijzonder leggen wij ons toe op het

ontwikkelen van expertise omtrent vormen van seksueel misbruik via nieuwe technologieën.

**Kristine Kloeck:** In dit tweede deel wil ik ingaan op de visie van Child Focus en ook enkele aanbevelingen formuleren.

Vooreerst dit: wij zijn erg blij met de verhoogde aandacht voor de problematiek van seksueel misbruik en seksuele uitbuiting. Wij zijn er immers van overtuigd dat die ertoe kan bijdragen dat het taboe doorbroken wordt, dat de meldingsbereidheid versterkt wordt en dat het *dark number* vermindert, wat belangrijk is.

Toch wijzen wij op het belang van een debat dat op serene wijze gevoerd wordt, een debat dat de stereotypering van slachtoffers en van daders vermijdt en dat de polarisering van de positie van dader en slachtoffer vermijdt, omdat dit niet in het belang van de samenleving is en omdat het niet in het belang van de slachtoffers is.

Wij menen dat het debat moet worden verbreed naar alle contexten waarin seksueel misbruik voorkomt. U spreekt over seksueel misbruik in gezagsrelaties. Wij zijn geneigd te zeggen dat elke vorm van seksueel misbruik van een kind te maken heeft met misbruik van gezagsrelaties, misbruik van afhankelijkheidsrelaties, ook wanneer het intrafamiliaal gebeurt, of waar dan ook.

Wij hebben drie grote aanbevelingen.

Ten eerste, wij pleiten voor een absolute inzet op preventie. De beste manier om slachtofferschap te voorkomen en de beste manier om daderschap te voorkomen is de preventie. Daderschap en slachtofferschap zijn uiteraard inherent met mekaar verbonden. Er zijn reeds heel wat initiatieven op dat vlak, maar er is een gebrek aan samenhang, een gebrek aan coördinatie en een gebrek aan evaluatie, op het vlak van wat er werkt en wat waar moet bijgestuurd of versterkt worden.

Uiteraard is preventie een meerduidig begrip, met primaire, secundaire en tertiaire preventie. Wij hebben hier de heel gekende opdeling gehanteerd. Bij primaire preventie gaat het over zoveel mogelijk voorkomen van seksueel misbruik. Op de slides hebben wij natuurlijk alleen de sleutelbegrippen weergegeven. Uiteraard gaat het over het sensibiliseren, het massaal sensibiliseren van het grote publiek rond het belang van het kind en rond de integriteit van het kind, het respect voor het kind, niet-gewelddadige waarden, niet-gewelddadige omgangsvormen op

ruime schaal promoten. Op elke vorm van geweld ten aanzien van kinderen, fysieke vormen van geweld, seksueel geweld, psychologisch geweld moet een absoluut verbod staan.

Positieve opvoeding, met inbegrip van relationele opvoeding en seksuele vorming, thuis en op school, seksuele vorming om dat taboe om te spreken over seksualiteit te doorbreken. Er moet een openheid komen over seksualiteit. Er moet reeds met kleine kinderen gesproken worden over een gezonde seksualiteitsbeleving. In de marge daarvan moeten ook seksueel misbruik, seksuele aanranding en dat soort zaken bespreekbaar worden met kinderen. Kinderen moeten opgevoed worden tot zelfbeschikbaarheid en weerbaarheid, dus hun eigen grenzen kunnen stellen, nee kunnen zeggen.

Er is uiteraard noodzaak aan een beleid rond omgang met kinderen en kinderrechten en aan gedragscodes in diverse sectoren, professionele organisaties, verenigingen waar volwassenen en kinderen samenwerken, samen interageren in gezagrelaties. Er is uiteraard – dat bestaat reeds in België, maar op dat vlak is evaluatie en verbetering nodig – nood aan selectie en zogenaamde *pre-employment screening* van professionelen en vrijwilligers voor functies in instellingen en verenigingen die werken met kinderen. Dat is verplicht in het onderwijs, maar dat is niet verplicht in de andere sectoren.

Een tweede niveau, de secundaire preventie. Daarbij gaat het over het herkennen van signalen en het inspelen op risicofactoren voor seksueel misbruik. Dat is weer met de bedoeling om vroeg te detecteren, vroeg te interveniëren, ten aanzien van slachtoffers, maar ook ten aanzien van daders. Heel wat daders beginnen er namelijk op heel jonge leeftijd aan. De helft van de daders vertonen seksueel deviant gedrag wanneer ze nog minderjarig zijn. Daar is zeer weinig aandacht voor en er bestaat ook zeer weinig opvang en begeleiding voor. Samengevat, vroege detectie en vroege interventie zijn nodig om het *dark number* te verkleinen.

Vervolgens heb ik het over vorming en concrete richtlijnen voor professionelen. Hoe kunnen ze signalen herkennen en daarmee omgaan, wat kunnen ze daartoe doen? Hieronder horen ook publiekscampagnes, informatie rond signalen en de stappen die men kan ondernemen.

We denken ook dat we ons absoluut moeten afvragen hoe het komt dat die meldingsbereidheid zo laag ligt, zeer laag bij Justitie en zelfs vrij laag

bij de hulpverlening. Het is belangrijk om op die oorzaken, die natuurlijk velerlei zijn, in te spelen. Die analyse moet gemaakt worden om te weten te komen hoe die meldpunten en de hulpdiensten zich beter kunnen profileren en zichtbaarder kunnen worden gemaakt ten aanzien van de bevolking.

Als laatste is er het derde niveau, de tertiaire preventie, waar het gaat over begeleiding en behandeling van slachtoffers, in eerste instantie. Op dat vlak is er nog heel wat te doen: opvang tot en met langdurige begeleiding, die in principe echt kosteloos zou moeten zijn voor de slachtoffers; daarnaast zou het aanbod groter moeten zijn.

In tweede instantie gaat het over begeleiding en behandeling van daders. Zoals ik u al zei, zijn die twee onlosmakelijk met elkaar verbonden. U weet dat er samenwerkingsakkoorden bestaan rond begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik, die op dit moment geëvalueerd worden. Het rapport daarvan zal u binnenkort bereiken, als dat al niet gebeurd is. Daar staan heel wat aanbevelingen in om de werking op dat vlak te verbeteren.

Een eerste groep aanbevelingen gaat over absolute inzet op preventie. Een tweede groep aanbevelingen gaat over de afstemming en de articulatie van de samenwerking tussen hulpverlening en Justitie.

Mijn collega zei het al, Child Focus werkt conform het protocol kindermishandeling Justitie-Welzijn dat in maart 2010 werd gesloten tussen de minister van Justitie en de minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin. Pour la Communauté française, le protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur judiciaire. Dat is eigenlijk het regelgevend kader waarbinnen wij werken.

Het is onze overtuiging dat bij de aanpak van seksueel misbruik noch de ene noch de andere benadering, noch een justitiële noch een hulpverlenende benadering alleen zaligmakend is. Beide hebben elkaar absoluut nodig. Justitie kan de problemen van seksueel misbruik en de achterliggende problemen niet oplossen. Justitie beantwoordt niet volledig aan de noden van de slachtoffers. Hulpverlening heeft Justitie nodig, al is het maar als stimulans voor de begeleiding en behandeling of als stok achter de deur, om te voorkomen dat iemand tijdens de begeleiding afhaakt. Ik heb het dan over de daders.

Dat is een visie die aan de basis ligt van het

protocol inzake kindermishandeling en het *protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur de la justice*. Aan beide protocols is jarenlang overleg voorafgegaan. Het overleg werd in 1998 opgestart in uitvoering van het verslag van 23 oktober 1997 van de Nationale Commissie tegen Seksuele Uitbuiting van Kinderen. Die commissie werd in het zog van de zaak-Dutroux opgericht.

Voormelde commissie heeft resoluut voor een multidisciplinaire aanpak van de problemen van kindermishandeling in alle vormen gekozen. Zij legt heel sterk de nadruk op een noodzakelijke articulatie tussen de justitiële sector en de medisch-psychologisch-sociale sector.

In dezelfde historische periode werden trouwens de samenwerkingsakkoorden inzake slachtofferbeleid uitgewerkt. Ook werden toen de samenwerkingsakkoorden rond behandeling en begeleiding van daders van seksueel misbruik uitgewerkt. Al die akkoorden werden door het Parlement goedgekeurd. Zij hebben dus kracht van wet.

Telkens, in alle voormelde samenwerkingsprotocollen, ligt de keuze voor een multidisciplinaire aanpak en een multi-agency benadering aan de basis. De kerngedachten daarvan vindt u op de slide. De kerngedachten zijn de volgende.

Beide hebben elkaar nodig. Zij ontmoeten elkaar in gelijkwaardigheid en complementariteit.

Beide hebben verschillende finaliteiten. Door die verschillende finaliteiten is beroepsgeheim nodig, zowel van de kant van Justitie als van de kant van de hulpverlening. Er is voor de hulpverlening echter een meldingsrecht, die in de wetgeving heel goed is omschreven.

Beide moeten in een perspectief van heling en herstel voor slachtoffer, dader en samenleving werken. Met andere woorden, de keuze moet worden gemaakt voor een constructieve aanpak, die tot een echte probleemoplossing kan bijdragen.

Iedereen weet dat wij seksueel misbruik en seksuele uitbuiting nooit helemaal zullen kunnen uitroeien. Wij moeten echter onze uiterste best doen om het fenomeen zo veel mogelijk te verminderen.

Er zijn bij mijn weten op het terrein, zowel langs justitiële kant als langs de kant van de

hulpverlening, positieve ervaringen met die samenwerkingsprotocollen en samenwerkingsakkoorden.

Het is zelfs zo dat men stappen voorwaarts zet, in die zin dat men op het terrein de grenzen van het beroepsgeheim aftast en probeert naar dossiergebonden casusoverleg te evolueren, zodanig dat in overleg tussen Justitie en de hulpverlening telkens opnieuw wordt gezocht naar wat hier in het belang van het slachtoffer is en wat hier de best mogelijke aanpak voor het slachtoffer en zijn omstanders is.

Dat is ons inziens de manier om het aantal justitiële sepo's te verminderen, waarbij slachtoffers in de kou blijven staan. Dat is de beste manier om de eventuele te late signalisatie vanuit de hulpverlening naar Justitie tegen te gaan, om de wederzijdse deskundigheid en zorgvuldigheid in het werken rond die gevallen te versterken.

Een laatste slide dan. Er is zeker nood aan meer onderzoek. Absoluut. Onderzoek als basis voor een *evidence based* beleid. Er is een schromelijk tekort aan kennis en inzicht. Hoe kan men een beleid voeren wanneer men nauwelijks weet wat de prevalentie van seksueel misbruik is, wanneer men niet weet welke begeleidings- en behandelingsprogramma's werken?

Dan komt onze laatste aanbeveling. Wij menen dat het debat absoluut moet worden gevoerd, rekening houdend met de internationale context. Regelgeving inzake seksueel misbruik is niet uitsluitend een Belgische aangelegenheid.

Wij verwijzen naar de Conventie van Lanzarote, die zeer sterk de nadruk legt op sensibilisering en preventie. België heeft die conventie ondertekend maar nog steeds niet geratificeerd. Wij verwijzen uiteraard naar het Kinderrechtenverdrag en meer bepaald naar de slotbeschouwingen van het VN-Comité voor de Rechten van het Kind. Wij verwijzen ook, niet het minst, naar de actuele debatten in het Europees Parlement rond het Voorstel voor een Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad ter bestrijding van seksueel misbruik, seksuele uitbuiting van kinderen en kindepornografie.

Dat zijn belangrijke documenten, omdat in al die documenten onder meer de problematiek van seksueel misbruik in gezagsrelaties, waaronder pastorale relaties, ter sprake komt. De problematiek van meldrecht, meldplicht, de problematiek van *pre-employment screening*

enzovoort, komen allemaal ter sprake.

Ik wil nog een laatste woordje zeggen in verband met dat onderzoek. België heeft een historische kans gemist door het koninklijk besluit tot oprichting van het POKO, het Penitentiair Oriëntatie- en Klinisch Observatiecentrum, dat in 1999 in het zog van de zaak-Dutroux werd goedgekeurd en waarvoor een budget werd uitgetrokken, in de opeenvolgende legislaturen te verwaarlozen en niet te realiseren. Dan had onze kennis over deze fenomenen heel wat verder gestaan dan vandaag.

De laatste slide is het overzicht van het geheel.

Merci de votre attention.

La **présidente**: (*Hors micro*)

Chers collègues, nous entendrons les intervenants au fur et à mesure, puis nous poserons les questions.

Ensuite vient M. Bernard Parmentier, président de la Fédération des Équipes SOS Enfants. Je vais vous céder immédiatement la parole pour votre exposé.

**Bernard Parmentier**: Madame la présidente, mesdames et messieurs, nous allons probablement redire toute une série de choses déjà dites dans la matinée, mais je n'ai entendu que la fin de cette présentation et de ce qui fut dit par Child Focus au cours des différentes interventions, et principalement les interventions du secteur psycho-médico-social.

Les Equipes SOS Enfants sont nées, comme d'ailleurs les équipes Médecins Confidants du côté néerlandophone, d'une recherche action qui date de la fin des années 70 et qui a finalement donné lieu à deux systèmes, qui ne sont pas du tout antinomiques, qui recherchent des richesses dans un système de fonctionnement parfois un peu différent.

Quel est le fonctionnement des Equipes SOS Enfants qui ont été instituées par décret de 1985? C'est axé sur une large pluridisciplinarité, c'est-à-dire que, dans chacune des équipes il y a des médecins, psychiatres et pédiatres, de préférence, ou généralistes, il y a un avocat, il y a des psychologues, il y a des assistants sociaux.

Cette très riche pluridisciplinarité permet non seulement d'avoir des avis techniques, donc, par exemple, pour le juriste, d'avoir dans une discussion, des précisions juridiques, mais aussi

d'avoir une approche des situations qui est fondée sur la formation, donc la façon de penser de chacun des participants.

Il est évident que la logique d'un juriste n'est pas la même que celle d'un médecin ou d'un psychologue. C'est cette complémentarité, avec une réflexion sur chacune des situations soumises à l'équipe, qui permet de trouver des solutions aux situations qui leur sont confiées.

La mission des Équipes SOS Enfants est très large. C'est une mission de prévention. Mme Kloeck a présenté les types de prévention: classique, primaire, secondaire, tertiaire. Soit on évite qu'il y ait la moindre situation de maltraitance soit on traite, on soigne les situations avérées de maltraitance. Le rôle de l'Equipe SOS Enfants se situe à tous les niveaux, tant par des actions de prévention générale, ce qui est souvent délégué à d'autres organismes, dorénavant, que par des situations de prévention secondaire car il est également important de pouvoir former des professionnels.

Même avant le décret, certaines équipes fonctionnaient déjà. Il s'agissait de faire comprendre, de faire admettre aux médecins traitants, aux instituteurs, que l'enfant qui tombe de la table à langer, que l'enfant qui arrive à l'école avec des bleus ou tel ou tel comportement n'a peut-être pas subi un accident et qu'il peut y avoir de la maltraitance. Il s'agit d'apprendre à ouvrir les yeux, d'apprendre à pouvoir admettre d'abord que cela peut arriver.

Ce travail a dû être fait et de fil en aiguille, des Equipes SOS Enfants ont dû se spécialiser parce que cette spécificité était parfaitement indispensable pour tous les autres services, y compris les parquets, le pouvoir judiciaire. Les services d'aide à la jeunesse, les services de protection judiciaire et d'autres ont besoin alors d'un diagnostic spécialisé et de traitements spécialisés pour aider les familles. Cette spécialisation de plus en plus importante a été l'œuvre des Equipes SOS Enfants.

Il faut signaler également qu'à l'heure actuelle, une grande confiance est apportée par l'ensemble des intervenants et par les familles: on peut compter à peu près une demande sur deux qui provient de la famille elle-même ou de la famille élargie – et ce chiffre est relativement constant. L'établissement d'une relation de confiance avec une équipe thérapeutique est fondamental. Cette équipe fonctionne dans un réseau, comme je l'ai laissé entendre, qui est assez large et qui est tout

le temps sollicité. Il est indispensable de ne pas cloisonner le travail de chacun des intervenants mais d'arriver à un travail d'ensemble. Ce travail est gratuit, il est important de le souligner: jamais rien n'est demandé aux familles ni aux services. En outre, il doit se faire dans une très grande transparence.

Pour en venir à ce qui vous occupe dans cette commission, c'est-à-dire les abus sexuels plus particulièrement dans une relation d'autorité, je m'étais fait la même réflexion que ce qui a été dit tout à l'heure, c'est que tout abus sexuel se fait dans une relation d'autorité. Je dirai que nos chiffres sont pratiquement les mêmes que ceux de Child Focus. La plus grande partie des abus sexuels sont intra-familiaux. Là aussi, c'est une relation d'autorité, que ce soit l'autorité parentale ou l'autorité d'un beau-père ou une autorité de fait. C'est évidemment une notion qui est importante. Le terme "abus" le laisse d'ailleurs entendre également. Cette proportion d'abus sexuels est relativement la même; nous avons à peu près 5,8 % d'abus extra-familiaux, soit de professionnels (1,76 %) ou d'autres (3,96 %). Ce sont les chiffres de 2009.

Les équipes font chaque année un rapport annuel; l'ONE le travaille et le publie sur son site. Elle fait un tableau qui, malheureusement, ne fait pas de distinction entre les maltraitements en général et les abus sexuels en particulier. Mais les chiffres sont à peu près les mêmes. Nous avons, dans les signalements – et je ferai une observation juste après –, à peu près 30 % de signalements concernant des abus sexuels au sens large, et donc 70 % d'autres types de maltraitements.

La remarque que je voulais faire, c'est de faire la distinction entre le signalement, ou la plainte parfois, et le diagnostic, donc la situation réellement diagnostiquée. Ce n'est pas toujours la même chose, parce qu'il y a toute une série de situations qui, après analyse, ne relèvent pas d'abus sexuels. Là, il faut évidemment être attentif au fait qu'un signalement d'abus sexuel ne signifie pas un abus sexuel; une plainte ne signifie pas effectivement une réalité.

Dans la matière, par exemple, des séparations parentales, des abus sexuels sont dévoilés, sont signalés. Le professeur van Gyseghem entre autres a réalisé toute une étude sur la notion du faux/vrai; il y a quelque chose de vrai ou en tout cas un problème particulier surgit mais cette situation n'est pas véritablement ou n'est pas du tout un abus sexuel. Il est rarissime qu'il y ait une invention à partir de rien du tout mais souvent, une

situation qui est saine ou qui n'est pas malsaine est montée en épingle, soit volontairement soit involontairement par une inquiétude démesurée, qui dégènerait en signalement d'abus sexuel.

Ce qui est très important, c'est évidemment le contact, la relation avec le pouvoir judiciaire. Quand on a créé les Equipes SOS Enfants, en 1985 – on était encore six ans avant notre décret au niveau de la Communauté française sur l'aide à la jeunesse qui visait à déjudiciariser toute une série de situations –, l'état d'esprit était le même et la justice était véritablement l'ennemi à contourner, à éviter. Il fallait surtout sortir de ce système les situations de maltraitance et les situations d'abus. C'est sans doute grâce à la présence aussi de juristes, d'avocats souvent, dans les Equipes SOS Enfants qu'on a pu modifier un peu l'état d'esprit et considérer qu'avec le parquet, il y avait moyen de discuter et de collaborer.

Quel est le rôle du parquet? Il a un rôle prétorien très important. Le parquet n'a jamais d'obligation de poursuivre ou de ne pas poursuivre; c'est lui qui décide et qui juge. Il faut savoir que l'aspect judiciaire peut avoir deux volets: l'aspect pénal pour l'auteur de la maltraitance, donc des abus, ou l'aspect protectionnel. Là il s'agit de soumettre la famille, très souvent, à des directives, voire de veiller à un placement. Nous devons être toujours très attentifs à un élément qui est la protection de l'enfant. C'est un élément qui ne nous suffit jamais parce que ce qui est le plus important, c'est de pouvoir traiter et d'arriver à apporter une certaine thérapie à l'enfant mais sa protection est évidemment indispensable.

On doit être très attentif à ne pas non plus tuer la parole de l'enfant. Par exemple, un enfant, une petite fille de six ans, vient dire à la psychologue "je vais te dire un secret mais tu ne le diras à personne" et lui explique, ce dont on se doutait, qu'elle est victime, et ce qui se passe avec son père, à la maison, etc.

Si on agit en partant du principe que ce père doit aller en prison, que l'enfant doit être placé, que c'est une situation tout à fait intolérable qui ne peut perdurer, et si on va trop vite avec le dépôt d'une plainte, arrivée au parquet avec une audition vidéo filmée, l'enfant ne dira plus rien. Il se sentira bafoué au niveau de la confiance qu'il avait accordée à un adulte à qui il avait confié un secret. Il faut donc travailler avec l'enfant en lui demandant quoi faire de ce secret. Parfois, cela ne peut se faire dans la même journée. Il faut donc faire preuve de courage en sachant que

l'enfant va encore subir des abus, mais en sachant aussi que l'on ne peut agir aveuglément avec le dépôt d'une plainte.

Il faut qu'à un moment, l'enfant puisse intégrer tout ce qui va se passer. Il ne faut pas perdre de vue que, dans certaines situations, tout son univers va basculer: son père va être emprisonné, il va être placé – c'est ce qui s'est passé avec la petite fille. Cela doit se préparer. Dans cette situation, il a pu y avoir une collaboration entre l'Equipe SOS Enfants et le parquet, ce dernier se disant tout à fait prêt à intervenir le moment venu.

Dans ce genre de situation, surtout en cas d'abus extrafamilial où il y a moins de choses auxquelles il faut faire attention au sein de la famille, quoique, l'idée générale est de porter plainte. Dans le cadre de la réflexion générale d'une Equipe SOS Enfants, la méthode de travail sera donc d'atteindre cet objectif mais, dès le lendemain, on fera déjà une exception. Il s'agit d'un autre élément sur lequel je souhaitais insister: il n'y a pas de règle générale. Il n'y a pas de "prêt-à-porter" possible en cette matière, comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs. Il faut s'attacher au cas par cas. Chaque situation, chaque victime est tout à fait unique et doit pouvoir bénéficier d'une méthode tout à fait unique. C'est la raison pour laquelle ce sont des spécialistes qui doivent réfléchir à ce genre de choses.

Il ne faut pas oublier non plus l'énorme ambivalence de la victime, surtout quand le problème est intrafamilial, mais même quand c'est extrafamilial, c'est quelqu'un de l'extérieur mais c'est un éducateur, quelqu'un que l'enfant connaît bien, qui a sa confiance.

Vis-à-vis de cette personne, l'enfant n'a pas de sentiments tout à fait blancs ou tout à fait noirs. Ce n'est donc pas véritablement ce sentiment de rejet et cela explique que, parfois, la parole de l'enfant sera extrêmement difficile à obtenir. Cet abuseur, que ce soit un parent, un éducateur ou un étranger, aura cassé la relation de confiance. Il aura cassé l'enfance de la victime – c'est quelque chose d'irréparable – mais aura aussi suscité un énorme sentiment de culpabilité. J'ai entendu tout à l'heure que cela vous était dit. C'est évidemment particulièrement important. Cela peut expliquer l'ambivalence de l'enfant, l'abuseur ayant parfois une très grande importance dans sa vie de tous les jours.

La classification des abus sexuels ne se fait pas par type d'abus. On ne peut en effet pas dire que, lorsqu'il s'agit d'un exhibitionnisme, ce n'est pas

grave, et que, dans le cas d'un viol avec torture, c'est extrêmement grave. Chaque victime va réagir d'une façon tout à fait personnelle et très différente par rapport à un abus. Il arrive qu'une personne soit beaucoup plus détruite par un simple exhibitionnisme que par un abus qui, objectivement, paraît beaucoup plus grave.

Un autre élément également signalé par Child Focus est la question importante du secret professionnel. C'est la base même du travail. Il faut savoir que ce secret est tout à fait indispensable pour pouvoir travailler avec, pour seule limite, l'intérêt supérieur à protéger et l'assistance à personne en danger. Personne parmi les travailleurs médicaux, sociaux, etc. n'a l'obligation de dénoncer. Ils ont l'obligation d'intervenir efficacement.

Enfin, il est vraiment important d'avoir des lieux totalement indépendants de tout pouvoir, quel qu'il soit (que ce soit le judiciaire ou le système d'aide à la jeunesse, etc.) et de toute hiérarchie. Les professionnels sont formés en permanence pour recevoir la parole, la guider et, sans exclusive, la comprendre – c'est le diagnostic – ainsi que pour apporter les soins et les suites nécessaires au cas par cas. On a besoin en outre d'une prévention efficace. C'est un élément qui a aussi déjà été souligné préalablement. Au niveau de SOS Enfants, nous sommes convaincus que la prévention la plus efficace est celle qui commence très tôt, c'est-à-dire avant la naissance. Une prévention anténatale est fondamentale car elle forme déjà les parents. Elle vise d'ailleurs tous les types de maltraitance.

La **présidente**: Je vous remercie, M. Bernard Parmentier.

Ik geef het woord aan de heer Stef Anthoni, directeur van het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling Antwerpen.

**Stef Anthoni**: Mijn naam is Stef Anthoni. Ik ben directeur van het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling van Antwerpen. Ik werk daar twintig jaar. Ik ben van opleiding psycholoog en seksuoloog.

Die twintig jaar geven mij de kans om de evolutie en de veranderingen in die jaren op dat terrein te kunnen beschouwen. Daarnaast heb ik ook heel wat ervaring op het vlak van trauma's. Ik spreek hier trouwens niet alleen namens het centrum in Antwerpen, maar namens de zes Vlaamse Vertrouwenscentra Kindermishandeling.

Die centra willen, naast de waardering van het werk van deze commissie en de commissie-Adriaenssens, ook hun respect uitdrukken voor de moed van alle slachtoffers die de stap gezet hebben om hun pijnlijke ervaringen te vertellen. Dankzij hun moedig optreden is dit politiek debat mogelijk. De Vertrouwenscentra Kindermishandeling zijn hoopvol dat dit tot een nog betere aanpak en zorg voor de huidige en mogelijk toekomstige slachtoffers kan leiden.

Na de zaak-Dutroux leek ons land onder een soort collectieve vorm van trauma gebukt te gaan. Internationaal werden wij erop aangesproken en soms ook aangekeken. Deze commissie geeft ons de kans om te tonen dat er in ons land op een verantwoorde en doordachte manier pistes uitgewerkt kunnen worden voor dit complexe probleem. Daarbij wil ik zeggen dat het belangrijk is dat dit debat met voldoende zin voor nuancering en respectvolle zorg kan gebeuren. Door het publieke karakter wordt een belangrijk standpunt ingenomen dat haaks staat op geheimhouding, schaamte en het grote zwijgen, dat situaties van seksueel misbruik op kinderen en volwassenen kenmerkt. Dat op zich is al een zeer belangrijke boodschap.

De zorgvuldig geformuleerde aanbevelingen van deze commissie zullen hopelijk een ijkpunt worden voor onze samenleving die lessen trekt uit het verleden en een zorgend draagvlak verleent voor kinderen die mogelijk in de toekomst nog zulke situaties zullen meemaken.

Ik wil kort stilstaan bij de werking van de Vertrouwenscentra Kindermishandeling. Mijn collega heeft daarvan al een deel toegelicht. Ik wil ook toelichten wat de ruime ervaring van de jarenlange werking ons geleerd heeft, om dan te eindigen met enkele suggesties en aandachtspunten die hopelijk de commissie zullen helpen in haar aanbevelingen.

De Vertrouwenscentra Kindermishandeling bestaan officieel sinds 1987. Daarvoor waren er pilootprojecten.

Het centrum in Antwerpen is opgericht in 1979 en heeft dus een geschiedenis van dertig jaar. De missie van de vertrouwenscentra is daarbij omschreven als het stoppen van intrafamiliale kindermishandeling en het kind helpen. Daarom kan iedereen die zich ongerust maakt over een kind contact nemen met een vertrouwenscentrum met het oog op hulp. Wij nodigen de betrokkene dan uit om feiten te erkennen en om samen met het centrum naar oplossingen te zoeken. Wij

moedigen het melden van kindermishandeling aan, niet vanuit een justitieel doel, maar omdat tijdige hulp een significant verschil kan maken voor de veiligheid en ook voor het herstel van het slachtoffer.

Kinderen moeten daarbij maximaal worden beschermd, want zij zijn heel kwetsbaar.

Wij moeten daarnaast ook erkenning geven aan de competenties van die kinderen en hun gezinnen. De weerbaarheid van kinderen en de positieve krachten in het gezin zijn noodzakelijke hulpmiddelen om tot verandering te komen en herstel mogelijkheden aan te spreken.

In die dertig jaar ervaring staat een aantal aspecten centraal. De vertrouwenscentra hebben een laagdrempelige aanpak. Zoals daarnet al werd gezegd, is het heel belangrijk dat wij zowel professionelen als mensen uit de leefomgeving van het kind aanmoedigen om bij ongerustheid en bezorgdheid contact te nemen. Net zoals bij mijn collega, zorgt die leefomgeving voor een kleine 50 % van het aantal meldingen aan de vertrouwenscentra, 45 tot 46 % op dit moment.

Al die mensen kunnen bij een Vertrouwenscentrum Kindermishandeling terecht voor deskundig advies, overleg, coaching en, waar nodig, het opzetten van een verder hulptraject. Er is een laagdrempelig meldpunt waar er geen wachtlijsten zijn, waar er permanent een hulpverlener bereikbaar is en ook na de kantooruren – 's avonds en in het weekend – bestaat een provinciaal vierentwintiguurs gsm-wachtsysteem om dringend advies in acute situaties te kunnen verstrekken.

Naast de vertrouwenscentra is het belangrijk dat er nog voldoende aanspreekmogelijkheden zijn. Dat is iets anders dan meldpunten voor slachtoffers. Aanspreekpunten zijn vlot bereikbaar voor kinderen en staan dicht bij hun leefwereld; ik denk aan leerkrachten, Centra voor Leerlingenbegeleiding, verpleegkundigen, Kind & Gezin, OCMW's, opvoedingsondersteuning enzovoort.

Door de veelheid van situaties waarin kinderen terecht kunnen, kunnen wij de beste garantie bieden voor een tijdige detectie. De huidige tendens tot sensibilisering van alle professionelen die in contact komen met kinderen, moet daarbij nog worden versterkt. Als voorbeeld kan ik u zeggen dat de vertrouwenscentra het afgelopen jaar bij de kinderopvang en bij alle situaties van 0- tot 6-jarigen een intensieve sensibiliseringscampagne hebben gevoerd bij



iedereen die daarmee professioneel te maken heeft.

Het claimen van alle situaties door één instantie zal volgens ons een afschrikkingseffect hebben.

Er zullen onnodige drempels worden opgeworpen door mensen die zich gaan bezinnen of zij wel het recht hebben om zich te moeien met het privéleven van anderen. De stap om zich te melden blijft nog steeds groot. Het NIMBY-effect, *not in my backyard*, maakt nu eenmaal deel uit van ieders verlangen naar veiligheid. Dat verlangen houdt mensen vaak tegen om een signaal uit te sturen. Wij zien aarzelende melders, zeker bij risicosituaties, ook bij niet-professionelen. Wij hebben vaak te maken met situaties bij jonge kinderen, ook bij seksueel misbruik. Internationaal situeert de gemiddelde leeftijd van seksueel misbruik zich rond tien jaar. Dat is jong en het gemiddelde duidt erop dat er heel wat situaties zijn met nog jongere kinderen. Het is heel essentieel om dan bij de nodige ongerustheid vlot een stap te zetten. De huidige stand van de wetenschap maakt het overduidelijk dat snel reageren en kunnen ingrijpen figuurlijk en soms ook letterlijk van levensbelang is. Effecten op de ontwikkeling van kinderen, zoals hechtingsstoornissen, posttraumatische stressstoornissen evenals de effecten op de ontwikkeling van het brein, zijn intussen wetenschappelijk onderbouwd en erkend. Daarover kan ik lang uitweiden, maar dat zal ik niet doen. Wij kunnen er eventueel nog op terugkomen.

Ik heb in de tekst cijfers meegegeven. In de eerste tabel ziet u dat wij nu nog, tussen 2004 en nu, nog steeds een groeiende aanmeldingscurve hebben bij de Vertrouwenscentra Kindermishandeling. Wij menen dat dit te maken heeft met een groeiende alertheid van de samenleving. Wij hopen dat onze goede werking daar ook zijn deel toe bijdraagt. Afgelopen jaar zijn er bij de Vlaamse vertrouwenscentra meer dan tienduizend kinderen gemeld, voor allerlei vormen van kindermishandeling. Dat wil zeggen: negenentwintig kinderen per dag, weekends en feestdagen inbegrepen.

Van meldpunt tot zorgverantwoordelijkheid. Het is belangrijk in de werking van vertrouwenscentra dat zij niet alleen een meldpunt zijn, maar ook kunnen instaan voor de verdere zorg bij crisissituaties. Ik verwijs naar Child Focus, waar na een telefoon ook opvolging kan gebeuren. Dat is essentieel. De huidige tendens tot het installeren van allerlei meldpunten die weer eens

een doorverwijskanaal volgen, is net niet hetgeen waaraan de mensen volgens ons nood hebben. Mensen hebben nood aan organisaties die mee zorgverantwoordelijkheid nemen. Dat betekent dat bij contactname van een melder ook vragen worden gesteld rond risico-inschatting en dat er een inschatting wordt gemaakt van de nodige zorg en bescherming. Een vraag om advies stopt soms niet bij het advies, maar zal dikwijls een contactname worden om verdere hulp te installeren.

Waar nodig zetten de VK's die verdere stappen.

Met procesdiagnostiek maken de VK's een analyse van de mogelijkheden en beperkingen van het gezin en van de ouders. Zo wordt er samen met het kind een hulplan opgesteld.

De inschatting van de responsiviteit en de mogelijkheden van de ouders is daarbij een zeer belangrijk gegeven. Is het ook voor hen duidelijk dat er problemen zijn? Kunnen zij gevolg geven aan de bezorgdheid voor kindermishandeling? Kunnen zij zorgen voor veiligheid en herstel van hun zoon of dochter? Hebben zij mogelijkheden om te veranderen?

De VK's, de Vertrouwenscentra Kindermishandeling, steken daarbij hun voet tussen de deur. Onze medewerkers bemoeien zich met het gezinsleven van anderen en investeren stevig in het motiveren van ouders om een verschil te maken voor hun kinderen. Zij doen dit geïnspireerd door de kinderrechten.

Tegelijk zullen de centra ook niet aarzelen om gebruik te maken van hun spreekrecht of van hoogdringendheid als dat de enige weg naar veiligheid is voor een kind. Ik heb het zelf nagekeken. Ik denk dat het de afgelopen vijf jaar, in dossiers waar wij reëel met de gezinnen aan het werken zijn, in 5 % van de situaties gebeurd is dat wij, vanuit die werking met dat gezin, de stap gezet hebben naar Justitie. Dat is dus een gegeven dat zich frequent voordoet.

Seksueel misbruik als een van de vormen van kindermishandeling. Ik weet dat deze commissie de nadruk legt op seksueel misbruik, maar sta mij toch even toe om er de nadruk op te leggen dat de neiging bestaat om al die vormen te onderscheiden: fysieke mishandeling, emotionele mishandeling, verwaarlozing, seksueel misbruik. Voor het kind, het kind dat slachtoffer is, is er echter slechts één vorm, namelijk de mishandeling die het ondergaat. De meeste slachtoffers leven bovendien in een complex

geheel van geweld en verwaarlozing. Dat dreigen wij te missen als wij sterk de nadruk gaan leggen op een of andere vorm van kindermishandeling, zoals seksueel misbruik.

Als men luistert naar de verhalen van kinderen, als men de verslagen leest van de commissie-Adriaenssens, dan ziet men dat wat steeds weer bovendien vooral de emotionele factoren zijn die op het verdere leven wegen: de angst, de schaamte, het geschokte vertrouwen, de eenzaamheid, de nood om gehoord te worden, erkenning te krijgen; wij hebben dat daarstraks nog gehoord. Dat is wat het meest beklijfd. Ik meen dat de commissie ook de verantwoordelijkheid heeft om die complexiteit mee te nemen.

Ik heb achteraan ook een tabel gestoken. U ziet daar het aandeel bij de Vertrouwenscentra Kindermishandeling van seksueel misbruik. U ziet dat dit sinds een aantal jaren vrij stabiel is en dat dit over iets meer dan 20 % gaat. Wat men in een tabel veel moeilijker kan uitleggen, is het parallel lopen van vormen. Heel vaak zien wij dat er naast seksueel misbruik ook andere vormen van emotioneel geweld en dergelijke aan de gang zijn.

Die zijn moeilijker juridisch te vertalen, maar ze hebben zeker een heel grote weerslag op de ontwikkeling van kinderen. Dat verklaart waarom de effecten van kindermishandeling ongeacht de vorm vaak gelijklopend zijn. Als we het wetenschappelijk onderzoek daarop nakijken, dan zien we zeer grote parallellen, ook als het gaat om emotionele mishandeling, net hetzelfde als bij seksueel misbruik.

Het kind dat slachtoffer is als uitgangspunt nemen. In 1997 stond het reeds in grote letters in de aanbevelingen van het eindrapport van de nationale commissie tegen seksueel misbruik van kinderen. De nationale commissie stelt dat iedere opvang van het kind dat slachtoffer is van seksueel misbruik dient te starten bij de noden van het kind zelf. Men dient zich daarbij te laten leiden door respect voor de hulpvraag van het slachtoffer. Deze aanbeveling geldt nog onverkort. De Vertrouwenscentra Kindermishandeling nemen dit ook nog steeds als uitgangspunt. Wil een kind klacht indienen, dan zullen wij al het nodige doen om dat zo goed mogelijk te leiden en te zorgen dat de klacht er kan komen op de plaats die daar het best voor geschikt is. Wil een kind hulp, dan zal dat het uitgangspunt zijn, tenzij de veiligheid van het kind in het gedrang is. Wil het kind beide, dan zal er mee gezocht worden naar een zo goed mogelijke samenwerking tussen beide pistes,

zodat hulp voor het kind en klacht tegen de dader elkaar niet voor de voeten lopen, maar samenwerken. We merken dat ook Justitie vragende partij is om deze werkwijze te kunnen hanteren. Het protocol kindermishandeling van Justitie en de teksten van het op stapel staande "protocol van moed" zijn verder gebouwd op de piste van een uitgebreidere samenwerking. Ook politiemensen signaleren ons wel vaker hoe zij na een eerste gesprek met een kind waar ze bij geroepen zijn, toch de piste van hulp als heel belangrijk naar voren schuiven en dan vaak in een moeilijke situatie komen.

U hoort mij in dit verband ook vaak spreken over kinderen die het slachtoffer zijn van kindermishandeling en seksueel misbruik. Het is belangrijk voor de waardigheid en het respect voor kinderen en volwassenen dat wij hen door ons taalgebruik en nood tot dadendrang niet verenigen tot hun slachtofferschap. Daardoor ontnemen wij ze net een bestaan daarbuiten en hypothekeren we hun kansen op herstel.

In de Vertrouwenscentra Kindermishandeling in gesprekken met volwassenen gaan wij ook hun verhaal beluisteren. Heel vaak merken wij dat ook die volwassenen een geschiedenis hebben, waarbij een of andere vorm van mishandeling in het verleden gespeeld heeft. Dat is geen lineair gegeven. Het is niet omdat zij dit meegemaakt hebben, dat dit gaat gebeuren, maar het komt toch frequent voor. Ook met hen gaan wij dan kijken wat er verder nodig is. Soms kan dit ook wel eens in een klacht resulteren omdat het niet alleen over intrafamiliale zaken, maar soms ook over extrafamiliale zaken gaat.

Dat sluit aan bij de volgende thematiek: intrafamiliaal versus extrafamiliaal misbruik. Mevrouw Kloeck heeft de complexiteit daarvan ook al aangegeven. Het model van de Vertrouwenscentra Kindermishandeling sluit het best aan bij intrafamiliale kwesties. Daar hebben kinderen, hun gezin en familieleden, het meest te winnen om zich mee te engageren in hulp, de meeste nood aan erkenning. De herstel mogelijkheden zijn daar dikwijls reeds aanwezig.

Maar wij merken dat veranderingen in de samenleving het rigoureus onderscheid tussen intra- en extrafamiliaal misbruik door de jaren sterk gerelativeerd heeft. De huidige samenlevingsvormen maken het begrip "familie" trouwens tot een zeer complexe definitie. Ook deze commissie worstelt met die complexiteit. Wat is een gezagsrelatie? Zijn ouders en

opvoeders niet bij uitstek de primaire gezagsrelatie? Voor kinderen zijn zij alvast de natuurlijke gezags- en hechtingsfiguren. De impact van kindermishandeling door die figuren laat daardoor heel veel sporen na. Wij zien bij de heer Vangheluwe dat hij niet alleen aangesproken kan worden op zijn toenmalige positie binnen de Kerk, maar ook als oom van het slachtoffer. Uit die gezagsrelaties binnen de familiestructuur, als ouder, als grootouder, als nonkel, als tante, kan men niet ontzet worden.

Ook bij andere geschiedenissen merken wij dat de term gezagsrelatie niet alleen te maken heeft met de uiterlijke kenmerken van de positie, maar vooral met een vertrouwensband en met de afhankelijkheid die gegroeid is. Voor kinderen gaat het niet over intra- of extrafamiliaal misbruik. Het gaat over het misbruik door iemand die zij vertrouwen. De vernietigende sporen daarvan zijn vele jaren later, ook in volgende relaties, nog steeds zichtbaar.

Daarnaast worden de Vertrouwenscentra Kindermishandeling de jongste jaren ook frequent gevraagd om bij andere situaties van seksueel misbruik aan crisisinterventie te doen. We denken dan bijvoorbeeld aan seksueel misbruik in voorzieningen, in internaten, in scholen. In de media zijn er de jongste jaren een aantal van die situaties naar voren gekomen. Het gaat om situaties waar feiten met kinderen en jongeren gebeuren. De impact daarvan op kinderen, op groeps- of klasleden, op ouders, op opvoeders en leerkrachten, drijft ons tot een complexe en snelle aanpak. Waar het misbruik door externe volwassenen gebeurt in die situaties, wordt er stevast sterk op aangedrongen dat de desbetreffende inrichtende macht klacht indient. Maar ook dan blijft de zorg voor de slachtoffers en alle betrokkenen iets wat snel georganiseerd dient te worden. Daardoor strekt de bemoeizorg van de centra zich gaandeweg ook uit tot die domeinen.

Dat brengt mij automatisch bij een volgende aanbeveling: samenwerking. Na de onthullingen over misbruik in de Kerk, bestaat het gevaar dat men weer op zoek gaat naar de beste manier van reageren.

Schokkende gebeurtenissen wekken gevoelens van kwaadheid, verontwaardiging en wraak op. Daardoor neigen wij te grijpen naar repressieve oplossingen en worden situaties vlugger over dezelfde kam geschoren. Men dreigt dan te vervallen in de discussie wie het nu voor het zeggen heeft en waar welke beslissing over meldingen met geweld genomen moet worden.

Maar dat is een oneigenlijk debat. Dat is daarstraks ook al gezegd. Niemand heeft een sluitend en allesomvattend antwoord in huis. Dat is net eigen aan de problematiek van kindermishandeling en van mishandeling. Justitie en hulpverlening hebben elkaar nodig om mishandeling te bestrijden.

De jongste jaren zijn er op dat vlak positieve stappen gezet. Mevrouw Kloeck heeft daarnaar verwezen. Er is samenwerking tussen Justitie en hulpverlening. Door de betrokken ministers zijn protocollen ondertekend waar heel wat waardevolle elementen in opgenomen zijn. Een aantal van die initiatieven moet wel nog geïntensifieerd worden. Zij lijken nu te langzaam te lopen, vaak bij gebrek aan middelen en tijd. Het is erg moeilijk dat uit te leggen aan kinderen die het slachtoffer zijn. Wij denken vaak dat het *too little too late* is. Daar kan echt meer gebeuren.

In Antwerpen zijn wij al geruime tijd bezig met voorbereidende gesprekken om de samenwerking met de parketten verder uit te testen. *Good practice*, knelpunten, de juridische vragen aangaande beroepsgeheim, daarmee zouden wij op het terrein verder willen gaan.

De sfeer die er nu is, die positief is en toch tot een aantal initiatieven kan leiden, moet nu groeien tot een reële testfase. Ik heb al naar het "protocol van moed" verwezen. Ik meen dat wij nu moeten komen tot een reëel uittesten daarvan op het terrein, om dan te kijken hoe het verder geïmplementeerd kan worden in de andere arrondissementen.

Pleiten voor een globale aanpak betekent: een evenwicht tussen zorgaanbod en verantwoordelijkheid. U hebt al begrepen dat ik niet pleit voor het invoeren van een meldingsplicht. Het grootste deel van de situaties inzake seksueel misbruik gaat over intrafamiliale situaties. Meldingsplicht zal daar net in het omgekeerde resulteren: dat men minder gaat melden, dat kinderen afgeschrikt worden, dat mensen niet meer met hun zorgvraag in hun omgeving terecht kunnen en zich de bedenking gaan maken dat zij verklikken, verdacht maken enzovoort.

Het bestaande brede veld moet wel meer ondersteund en uitgebouwd worden. De intensifiëring van preventie is belangrijk.

Daarnaast blijft de terechte bedenking of er geen beter systeem kan worden uitgewerkt om mannen die met kinderen werken in gezagsrelaties, waarbij sterke aanwijzingen zijn van seksueel misbruik,

aan te melden. De praktijk dwingt mij te zeggen dat er op dat vlak al veel veranderd is.

Terwijl men twintig jaar geleden directies erg moest overtuigen om de desbetreffende medewerker niet gewoon te ontslaan, maar om een klacht in te dienen, is die praktijk gelukkig drastisch gewijzigd. Een school, een voorziening, behoudt nu zijn goede reputatie als het krachtdadig optreedt in een situatie en niet als het overgaat tot een doofpotoperatie. Dit is nu wel algemeen aanvaard, gelukkig maar.

Toch kan er op dat vlak nog verbetering komen. Niet alle voorzieningen of organisaties hebben nu een protocol waarin opgenomen wordt welke stappen zij dienen te zetten. Een richtlijn op dat vlak is alvast een belangrijke verdere stap in de goede richting, ook bij organisaties waar vrijwilligers die organisatie schragen – op dit terrein ontbreekt nog vaak een code – zoals sportverenigingen en jeugdverenigingen. Een betere regelgeving lijkt ons hier op zijn plaats.

Binnen Integrale Jeugdhulp in Vlaanderen heeft men ondertussen ook begrepen dat een algemene visie moet worden ontwikkeld om hulpverleners alert te blijven maken op situaties waar een ingrijpen noodzakelijk is. Men spreekt dan van situaties van maatschappelijke noodzaak. Ook daar is een traject lopende.

In Nederland, waar op dit moment een soortgelijk debat over meldplicht gevoerd wordt naar aanleiding van enkele fatale overlijdens bij erg jonge kinderen, opteert men voor een systeem van een meldcode die vanaf dit jaar, 2011, ingevoerd is. Daarbij zijn professionelen verplicht om bij een vermoeden van kindermishandeling en huiselijk geweld een aantal vastgelegde stappen in acht te nemen, zoals de mogelijkheid om te overwegen een advies te vragen bij het AMK – Advies- en Meldpunt Kindermishandeling, de Nederlandse variant van de Vertrouwenscentra Kindermishandeling – of bij het Steunpunt Huiselijk Geweld, want die meldcode gaat over beide.

Bij mishandeling door een professioneel is er ook in een meldplicht voorzien aan het bestuur. Responsabilisering wordt daardoor verhoogd en volgens Nederlands onderzoek zou dit leiden tot een verdrievoudiging van het aantal gemelde situaties. Als die cijfers ook bij kindermishandeling bevestigd worden, lijkt mij dit iets waar wij moeilijk naast kunnen kijken en waar wij nog iets mee moeten doen. Wij moeten in de mogelijkheid voorzien dat de bestaande organisaties, zoals de

vertrouwenscentra, uitgerust worden om deze vragen te beantwoorden.

Een goed evenwicht tussen ruimte om te onderhandelen in een sfeer van vertrouwen, en anderzijds gezag en macht om in te grijpen als bescherming van het kind, zijn internationaal aanzien als belangrijke criteria. Ook hier sluit mijn betoog daarbij aan.

Ik wil nog even zeggen dat er steeds blijvende aspecten zijn van specifieke thema's waar we aandacht aan moeten geven. Maatschappelijke tendensen verschuiven. Wij zien dat ook gebeuren. Daardoor komen er steeds andere thema's naar voren. Ik denk dan aan emotioneel geweld bij kinderen die getuige zijn van partnergeweld of die het slachtoffer zijn van aanslepende vechtscheidingen. Het is belangrijk dat deze thema's ook een plaats krijgen, en de nodige aandacht en onderzoek in de politieke agenda.

Een van de elementen die onze centra de voorbije vijf à tien jaar sterk zien stijgen, is het misbruik dat door minderjarigen wordt gepleegd. Deze vorm wordt steeds meer gesignaleerd. Vaak blijkt het daarbij ook om ernstige vormen van seksueel misbruik te gaan.

Vroeger werd seks tussen minderjarigen vooral afgedaan als een vorm van experimenteergedrag en als een initiatieritus. Nu wordt steeds meer het onderscheid gemaakt tussen experimenteren en ernstige vormen van seksueel misbruik, zoals frequent misbruik met orale en anale seks. Zulks gebeurt ook vooral in familie- en gezinskring.

Onderzoek ter zake wijst uit dat een kleiner deel van de populatie van de bedoelde, jonge plegers van seksueel geweld later ook een kans op een verstoorde ontwikkeling maakt, soms een pedofiele manier om met seksualiteit om te gaan. Het zou daarbij om maximaal 10 % gaan.

Onze centra ontwikkelen ook voor deze situatie een complex hulpverleningstraject, met zorg voor het kind dat slachtoffer is, voor de jongere die pleger is en voor de ouders of de familie waartoe beide kinderen behoren. Men moet het maar meemaken: ouder zijn van een gezin waar zowel een pleger van seksuele feiten als een kind of kinderen die van dergelijke feiten het slachtoffer zijn, samen onder één dak leven.

Een complex aanbod is ter zake nodig, om in goede hulp en de nodige zorg te voorzien. Ook op dat vlak is er nog nadere uitwerking nodig, om de

hulpverlening verder te kunnen installeren voor iemand die met de gezinsdynamiek aan de slag kan en een goede screening kan maken. Extra investeringen zijn zeker nodig.

Net zoals mijn collega's wil ik hier eindigen door enkele suggesties te doen.

Ik heb het al gezegd: investeren in de samenwerking tussen Justitie en hulpverlening is cruciaal. Mogelijk is een regelmatige rapportage aan de commissie voor de Justitie en de commissie voor Welzijn een goede manier om het voorgaande nader op te volgen. Het uitgangspunt ter zake moet de zorg voor het mishandelde kind blijven. Een zelfde visie en aanpak van de parketten en de hulpverlening is daarbij nodig.

Ik heb onlangs de kans gehad een studie in te kijken die in de loop van 2011 zal worden gepubliceerd. Het gaat om een internationale studie, die in Oxford wordt gepubliceerd. In de studie worden de *child protection systems* in de Verenigde Staten en in een aantal Europese landen met elkaar vergeleken. De studie beoogde na te gaan wat, na alle ervaringen, nu het beste systeem was.

De studie komt in feite tot de conclusie dat het beste systeem niet bestaat. Er is een cultuur waarbinnen een land functioneert, ofwel een cultuur waarbij de bescherming op het eerste plan komt, ofwel een cultuur waarin zorg en dergelijke, zoals in ons land, naar voren worden geschoven. De laatste tien jaar ziet men echter dat die culturen steeds dichterbij elkaar komen en hoe in goede situaties samenwerking tussen Justitie en hulpverlening tot de beste aanpak leidt.

Ik denk dat dit een boeiend gegeven is om verder op te werken. Ik hoop dat de commissie ook nog voldoende aandacht ervoor zal hebben dat de aanbevelingen van de commissie betrekking zouden hebben op alle situaties van seksueel geweld en dus ook van toepassing zouden zijn op het merendeel, namelijk intrafamiliale situaties. Ik heb al gewezen op het belang van protocolafspraken voor de organisaties. Ik meen dat ook daar nog stappen gezet kunnen worden. Het Nederlands model van een meldcode kan ons daarbij helpen.

De verdere uitbouw van de sensibilisering van professionelen en het trainen zijn daarstraks ook al aan bod gekomen. Dat zijn wezenlijke onderdelen. Wij merken dat aan de vertrouwenscentra steeds meer gevraagd wordt hoe men ouders moet aanspreken en hoe men

met kinderen over zorg moet spreken. Het trainingsaspect begint een grotere plaats in te nemen. De vragen nemen, gelukkig, alsnog toe. Dat is een belangrijke tendens.

Preventiecampagnes moeten met regelmaat georganiseerd worden. Het is belangrijk om dit te doen, omdat de overheid zo duidelijk maakt dat wij een zorgende samenleving betrachten waarin men aandacht aan dit probleem schenkt en dat dit thema hoog op de agenda blijft staan. Dat zal mensen stimuleren om hulp te zoeken en om ongerustheid kenbaar te maken, op een volwassen manier. Het stimuleert een zorgzaam handelen en werpt een dam op tegen een angstige samenleving.

Het verder uitbouwen van de hulpverlening en de samenwerking tussen de Gemeenschappen is belangrijk. Ik denk daarbij niet alleen aan de Vertrouwenscentra Kindermishandeling en de versterking. Wij hebben bij de minister van Welzijn een plan ingediend. Er zijn ook andere initiatieven. In Berlijn is er bijvoorbeeld een initiatief geweest waarbij men aan mogelijke daders van seksueel geweld de kans bood om hulp te krijgen. Tot grote verrassing van heel wat mensen is daarop een grote reactie gekomen. In Berlijn is er een ziekenhuis dat daarvoor een aanbod gedaan heeft. Honderden mannen zijn daarop ingegaan en hebben daarop een beroep gedaan. Dat is alvast een soort preventieve piste waaraan verder kan worden gedacht.

Wij denken dat het geen zaak is van ronkende verklaringen, maar van ernstige inspanningen. Zoals mevrouw Kloeck, wil ook ik besluiten met bescheiden te zijn. Kindermishandeling uit de wereld helpen, is, vrees ik, een illusie. Cijfers uit *The Lancet* illustreerden in 2008 – het betrof een uitgebreide, wereldwijde, vergelijkende studie – dat het probleem zeer groot is.

Dat mag echter geen excuus zijn en het mag ons zeker niet tegenhouden om al het mogelijke te doen om preventief situaties te voorkomen en curatief zo snel mogelijk in te grijpen. Het blijft een belangrijke aanzet en intensifiëring van de inspanningen en middelen zijn daarbij zeker en vast nodig.

Daarbij wil ik ook zeggen dat er al belangrijke zaken zijn gerealiseerd, die nu een verdere keuze en engagement behoeven. Dat is ook een belangrijke boodschap die op zijn minst ook wel wat hoop uitstraalt. Hulpverlening en Justitie zijn beter georganiseerd dan tien jaar geleden.

Situaties van kindermishandeling worden vroeger gemeld. Wij zien bij de vertrouwenscentra dat een derde van het aantal meldingen van kindermishandeling gaat over kinderen die jonger zijn dan zes jaar. Dat wil zeggen dat wij er sneller bij zijn, adequater kunnen optreden en dat er meer kans tot herstel is. Ik denk dat dit belangrijk is.

Ook deze commissie is er gekomen dankzij de gedrevenheid van mensen die iets willen verbeteren en die een aanpak willen, niet alleen voor wat vroeger is gebeurd, maar ook voor de toekomst.

Wij denken dat een doortastende visie en een daadkrachtig beleid daarop een goed antwoord zullen bieden. Wij wensen de commissie daar dan ook alle succes mee.

**La présidente:** Dank u, mijnheer Anthoni.

Je passe immédiatement la parole à M. Daniel Martin, président du Forum National pour une politique en faveur des victimes.

**Daniel Martin:** Madame la présidente, mesdames et messieurs les commissaires, je vous remercie de donner l'opportunité au Forum National d'exposer ses réflexions et ses positions sur cette importante matière.

Pour mémoire, le Forum National a été créé en 1994 à la suite d'une motion de la Chambre des représentants. C'est tout naturellement que ses réflexions peuvent alimenter les travaux ultérieurs de cette institution.

Je vous présenterai, dans cette introduction, un état de la réflexion inspirée par deux des thématiques qui ont occupé nos travaux au cours des six derniers mois. Il s'agit, d'une part, de l'examen des conclusions de la commission Adriaenssens, que nous avons essayé d'interroger à la lumière de la politique en faveur des victimes et de ses principes et, d'autre part, du suivi des protocoles d'accord de juin 2009 qui visent à la mise en place d'accords de coopération en matière d'assistance aux victimes.

Nous avons fait cette double démarche en parallèle avec un travail d'évaluation de l'accord qui existe déjà entre l'État fédéral et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes.

Le projet d'avis rédigé par notre Forum à la suite des conclusions de la commission Adriaenssens commence par le rappel des principes fondateurs

de la politique en faveur des victimes car il nous semble qu'en la matière, il n'y a pas lieu de se départir des principes et des objectifs qui ont guidé jusqu'à présent toutes nos réflexions et nos recommandations. Je voudrais les résumer brièvement.

Dans les objectifs de la politique en faveur des victimes, il s'agit de prévenir la victimisation secondaire, celle qui peut s'ajouter à la victimisation initiale lorsque les réponses que notre société apporte à la situation de victimisation ne sont pas appropriées. Il s'agit par ailleurs de contribuer au rétablissement des victimes et, de ce point de vue, deux aspects paraissent plus spécialement importants: la restauration du lien social, souvent perturbé à la suite d'une infraction – c'est certainement le cas en matière d'abus sexuel – et la réparation des dommages, qui peut prendre des formes multiples en fonction de chaque victime.

Les principes de base peuvent être résumés de la manière suivante. Il s'agit de considérer la victime comme acteur de son propre parcours, ce qui implique de créer un cadre favorable pour qu'elle puisse exercer ses droits. Il s'agit de lui apporter une assistance pour qu'elle puisse poser ses propres choix dans les meilleures conditions, notamment en étant bien informée, en s'abstenant de décider à sa place ce qui serait bon ou mauvais pour elle. C'est ce qu'on appelle parfois le principe de non-substitution. Il s'agit de ne pas faire peser sur les victimes des responsabilités qui reviendraient à l'État. Nous pensons en particulier à cette responsabilité essentielle qui est celle de décider en matière de poursuite, de sanction et d'exécution des peines. L'élaboration d'une politique cohérente en faveur des victimes passe, nous semble-t-il, par une nécessaire concertation entre différentes autorités et instances concernées.

Il s'agit d'éviter une dispersion des moyens, qui sont toujours limités, d'éviter les doublons, d'éviter aussi au contraire des lacunes qui peuvent être dramatiques. Il importe dans cette perspective d'éviter la création d'instances supplémentaires qui se superposent au dispositif existant souvent sans qu'une réflexion préalable ait eu lieu sur la pertinence et la plus-value de cet apport.

Un quatrième principe est celui que j'appelle le principe de coopération. Nous sommes dans un pays complexe, caractérisé par l'éclatement des compétences entre plusieurs niveaux de pouvoir et de nombreuses autorités. Il importe donc, plus encore dans notre pays que dans un autre,

d'organiser de manière optimale la politique en faveur des victimes et ce n'est possible que via des accords de coopération.

Ceux-ci doivent intervenir, notamment en ce qui concerne la répartition des tâches entre les différents intervenants, le relais des victimes qu'il s'agit d'organiser depuis les dispositifs de première ligne vers des formes de prise en charge plus élaborées. Il s'agit, enfin, de s'assurer que les structures de concertation que l'on met en place fonctionnent effectivement.

De tels accords ont été élaborés dès 1998. C'est le cas en particulier d'un accord entre l'État fédéral et la Communauté flamande, qui a été ratifié et mis en vigueur depuis une dizaine d'années. Il est en cours d'évaluation. Un accord similaire – on le sait parfois moins bien – a été signé à la même époque avec la Région wallonne et la Communauté française, mais celui-là n'a jamais été ratifié. Il a, toutefois, heureusement inspiré plusieurs réglementations en matière d'assistance policière, d'accueil dans les tribunaux ou d'aide psychosociale. On peut ainsi parler d'une certaine expérience du modèle préconisé par cet accord, même s'il n'a jamais reçu valeur légale.

Une nouvelle, et j'espère importante étape, a été franchie en juin 2009 avec l'adoption simultanée d'une série de protocoles impliquant l'État fédéral, les trois Communautés, la Région wallonne et les Commissions communautaires pour Bruxelles. Les parties de ces différents protocoles ont souhaité qu'un accord de coopération soit conclu dans les 18 mois suivant leur signature. Cela signifiait avant le 31 décembre 2010. Un groupe de travail composé de représentants des différentes parties a été chargé de finaliser ces textes et le Forum National de coordonner les travaux nécessaires. Ce travail a été réalisé de janvier à juin 2010. Le groupe de travail a examiné chacun des projets avec un double souci: clarifier les différentes définitions, les répartitions de compétences, les harmoniser dans toute la mesure du possible pour que les trois accords de coopération soient le plus proche l'un de l'autre, tenir compte dans ce travail de l'évaluation en cours de l'accord flamand et, éventuellement, repérer les aménagements de cet accord qui seraient nécessaires, compte tenu de l'existence à l'avenir de quatre textes.

Ce travail a été achevé au début du mois de juin. Les textes élaborés à cette occasion ont été transmis aux différents partenaires, signataires. Il était prévu que dès la mise en place du gouvernement fédéral, une dernière rencontre

inter-cabinets serait organisée et que le travail en vue de la signature puis de la ratification de ces textes se poursuivrait selon les procédures prévues en la matière. L'échéance du 31 décembre 2010 est dépassée; vous le savez: nous n'avons pas de gouvernement. Donc, les trois accords de coopération auxquels on a travaillé pendant de longues années ne sont toujours pas signés.

Que peut-on dire de l'évaluation de l'accord de coopération flamand? Tout d'abord, celle-ci a été réalisée avec des moyens relativement modestes, via un questionnaire adressé aux conseils d'arrondissements judiciaires flamands. Ces conseils font partie du dispositif, des instances, des moyens de concertation qui ont été prévus dans l'accord flamand: il était donc naturel de se tourner vers ces lieux de concertation au plan local afin de voir comment l'accord qui était mis en application depuis une dizaine d'années semblait répondre aux objectifs formulés.

Par ailleurs, les changements institutionnels intervenus dans notre pays, notamment les changements importants dans la police et dans la justice ainsi que la perspective de nouveaux accords de coopération constituaient une occasion intéressante de prendre position par rapport à l'état du texte déjà plus ancien de 1998. Ce travail a montré que certaines dispositions de l'accord devaient être actualisées mais aussi qu'il subsistait des problèmes sur le terrain, notamment sur un point névralgique dans cet accord de coopération, à savoir le système de renvoi des victimes vers les structures d'aide.

On estime généralement qu'un système de renvoi efficace suppose d'une part une procédure clairement définie et une mise en œuvre effective de cette procédure par les services de première ligne et d'autre part que les services d'aide aux victimes disposent de moyens suffisants afin de pouvoir proposer rapidement un accueil et un encadrement appropriés aux victimes qui ont fait l'objet de ce renvoi et qui – je le précise au passage – ont donné leur accord à cette orientation, à ce renvoi.

Disons d'emblée que la charge de travail dans les services d'aide aux victimes est très importante. Certains sont déjà confrontés à une limitation de leur offre par rapport à la demande et à une liste d'attente. Néanmoins, les services interrogés continuent à estimer qu'un système de renvoi est nécessaire, qu'il devrait même être renforcé, amélioré dans le sens où il n'est encore utilisé que de manière irrégulière par les services de police.

Tout ce qui était dans l'accord de coopération de ce point de vue-là a été traduit depuis de nombreuses années en directives nationales, qu'il s'agisse de l'ancienne circulaire OOP 15ter sur l'assistance policière aux victimes ou de la circulaire plus récente GPI 58 qui tient compte de la nouvelle infrastructure de la police. À côté de la mise en œuvre effective de ces dispositions, plusieurs points sont soulevés au sujet de l'axe policier du dispositif. Il faut savoir que l'un des objectifs de la réforme repris dans la circulaire GPI 58 était d'élargir le dispositif d'assistance policière aux victimes à la police fédérale et de ne pas le limiter à la police locale. De ce point de vue, les partenaires sur le terrain constatent que l'assistance aux victimes par la police fédérale manque encore de visibilité et qu'il n'est pas toujours facile pour les intervenants de déterminer la part des tâches qui peut être accomplie par la police fédérale.

Le problème de l'information des victimes par la police reste important. Bien entendu, une amélioration est intervenue depuis l'introduction d'une attestation de plainte uniforme mais l'information orale reste indispensable. Or il semble que les fonctionnaires de police soient encore relativement mal à l'aise par rapport à ce rôle.

L'attestation de plainte uniforme ne dispense pas le fonctionnaire de police de toutes les autres tâches mentionnées dans la GPI 58.

Le groupe de travail qui a travaillé sur l'évaluation de l'accord de coopération par le Forum pointe aussi l'absence d'un point de contact au sein du ministère de l'Intérieur. Vous devez savoir que l'accord de coopération prévoit un tel point de contact pour chaque instance, pour chaque ministère. Il n'a pourtant pas encore été défini pour la police. Or c'est un élément essentiel du dialogue permanent qui doit exister entre les différents départements, qui permet une réflexion et un suivi appropriés de tels accords.

Dans le passé, la police générale du Royaume au sein du ministère de l'Intérieur jouait ce rôle, mais cette fonction a disparu avec la réforme de la police intégrée à deux niveaux.

En ce qui concerne le pôle Justice, l'évaluation en cours met en évidence la nécessité de renforcer la mission structurelle du personnel en charge de l'accueil des victimes au sein des parquets et des maisons de justice.

Il faut savoir que, dans la définition de l'accueil des victimes au sein des juridictions, il a toujours été conçu que deux types de missions principales devaient se conjuguer: des missions de prise en charge individuelle et des missions structurelles qui devaient permettre de contribuer à la sensibilisation de l'ensemble du personnel des parquets. Ce n'est pas seulement le service d'accueil des victimes qui doit être sensibilisé à un traitement adéquat des victimes; c'est l'ensemble des personnels, des intervenants au sein des juridictions.

Par ailleurs, de grosses lacunes restent encore en ce qui concerne la tenue des victimes au courant des décisions de poursuites, décisions du parquet. Il est évidemment intéressant d'avoir renforcé le droit des victimes en la matière, mais on a aussi augmenté les attentes des victimes. Il reste difficile de ne pas satisfaire ce droit fondamental à l'information dans tous les cas où des plaintes ont été déposées.

En ce qui concerne la politique d'orientation systématique des victimes prévue par l'accord de coopération, en particulier pour le cas de victimes de violences, le groupe de travail constate que, face à la grande fragmentation du paysage de l'aide et à la diversité des catégories de victimes qui sont à prendre en considération, souvent les intervenants de première ligne se posent les questions suivantes: quand faut-il orienter? Comment faut-il orienter? Vers qui faut-il orienter? Quelles victimes faut-il orienter?

Il y a des procédures définies dans l'accord de coopération, mais du point de vue de l'application quotidienne, il semble que ces dispositions ne soient pas encore suffisamment concrètes, pas suffisamment précises et qu'elles créent donc des difficultés dans leur mise en œuvre.

Le deuxième aspect de mon intervention portera sur les recommandations que le Forum pense pouvoir formuler dans le cadre des réflexions actuelles en matière d'abus sexuels dans une relation pastorale ou dans une relation d'autorité du point de vue des principes de la politique cohérente en faveur des victimes que je viens de résumer et par rapport à la question de savoir si des accords de coopération, tels qu'ils ont été conçus, devraient être de ce point de vue revisités et éventuellement complétés.

Je ne développerai pas tous les aspects mais je voudrais simplement en évoquer trois.

Au sujet de la prescription des infractions



sexuelles commises sur des mineurs – c'est une question dont vous avez certainement longuement débattu –, le Forum National n'estime pas nécessaire d'allonger le délai de prescription pour les infractions sexuelles, en se fondant non seulement sur des arguments de type juridique ou technique, notamment ceux qui ont été longuement étudiés par le service de politique criminelle et dont nous avons eu l'occasion de discuter mais aussi en partant de l'analyse des besoins et des attentes des victimes. C'est notamment lors d'auditions de spécialistes de la prise en charge de victimes d'abus sexuels que nous avons eu l'occasion de faire que nous sommes arrivés à cette conclusion.

Il nous paraît en effet que plutôt qu'un prolongement éventuel du délai de prescription, avec le risque notamment de voir la justice intervenir très tardivement dans le parcours des victimes qui n'avaient jamais imaginé un jour être confrontées à l'auteur par rapport à leur expérience, ce qui est essentiel de souligner, c'est l'importance pour les victimes de pouvoir déposer une plainte, même si les faits sont prescrits. Le droit fondamental d'être entendu et si possible, à l'occasion de ce dépôt d'une plainte, la possibilité d'une reconnaissance de la victime doit pouvoir avoir lieu.

On évoquait tout à l'heure le fait que des victimes demandaient parfois, rarement il est vrai, à être entendues par le tribunal d'application des peines. Ma collègue évoquait un certain nombre de motivations. L'une d'entre elles est la possibilité pour la victime de faire entendre des éléments de son expérience qu'elle n'a pas eu l'occasion d'exprimer lors du procès. Donc ce besoin d'être entendue, d'être reconnue est quelque chose de fondamental mais ne peut pas être réduit à la question de la pertinence d'un dépôt de plainte du point de vue de la prescription. De ce point de vue-là, il nous paraît inadéquat qu'au stade de l'information par la police, des victimes – et nous en avons régulièrement l'écho – se voient opposer que des poursuites sont impossibles pour motif de prescription et que donc la plainte ne sera pas enregistrée.

À propos de la création éventuelle d'un centre pour l'accueil et la prise en charge des victimes d'abus dans le cadre d'une relation d'autorité, les membres du Forum National ont exprimé un avis unanime. La création d'un nouveau service pour cette catégorie de victimes ne paraît pas pertinente. Le dispositif d'assistance dans notre pays est déjà particulièrement diversifié. Il s'organise à tous les stades du processus pénal.

Il nous semble donc que la prise en charge psychologique et sociale de cette catégorie de victimes est déjà prévue, est déjà partie des missions des services d'aide existants et qu'ajouter des éléments au dispositif serait risquer de faire perdre de la lisibilité à ce dispositif. Au contraire, c'est dans un renforcement de cette visibilité par une meilleure information des victimes, une meilleure information de la population et, éventuellement, des mesures nécessaires pour pouvoir faire face à l'afflux des demandes qui pourraient en résulter, que les efforts devraient être portés.

Enfin, les développements récents auxquels votre commission contribue du reste impliquent-ils, suggèrent-ils des adaptations supplémentaires aux nouveaux accords de collaboration? Je dis "nouveaux" dans la mesure où plusieurs de ces accords ne sont pas encore ratifiés aujourd'hui. Le Forum n'a pas relevé d'éléments significatifs qui justifieraient de modifier les projets d'accord de coopération. La problématique des victimes d'abus sexuels pourrait parfaitement être prise en compte dans ce cadre.

Il est un point sur lequel la discussion a été plus longue: celui de savoir s'il fallait ou non ajouter des catégories de victimes ou modifier les catégories de victimes dans le modèle de renvoi que prévoit l'accord de coopération, donc renvoi systématique de certaines victimes, avec leur accord, de la police vers les services d'aide.

Ce n'est pas dans ce sens que le Forum a pris option. Il pense plutôt que c'est dans le sens d'une responsabilisation des intervenants. Il s'agit que, de manière plus systématique, l'opportunité de ce renvoi soit prise en considération – le terme "opportunité" sous-entend aussi la légitimité; en effet, il est prévu par différentes dispositions réglementaires voire légales du côté de la Communauté flamande – mais aussi que la responsabilisation des intervenants soit sollicitée par rapport aux cas où, éventuellement, le renvoi systématique ne serait pas déjà prévu. Chaque fois que la situation de la victime semble nécessiter une prise en charge psychosociale, il est toujours possible aux policiers d'utiliser les mécanismes de renvoi prévus dans la réglementation.

Il reste un aspect des accords de coopération que je n'ai pas mentionné jusqu'à présent: les instruments de concertation. J'ai dit que la concertation et la coopération sont des clefs de la cohérence du dispositif et tout ce que nous

venons d'entendre sur les rapports entre la justice et le secteur social et médical va dans le même sens.

Plusieurs dispositifs ont été prévus dans l'accord de coopération flamand ou sont prévus dans les projets d'accord de coopération: le Forum National sur le plan national, les conseils d'arrondissement au niveau des arrondissements judiciaires et des équipes psychosociales permettant, plus sur un niveau de terrain, le suivi des situations et d'assurer les contacts nécessaires entre les différentes catégories d'intervenants.

L'évaluation de l'accord flamand révèle, de même que la recherche dont vous avez eu le compte rendu ce matin, que ces lieux d'échange sont indispensables mais elle montre aussi que, faute de moyens, ces dispositifs n'atteignent pas toujours les objectifs recherchés. Dans l'évaluation que nous avons faite au cours des derniers mois, nous avons été frappés par les nombreuses attentes des membres, notamment des conseils d'arrondissement, les nombreuses sollicitations en termes de dynamisation, de conseils sur les procédures, d'échanges d'informations et de comparaison des expériences des différents conseils, tout cela tourné vers le Forum National qui devrait remplir, à leurs yeux, ce genre de mission. Ceci pose une question déjà ancienne qui est celle de l'institutionnalisation du Forum National. Depuis de nombreuses années, la question a été à l'ordre du jour de plusieurs législatures successives. L'institutionnalisation n'a toujours pas eu lieu et, aussi bien pour les missions actuelles que pour les missions futures que le Forum pourrait être appelé à jouer si l'on veut contribuer à une cohérence de la politique en faveur des victimes, je pense qu'elle fait partie des questions que votre commission pourrait examiner avec intérêt.

Enfin, madame la présidente, je voulais insister sur le fait que, lorsque l'on a été confronté aux témoignages de tant de victimes, il est délicat d'arriver avec des conclusions. Il ne s'agit pas de créer de nouvelles réponses et cela pourrait paraître frustrant. Au contraire, mon message est "assurons l'effectivité des nombreuses mesures qui ont déjà été décidées dans notre pays". Sur le plan international, lorsque l'on regarde les textes, les recommandations et les principes, nous sommes montrés en exemple. Le problème est de mettre en œuvre, de manière cohérente, l'ensemble des moyens que nous avons prévus.

La **présidente**: Monsieur Martin, je vous remercie pour votre exposé. Je vais maintenant céder la

parole à l'ensemble des commissaires. Voici comment cela fonctionne: les commissaires vous poseront leurs questions, puis vous y répondrez. Vous choisirez qui répond ou alors vous pouvez tous quatre apporter une réponse. Vous êtes totalement libre d'intervenir sur les questions posées par les commissaires.

**Christian Brotcorne** (cdH): Merci à chacun des intervenants. J'ai été intéressé par une chose dont chacun a parlé de manière succincte mais complémentaire, c'est la problématique du secret professionnel. C'est un sujet qui va nous occuper; on en a d'ailleurs déjà discuté. On parle de la loi française. J'ai entendu Mme Kloeck, au nom de Child Focus, glisser très rapidement sur la problématique de ce secret professionnel, en disant que c'était un facteur crucial de succès. M. Parmentier nous en a parlé en disant qu'il ne pouvait probablement y être dérogé que s'il y a un intérêt supérieur à protéger ou s'il y a un risque de non-assistance à personne en danger. Monsieur Anthoni, vous êtes venu compléter l'info en disant, en termes de statistiques, que finalement, sur l'ensemble des cas que vous rencontrez, dans seulement 5 % des cas, vous utilisiez votre droit de parole. J'en conclus que les 95 % restants sont couverts par le secret professionnel, nonobstant des accords pris entre le secteur de l'aide et le secteur judiciaire – puisqu'un protocole existe à ce sujet; on l'a reçu tout à l'heure. Dans ce protocole, on fait référence de manière explicite au secret professionnel.

La question que j'ai envie de vous poser est la suivante: devant l'évolution de ces maltraitances sexuelles d'enfants, d'une manière générale, estimez-vous qu'il y a place pour une évolution du secret professionnel, une évolution qui irait dans le sens de la loi française qui dit que ce secret n'existe pas lorsqu'il est question d'atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur? Ou considérez-vous, au contraire, que le secret professionnel tel que nous le connaissons aujourd'hui doit absolument être maintenu ou renforcé, modalisé d'une manière ou d'une autre, pour faire face à ces nombreux cas auxquels vous avez fait référence qui, pour l'essentiel, comme nous le savions, se produisent dans le cadre intra-familial? Je pense que ce serait un débat intéressant à avoir avec notre commission au regard des recommandations que nous aurons à formuler.

**Daphné Dumery** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, aansluitend op hetzelfde thema had ik twee vragen, gericht aan de mevrouw van Child Focus en de heer Anthoni.

Wat mij vooral interesseert, is hoe daders bestraft worden. Wij vonden het beroepsgeheim een hindernis in heel het verhaal. Wij hebben hier het voorbeeld gehoord van twee burens die hun kinderen in een gezagsrelatie misbruiken en bij de ene wordt er melding gedaan bij de politie, bij de andere bij de hulpverlening. Eigenlijk zijn de gevolgen totaal verschillend. Wat is de analyse daarvan? Het beroepsgeheim zit daar tussen.

Ik zie hier in het boek dat wij gekregen hebben van Child Focus, dat men eigenlijk wel een aantal alternatieven geeft. Zij staan wel open om afstand te doen van dat beroepsgeheim – zwijgrecht, spreekrecht, spreekplicht. Die analyse. Ik zou daar graag iets meer over willen weten. Ook over het protocol met de hulpverlening. Ik heb dat protocol nog niet gelezen, maar kunt u mij iets meer zeggen wie daaronder valt. Welke organisaties vallen onder het protocol hulpverlening?

Mijnheer Anthoni, vindt u zelf niet dat dat een hindernis is? Als u neen zegt en u het beroepsgeheim blijkbaar heilig blijft vinden – ik gaf het voorbeeld van de twee burens die op een verschillende wijze zullen worden bestraft –, denkt u dan niet dat u op zo'n ogenblik kan afstappen van het beroepsgeheim?

**Valérie Déom (PS):** Je ne vais pas répéter ce que mes collègues ont déjà dit par rapport au secret professionnel. Il est évident que c'est un thème qui nous intéresse et sur lequel nous allons apporter une réflexion approfondie. Je pense que c'est M. Anthoni qui a parlé du code de signalement qui existe aux Pays-Bas. Pourriez-vous éventuellement nous en dire un peu plus? Bien que je pense que nous recevons quelqu'un qui viendra des Pays-Bas et qui pourra nous en parler. Mais si l'on pouvait déjà avoir les grandes lignes de ce code, cela peut nous aider.

J'aurais deux autres questions. J'aurais voulu savoir, notamment par rapport à SOS Enfants - vous existez quand même depuis 1970, donc vous avez eu l'occasion de voir toute l'évolution de l'aide et de l'accueil des victimes -, ce que vous pensez de la démultiplication des structures qui sont à disposition des victimes puisque, on l'a entendu dans la bouche de plusieurs structures, on dit qu'il y a une démultiplication et peut-être - il y a une étude qui tend à la démontrer - un manque de concertation et de cohésion entre ces différentes structures qui fait que la victime ne s'y retrouve plus nécessairement et qu'elle est ballottée d'une structure à l'autre. J'aurais voulu avoir l'avis de SOS Enfants par rapport à son

expérience mais, évidemment, la question s'adresse également aux autres associations.

Vous êtes soit en première, soit en deuxième ligne. Par rapport à votre expérience, j'aurais voulu avoir votre avis par rapport à la problématique de la confiance dans la justice. Pourquoi, à votre avis, les victimes s'adressent-elles en première ligne à vous – bien que vous soyez des institutions publiques – voire à des commissions mises en place par des institutions privées comme la commission Adriaenssens dans le cadre des faits qui nous occupent ou dans le cadre des abus sexuels commis au sein de l'Église et pas directement aux institutions mises en place par le pouvoir judiciaire? Y a-t-il un problème de confiance des victimes en la justice?

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Ik wil de sprekers hartelijk danken voor hun uiteenzetting, want we hebben ook heel wat concrete aanbevelingen meegekregen, wat niet altijd gebeurt. Dat maakt het voor ons ook gemakkelijker om te kijken wat we verder kunnen doen. Ik heb twee concrete vragen; de problematiek van het beroepsgeheim zal ik niet aanraken, daar zijn al veel vragen over gesteld.

Naar aanleiding van de tekst die wij ter voorbereiding hebben kunnen lezen en waarin eigenlijk al een aantal aanbevelingen staan neergeschreven voor onze commissie, heb ik een specifieke vraag voor mevrouw Kloeck. U pleit voor het behoud van een ruim aanbod aan laagdrempelige meldpunten. Als ik het goed begrijp, mag men niet één groot meldpunt creëren waar iedereen heen moet, maar moet men die laagdrempelige meldpunten behouden. U stelt ook voor om duidelijke en eenvormige werkprocedures te maken. Dat lijkt me inderdaad vrij logisch, aangezien het over 26 CAW's, 21 Centra Geestelijke Gezondheidszorg, 75 CLB's en de 6 VK's gaat. Dat zijn al 138 verenigingen aan Nederlandstalige zijde, zonder de Franstalige organisaties. Mijn vraag is dan ook: hoe ziet u die oefening om tot een gezamenlijke werkprocedure te komen? Moet dat door de overheden worden bekeken en opgelegd of genegotieerd? Of moet dat veeleer door de sector zelf worden gerealiseerd? Wie zal daarin initiatief moeten nemen, aangezien het geen evidente oefening is?

Mijn tweede vraag, mevrouw Kloeck, u spreekt in het artikel ook over de mogelijkheid tot burgerlijke partijstelling inzake sekstoerisme en kinderpornografie. Is het naar uw mening ook nuttig om die mogelijkheid uit te breiden naar andere vormen van seksuele misdrijven? Ik heb

die expliciete vraag niet gelezen in uw tekst, maar denkt u dat het nuttig zou kunnen zijn voor Child Focus of andere organisaties om een dergelijke mogelijkheid te krijgen?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw Kloeck, u zei dat Child Focus een groot aantal meldingen van seksueel misbruik krijgt en dat men zich voornamelijk bezighoudt met het leiden naar hulp of Justitie in een vijfhonderdtal crisisdossiers per jaar.

Begrijp ik dan goed dat er nooit melding wordt gemaakt bij Justitie, ook in die gevallen waar u, door de contacten die u hebt met de melder, mogelijkwerijs vreest voor recidive of voor het aanhouden of verergeren van een situatie of dat er andere slachtoffers worden gemaakt?

Met betrekking tot het beroepsgeheim, u pleit voor een dossiergebonden aanpak, een juist evenwicht tussen hulpverlening en Justitie. Dat begrijp ik. U zegt echter in een en dezelfde zin dat u niet pleit voor de opheffing van het beroepsgeheim.

Meent u niet dat men, door het beroepsgeheim te laten bestaan, de dossiergebonden aanpak niet kan garanderen? Is het niet zo dat wanneer het beroepsgeheim wordt opgeheven en alle feiten bij zowel de hulpverlening als bij Justitie bekend zijn, men dan de correcte afweging kan maken tussen een aanpak door hulpverlening en/of Justitie?

Zou het niet beter zijn dat het beroepsgeheim wordt opgeheven en dat er een samenlezing zou gebeuren door de hulpverlening en de parketmagistraat om zodoende te komen tot een dossiergebonden aanpak?

**Raf Terwingen** (CD&V): Ik denk dat het heel nuttig is wat u hier vandaag bent komen vertellen. Ik moet tot mijn schade en schande zelf vaststellen dat ik als advocaat evenmin op de hoogte ben van de bestaande middelen en wegen. Ik denk bijvoorbeeld aan Child Focus. Veel mensen denken dat dat alleen te maken heeft met vermiste kinderen.

Ik denk dat het een belangrijk signaal is en een van de aanbevelingen kan zijn om dat duidelijk te maken aan een groter publiek. Tot mijn schade en schande moet ik zelf vaststellen dat ik niet altijd op de hoogte ben van alles wat er bestaat, terwijl ik dat toch professioneel gezien had moeten zijn.

Ik heb twee vragen. Ten eerste, u hebt er, waarschijnlijk terecht, op gewezen dat uw instellingen het belang hebben van

laagdrempeligheid. Dat is het grote voordeel van het systeem.

Er werden ook aantallen meegedeeld, onder andere door de heer Anthoni, die het had over meer dan 10 000 aangiften van kindermishandeling per jaar.

Wij zijn hier vooral heel erg gefocust geweest op het misbruik in pastorale relaties. Welnu, ben u ervan overtuigd dat de laagdrempeligheid ook in die omstandigheden nu nuttig zal blijken? Het gaat hier over oude dossiers in een tijd waarin dergelijke laagdrempelige initiatieven nog niet bestonden. Kan de commissie gerust zijn dat er nu een beter systeem is? Of niet?

Mijnheer Anthoni, ik heb daarover ook nog een vraag. U had het over meer dan 10 000 aangiften of feiten per jaar, maar wat is het nominale aantal van seksueel kindermisbruik?

Niemand van u pleit voor een algemeen meldpunt. Ik denk dat dat logisch is, omdat u kunt aantonen dat uw instanties stuk voor stuk een bepaalde rol vervullen en dat werk al doen.

Ik denk dat de heer Van Hecke gelijk heeft wanneer hij zegt dat er misschien een coördinatie moet komen van al die verschillende meldpunten, die er zijn en die blijkbaar goed werken, wat een geruststelling is voor mij.

Of zou het toch nuttig zijn als er een soort meldpunt is, waar professor Adriaenssens wel voor pleit? Hij pleit ervoor om de gegevensuitwisseling met Justitie te vergemakkelijken voor jullie allemaal op het terrein.

Dat is de concrete vraag. Hoe doet u dat, indien u toch beslist, ondanks uw beroepsgeheim in die 5 % van de gevallen, om naar Justitie of de politie te gaan? Ik veronderstel dat dat via het plaatselijke parket of de plaatselijke politiedienst gaat, conform het protocol. De vraag is of dat niet moet worden gecentraliseerd, zoals ook de heer Van Hecke heeft gevraagd?

**Siegfried Bracke** (N-VA): Dank aan de sprekers voor hun getuigenissen, hun inzichten en vooral hun aanbevelingen.

Mevrouw Kloeck heeft gesproken over het aantal meldingen en dat is natuurlijk aanzienlijk. Er zijn ook meldingen waarvan achteraf blijkt dat ze vals zijn. U hebt gezegd bij het afsluiten van dossiers te kijken of de melder de juiste weg heeft

gevonden.

Wat is de juiste weg? Wie bepaalt dat? Heeft u cijfergegevens of indicaties over mensen die niet de juiste weg vinden? Wat doet u dan? Blijft u dan bij wijze van spreken helaas toezien?

Dat is een interessant knooppunt. Het heeft rechtstreeks van doen met wat u zelf het *dark number* heeft genoemd. Als u daarop greep krijgt, dan krijgt u natuurlijk ook greep op het *dark number*.

Aangaande die meldpunten is er de discussie tussen een of meer. Het enige wat ik vandaag in deze zitting heb geconstateerd, is dat mevrouw Lemmonne zegt dat er veel op poten is gezet, dat er heel veel gebeurt, maar dat er effectief niets is gecoördineerd. Het loopt zelfs een beetje door elkaar en, belangrijkste conclusie, het beantwoordt niet aan de verwachtingen van de slachtoffers.

Zijn er genoeg of te weinig meldpunten? Zou men naar een taakverdeling moeten streven waarbij Child Focus hét meldpunt is, vanwege laagdrempelig en al de rest als instanties die voorkomen in de opvolging? Ik zeg maar wat, het is niet eens een suggestie.

**Bert Schoofs (VB):** Mevrouw de voorzitter, ik heb ook een vraag voor de mensen van Child Focus en tevens wil ik iedereen die vandaag in het panel zit bedanken. Inzake visie en aanbevelingen wordt er gesproken over het vermijden van stereotypering en polarisering. De vraag is wat hiermee wordt bedoeld. Kunt u een voorbeeld geven van stereotypering en polarisering en de gevolgen die dat kan hebben? U sprak van slachtoffers en daders. Kunt u een voorbeeld van stereotypering en polarisering geven dat nefaste gevolgen heeft voor slachtoffers en daders?

Ten tweede, preventie is uiteraard heel belangrijk. Ik kan mij in alles vinden wat er over preventie gezegd wordt. Hoe staat men echter tegenover repressie? Er zijn bijvoorbeeld daders die bewust hun gevangenisstraf uitzitten en die elke vorm van behandeling weigeren. Blijkbaar zeggen ze dan in de gevangenis tegen medegedetineerden of cipiers dat wanneer ze vrij komen er toch geen hulp voor hen is en dat zij in feite van plan zijn om gewoon verder te doen. Hoe moeten dergelijke gevallen volgens u aangepakt worden? Ik denk dat preventie daar al helemaal... Zij wijzen zelfs elke vorm van preventie of behandeling af. Ik denk dus dat dit niet helpt. Hoe moeten die mensen, die daders, aangepakt worden?

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mevrouw de voorzitter, mevrouw Kloeck, het is een vraag voor u, maar ze is misschien ook interessant voor de andere sprekers, vooral omdat de heer Parmentier zei dat er ooit een situatie bestond van een soort van vijandigheid van Welzijn en hulpverlening ten opzichte van Justitie, en misschien vice versa, maar dat dit nu voorbij is, heb ik een klein beetje begrepen.

Bij de opvolging van de melders, hoe gebeurt de oriëntering in de keuze tussen Justitie en hulpverlening? Of wordt dat gecombineerd? In uw slides staat er daar steeds een slash en geen gelijkheidsteken. Vandaar mijn vraag. Kunt u op een of andere manier duiden wat nu beter is? Of moet alles altijd samen gezien worden? Kan hulpverlening zonder Justitie of Justitie zonder hulpverlening? Hoe moeten wij dat precies zien?

**La présidente:** Je vais clôturer la première série de questions. D'abord une question à SOS Enfants et son pendant néerlandophone. Pour bien comprendre par rapport au fait de porter plainte ou pas, si j'ai bien compris, quand c'est extra-familial, vous portez d'office plainte? Donc j'ai mal compris. Vous allez me raconter ce qui se passe entre l'intra-familial où, j'ai bien compris, c'était encore plus difficile que quand c'est de l'extra-familial. Quels sont les éléments, à un moment donné, qui vous amènent à porter plainte, en dehors de la volonté de la victime, qui est un enfant en l'occurrence, ou de la volonté des parents? J'aimerais savoir comment, à un moment donné, on va vers la justice. Avec quels critères? Même si on sait que ce sont tous de cas individuels et qu'on ne peut pas rédiger une série de critères comme ça.

Pour Child Focus, c'est vrai que vous avez, à un moment donné, vers le mois de janvier, fait une sortie en prenant aussi comme exemple la Hollande par rapport à une charte qui serait imposée ou non à l'ensemble des personnes qui travaillent avec des enfants ou des adolescents, c'est-à-dire les clubs de jeunesse, les clubs sportifs ou autres, pour non seulement casser le tabou de cette problématique qu'il peut y avoir des abus sexuels dans tous les milieux où on travaille avec des enfants ou des adolescents mais aussi sans doute pour responsabiliser et sensibiliser ces clubs sportifs. On a eu M. De Waele de la police judiciaire qui est venu nous expliquer que les clubs sportifs ou autres étaient aujourd'hui fort résistants à ce processus de signature d'une charte de type hollandaise. J'aimerais savoir quel travail vous entamez là-dessus. Vous demandez

aussi que ce soit une des recommandations que nous adoptions. Pour pouvoir adopter une recommandation, il est bon d'en savoir plus.

Mesdames, messieurs, vous vous organisez comme vous l'entendez. Ce n'est pas parce que l'un répond que vous ne pouvez pas répondre et que vous devez être d'accord avec la réponse précédente. La parole est libre ici et je vous cède immédiatement la parole dans l'ordre que vous désirez.

**Bernard Parmentier:** Je vous remercie, madame la présidente. Je vais d'abord répondre à votre question qui était effectivement plus directe.

Ce que j'ai dit c'est que, évidemment, quand il y a un abus sexuel venant de l'extérieur, on a plus tendance à déposer, conseiller, veiller à ce qu'une plainte soit déposée que quand c'est intra-familial.

J'insistais sur le fait qu'il n'y a et qu'il ne peut y avoir aucune règle générale parce qu'il peut y avoir des situations dans lesquelles, même quand c'est un abuseur extra-familial, la plainte va faire pire que bien. On va toucher nécessairement à une question qui a été posée à de multiples reprises qui concerne le secret professionnel pour voir quelle est sa finalité.

Pour répondre à cette demande en ce qui concerne les critères, c'est notamment lié à la gravité des faits. Ce n'est pas lié à la volonté des enfants ou à celle des parents parce que cette volonté est parfois contraire à l'intérêt de l'enfant. Un des critères les plus importants est l'impossibilité de travailler avec cette famille et le risque de récidive ou le risque de manque de protection pour l'enfant.

Je sais que cette question de la récidive générale a aussi été abordée. Quand je parle de récidive générale, je pense surtout à ce qu'on appelle communément la pédophilie, c'est-à-dire des abus sexuels extra-familiaux répétés. Il y a vraiment une nuance entre l'abus sexuel, même extra-familial, vis-à-vis d'une seule victime avec laquelle une relation malsaine s'est nouée et des personnages tout à fait exceptionnels. Nous avons eu des Landru ou des Fourniret qui sont des personnages exceptionnels. Ces gens sont effectivement irrécupérables.

J'aborde aussi une question posée concernant le traitement.

Un abuseur peut refuser de se faire aider, aller à fond de peine, et refuser tout processus

thérapeutique. Il existe des processus, même après avoir purgé sa peine, mais il faut accepter d'y participer. Ici, quelle que soit la répression, nous n'avons pas de réponse à notre niveau.

C'est véritablement le risque pour l'enfant et l'impossibilité de travailler qui sont les critères fondamentaux.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Kunt u een voorbeeld geven van een klacht inzake extrafamiliaal seksueel misbruik waarbij de klacht meer kwaad dan goed doet? Hoe kan men zonder interventie van het parket oordelen of een bepaalde dader wel of geen gevaar is voor de maatschappij en voor recidive? Ik neem aan dat u geen toegang hebt tot gegevensbanken. Hoe kan men na een telefonisch contact – een oppervlakkig contact is misschien een slecht gekozen woord, maar men heeft dan toch geen kennis van alle gegevens van een dossier – uitmaken dat er in dat concrete dossier geen gevaar is voor de maatschappij en dat Justitie in geen enkel aspect moet tussenkomen?

**Marie-Christine Marghem (MR):** Je suis tout à fait interpellée par ce que vous dites. Je poserai donc ma question autrement: selon vous, quelle est la valeur ajoutée de la plainte?

Si je comprends votre logique, vous ne déposez plainte que quand cela entraîne qu'il y ait une valeur ajoutée à le faire par rapport à votre système d'accueil et d'aide. Je voudrais comprendre ce que, pour vous, représente la plainte et quelle est sa valeur ajoutée dans un processus d'accueil et d'aide.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mevrouw de voorzitter, mijn vraag gaat een beetje in dezelfde lijn. Als men zegt dat een strafklacht of een klacht kwaad kan doen, wordt daarmee dan niet gezegd dat een procureur iets gevaarlijks is die direct verkeerde dingen doet?

Wie is dan de instantie die kan oordelen, in naam van de maatschappij, of een optreden goed of slecht is? Uit uw verklaring lees ik immers dat er een risico bestaat om zich te wenden tot de juiste autoriteit.

La **présidente:** Tout le monde va pouvoir répondre à cette interpellation fondamentale. M. Parmentier va continuer mais, par la suite, j'aimerais que chacun s'exprime sur la problématique de la plainte.

**Bernard Parmentier:** Il est vrai que cette

question est terriblement difficile. Quelle est la bonne autorité? Et puis faut-il nécessairement une autorité?

L'intervention judiciaire a deux volets: l'intervention pénale vis-à-vis de l'auteur et l'intervention protectionnelle. L'avantage de l'intervention judiciaire est qu'elle peut viser à la protection de l'enfant, à la protection générale – je parle du risque de récidive –, au traitement de l'abuseur et évidemment à l'application d'une peine. Nous avons un système qui fonctionne sur la base d'un droit pénal qui inflige une sanction à quelqu'un qui a commis une infraction; cela reste tout à fait nécessaire. Mais l'énorme problème qui se pose, c'est le problème de preuve.

Dès le moment où nous avons une affaire correctionnelle qui se termine par un acquittement soit au bénéfice du doute, soit sur la base de la prescription, cela peut parfois faire bien pire parce que – et cela je l'ai vécu très souvent parce que je suis professionnellement également avocat – on voit alors l'abuseur – et on est certain que c'est effectivement un abuseur – qui se pavane parce qu'il a été acquitté. Il est sorti par la petite porte, bénéfice du doute ou bien pire encore, la prescription. La victime subit alors un deuxième abus qui est encore plus cinglant que le premier. C'est la raison pour laquelle on doit particulièrement être prudent et qu'on ne doit pas avoir une mesure systématique.

De toute façon, dès le moment où l'on a une mesure systématique, où est la limite entre le fait d'y aller ou de ne pas y aller? Donc, le deuxième inconvénient d'une intervention judiciaire est le blocage de la parole de la victime, la parole de l'enfant. J'avais donné un exemple tout à l'heure qui l'illustre quand même un peu. On a l'expérience de nombreuses auditions vidéo filmées – cela est une amélioration importante dans l'écoute de la victime – où l'on voit l'enfant, surtout le jeune enfant, qui est absolument complètement bloqué. Il faut beaucoup de savoir-faire pour pouvoir interpréter. On sait que le langage non verbal représente à peu près 80, si pas 90 % de la communication.

Pour interpréter le langage non verbal d'une jeune victime qui ne dit absolument rien, qui est tétonnée et complètement bloquée, c'est effectivement la croix et la bannière. Que se passe-t-il dès lors? On a une intervention. Et il ne faut pas pour autant aller jusqu'à la procédure correctionnelle. Déjà au niveau du parquet, il y aura un classement sans suite par manque d'éléments. D'expérience, on constate, même au

niveau de la justice, qu'à ce moment-là, cela a un effet plus délétère encore. Quelle est la valeur ajoutée de la justice? Elle est évidemment très importante à partir du moment où l'on peut obtenir une reconnaissance.

J'en viens à un inconvénient de l'intervention judiciaire. Évidemment, à partir du moment où il se trouve confronté à une procédure judiciaire, l'auteur aura beaucoup plus tendance à nier les faits que si on est dans un processus thérapeutique au cours duquel, il pourra – si c'est couvert par le secret professionnel – reconnaître certaines choses.

Si je ne m'abuse, cela vous a été dit ce matin. Il faut évidemment bien tenir compte de la reconnaissance dont a besoin la victime. Elle a besoin d'une reconnaissance d'avoir été, elle, victime et de n'avoir pas du tout un atome de culpabilité dans cette relation et dans cet abus qu'elle a subis. Tous les moyens sont bons pour la lui donner, un bon moyen étant effectivement la justice. Cependant, à partir du moment où l'on risque d'avoir un écueil qui peut faire éclater toute possibilité de reconnaissance, il faut être particulièrement prudent. C'est évidemment là l'élément fondamental!

Il ne faut pas oublier que ce n'est pas seulement un service d'accueil et un service d'aide thérapeutique. C'est véritablement un service thérapeutique qui vise à apporter un élément tout à fait apaisant, entre autres cette reconnaissance. C'est pourquoi je dis qu'il n'y a pas une seule voie, une seule méthode ou une seule exclusive du tout! C'est tout à fait fondamental!

La **présidente**: Avant de passer à d'autres questions, nous allons entendre Mme Kloeck et M. Anthoni sur le même sujet.

**Kristine Kloeck**: Wat ik graag in dit verband zou willen zeggen, is dat mijns inziens de tijd van concurrentie tussen hulpverlening en Justitie op dit en andere terreinen eigenlijk echt voorbij is of zou moeten zijn. Ik heb daarstraks gezegd dat ik een honorabele leeftijd heb. Mijn oudste herinneringen als jonge criminologe op dit terrein is het pingpongspel tussen Justitie en hulpverlening rond kindermishandeling en seksueel misbruik.

Wij hebben in die veertig jaar een enorme weg afgelegd. En daadwerkelijk, na de zaak-Dutroux zijn wij tot samenwerkingsakkoorden en tot protocollen gekomen. Ik spreek eigenlijk liever van articulatie en afstemming dan van samenwerking, omdat beide sectoren inderdaad verschillende

finaliteiten hebben. Overeenkomstig die verschillende finaliteiten – dat geldt bijvoorbeeld ook voor advocaten die dat toch wel herkennen – is er het beroepsgeheim, maar er is ook een gemeenschappelijke finaliteit en dat is kindermisbruik, kindermishandeling doen stoppen en terugdringen in deze samenleving. Het is in die gemeenschappelijke finaliteit dat mijns inziens beide sectoren elkaar moeten en kunnen vinden en die concurrentie moeten loslaten. Het gaat ons dan niet om of-of, maar wel over en-en.

Het is inderdaad zo dat in de protocollen, die ik heb vermeld en die na de nationale commissie tot stand zijn gekomen, zeer uitdrukkelijk staat “prioriteit aan de hulpverlening, subsidiariteit voor Justitie”. Zij hebben elkaar echter nodig. Justitie is noodzakelijk als stok achter de deur om hulpverlening mogelijk te maken en om het afhaken van de hulpverlening onmogelijk te maken. Wij zijn nu aan het evolueren naar een stap verder en daar situeer ik die samenspraak, in het kader van het dossiergebonden casusoverleg.

Iemand van u heeft terecht gevraagd of het beroepsgeheim daarvoor geen hinderpaal vormt. Daarover zou ik graag de heer Anthoni aan het woord laten, want wij zitten als crisisinterventiecentrum en als telefonische hulpverlening toch een beetje verder af van de concrete, daadwerkelijke samenspraak tussen Justitie en hulpverlening. Ik denk dus: geen concurrentie, afstemming, en-en naargelang van het individuele geval. Waar de hulpverlening het misbruik kan stoppen, kan Justitie als een veiligheidsbewaker, als stok achter de deur, blijven functioneren.

**La présidente:** Nous allons d'abord entendre M. Anthoni et nous reviendrons vers vous ensuite, pour avoir une réponse générale des trois intervenants.

**Stef Anthoni:** Gelukkig dat leeftijd niets afdoet aan bevoegdheid!

Wat het beroepsgeheim betreft, het is belangrijk dat men gaat zoeken naar een samenspraak daarin, als men eenzelfde finaliteit heeft. Ik denk dat men een finaliteit kan vinden in het belang van het kind.

(...): (...)

**Stef Anthoni:** Ja, ieder kind en elk dossier op zich. Het is die piste die wij op dit moment in Antwerpen proberen in debat te brengen. Hoe kan men in het belang van het kind op een soepelere

manier met het beroepsgeheim omgaan? Wij zien dat daarin mogelijkheden liggen. Vorige vrijdag is er daarover nog een vergadering geweest. Wij kunnen die grenzen verder aftasten dan dat op dit moment wettelijk gezien mogelijk is. Daar is een weg af te leggen.

Als men dezelfde finaliteit naar voren brengt en als men daarin elkaar vindt – wat is voor het kind belangrijk in die situatie? – dan zal men een stuk verder kunnen gaan. Op dat vlak zijn er dus heel wat mogelijkheden.

Wij vertrekken vooral vanuit de geschiedenis van het kind en wat er belangrijk is voor het kind. Als dat een klacht is, dan kan er een klacht komen. Dat kan ook hulp zijn, zeker bij intrafamiliale situaties. Daarvoor werden de centra dertig jaar geleden ook opgericht. Men zag dat er een grote nood was om een stap te kunnen zetten naar, enerzijds, het stoppen van de mishandeling of het misbruik en, anderzijds, naar herstel. Ik denk dat hulpverlening daarin een aantal extra troeven heeft.

Ik neem seksueel misbruik als voorbeeld, omdat dat aan de orde is. Als wij gaan kijken naar het voorkomen, dan zien wij in internationaal onderzoek dat de incidentie van seksueel misbruik tout court hoog is. Voorzichtige schattingen gaan tot 1 op 10 en meer. Dat stelt de samenleving ook voor een verantwoordelijkheid, niet alleen een verantwoordelijkheid met het idee dat wij dat kunnen stoppen, maar ook een verantwoordelijkheid om een antwoord te geven en om herstel te kunnen initiëren. Ik meen dat de hulpverlening daarin meer marge te bieden heeft dan Justitie. Ik denk dat wij elkaar daarin nodig hebben en elkaar daarin moeten vinden.

Ik wil meteen inpikken op een vraag over de samenwerking tussen Justitie en hulpverlening. Ook daarin zijn er nog heel wat stappen te zetten.

Ik heb gemerkt dat wij de voorbije jaren in een aantal dossiers zeer goed hebben kunnen samenwerken. Er zijn ook dossiers waarin dat niet het geval was. Het hangt nu af van de contacten en de samenwerking op het terrein. Ter zake is echter merkbaar dat soms fantastisch kan worden samengewerkt.

Ik heb daarstraks het voorbeeld gegeven van seksueel misbruik in scholen en voorzieningen. Dat is een erg complexe materie. Wij zullen ter zake altijd voor Justitie pleiten. Naast Justitie moeten wij echter aan de slag gaan met het kind dat slachtoffer is, met het kind dat iets heeft



gedaan en met mogelijke andere kinderen die daar weet van hebben of mogelijk zelf slachtoffer hadden kunnen zijn. Ik denk daarbij aan alle kwetsbare kinderen in voorzieningen.

De ouders moeten zo snel mogelijk worden geïnformeerd en bij de zaak worden betrokken. Tussen de ouders zullen echter mensen zitten die ook hun geschiedenis hebben. Hoe moeten wij daarmee omgaan? Hoe stemmen wij een en ander af? Hoe plaatsen wij opvoeders opnieuw in hun positie, zodat zij opnieuw hun werk kunnen doen en hun autoriteit kunnen opnemen? Hoe plaatsen wij een en ander binnen het strafrechtelijke luik en binnen de goede samenwerking, de transparantie en het goede overleg? Op dat terrein hebben wij elkaar vreselijk nodig. Ik merk gelukkig dat de samenwerking in een aantal situaties echt goed loopt. Ik pleit er enkel voor dergelijke situaties meer te bekijken en er meer een soort protocollering of structuur van te maken, waarbinnen de *good practice* ook de regel wordt. Op dat vlak is er inderdaad nog heel wat weg af te leggen. Wij kunnen elkaar ter zake echter heel goed vinden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Zijn jullie niet van oordeel dat iedere niet-registratie van een dossier van seksueel misbruik bij Justitie een gemiste kans is voor een ander kind om aan seksueel misbruik te ontsnappen?  
Mijn vraag behoeft geen nadere toelichting.

Ik heb alle begrip voor het feit dat er waarschijnlijk in ieder dossier nood is aan interventie van de hulpverleningssector, als ik dat zo breed mag noemen. Ik heb daarvoor alle begrip.

Wat ik echter niet versta, tenzij ik jullie verkeerd begrijp, is dat jullie opereren dat niet in ieder dossier het optreden van Justitie nodig is. Dat begrijp ik niet. Wij hebben hier al zovele deskundigen horen verklaren dat pedofielen gewoontecriminelen zijn – of hoe ik dat ook mag uitdrukken. De kans op recidive is dus erg groot.

Mijnheer Parmentier, u had het erover dat men geen bewijs zal kunnen aantreffen. Echter, hoe sneller er wordt opgetreden, hoe vlugger en gemakkelijker bewijzen kunnen worden gevonden.

Ten tweede, laat mij een voorbeeld bedenken. Iemand die kinderen opzoekt van twee of drie jaar, die dus niet mondig zijn, is geregistreerd, maar er wordt geen bewijs gevonden. Het feit dat betrokkene is geregistreerd, kan met zich brengen dat bij een tweede, derde of vierde klacht ten minste bij iemand het belletje begint te rinkelen. Er

zal waarschijnlijk wel iemand opmerken dat het dossier nauwlettend moet worden opgevolgd, omdat er iets fout is.

Als de hulpverleningssector op dat moment zegt dat er geen bewijs is, geen registratie, en dus geen melding aan Justitie, dan blijft het voortgaan. Dat zijn gemiste kansen in het raam van het onderzoek. Ik zeg niet dat Justitie in ieder geval moet vervolgen. Dat is strafrechtelijk beleid. Dat is, dacht ik, ook niet de taak van de hulpverlening om over de vervolging te oordelen, maar van de procureur des Konings. Hij moet evenwel de overweging kunnen maken en als het dossier er niet komt, kan hij zelfs de overweging niet maken en kan hij ook niet optreden ten voordele van ieder kind.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Je suis parfaitement d'accord avec ma collègue. C'est d'ailleurs une des choses qui nous taraudent dans cette commission depuis que nous avons commencé les auditions.

Il est bien clair qu'aujourd'hui, heureusement, la situation a évolué et la concurrence entre la justice et le secteur de l'aide ne se pose plus. Il y a donc collaboration. Mais, par hypothèse, uniquement dans les cas où, si la plainte vient vers la justice, il y a orientation vers le secteur de l'aide si c'est nécessaire – et j'imagine que cela se passe relativement bien, sous les réserves que vous avez pu donner – et, inversement, si le secteur de l'aide estime que la justice doit être saisie, il le fait.

Mais, pour tous les autres cas, il y a une différence fondamentale entre le fonctionnement de la justice et le fonctionnement de l'aide: c'est bien entendu le fichage ou le registrement ou la registration – je ne sais comment l'on peut dire – qui permet à un moment d'identifier les auteurs. Vous n'avez pas accès à cela; seule la justice y a accès. Elle, pour pouvoir constituer correctement un fichier qui donne une idée de la situation, d'auteur, sous réserve de la présomption d'innocence (je ne sais pas comment on peut faire évoluer le système), la justice est la seule à pouvoir le faire, à devoir le faire dans l'intérêt de la protection de la société.

Je veux donc bien entendre que, quand il est néfaste, parce que vous estimez qu'il n'y a pas de preuve matérielle, et c'est votre estimation personnelle, sous votre propre responsabilité, quand vous estimez qu'il n'y a pas de preuve matérielle et que vous avez, grâce au secret professionnel, une preuve humaine d'un abus, que

savez-vous de cet auteur en termes d'autres faits qu'il aurait pu commettre à l'égard d'autres enfants, à d'autres moments, ou d'autres faits qu'il pourrait commettre plus tard?

Alors, c'est bien d'être tourné vers la reconnaissance de la victime, car sa parole est accueillie et qu'on peut mettre en face de celle-ci l'auteur qui avoue les faits, tout cela dans le secret professionnel, mais que savons-nous de cet auteur avant et après que la victime vous saisit du problème?

Donc, là, j'ai une véritable difficulté et je voudrais pouvoir vous interroger là-dessus pour qu'on puisse trouver une façon accordée, dirais-je, et non concurrente, coopérante entre les deux secteurs pour avoir des informations sur les auteurs dont on sait, dont on nous répète à longueur d'audition, venant des psychiatres, qu'ils sont souvent des récidivistes.

La **présidente**: Avant de tirer des conclusions, j'espère obtenir des chiffres.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ten eerste, mevrouw Kloeck, u maakte een opmerking in verband met de protocollen van maart 2010. Er is sprake van prioriteit voor hulpverlening en dan eventueel pas voor Justitie. Dat moet u toch eens verduidelijken, want die protocollen zijn niet in het Parlement behandeld.

Ten tweede, u ging er in uw redenering allemaal vanuit dat de inschatting van de situatie gebeurt door de hulpverlening, en niet door Justitie. Dat wijst ook op de prioriteit die aan hulpverlening wordt gegeven of heb ik dat verkeerd begrepen?

**Christian Brotcorne** (cdH): Dans le même registre, je vais partir d'un exemple concret. Imaginons que demain, j'ai connaissance d'un abus sexuel commis sur un mineur de sept ou huit ans dans ma zone, dans mon entourage, dans un milieu que je côtoie. À vous entendre, pour être certain de ne pas traumatiser inutilement la victime ou pour éviter une victimisation secondaire, comme on l'a entendu, ma première réaction devrait être de l'orienter vers le secteur de l'aide parce qu'il a des outils qui lui permettront de déterminer s'il est préférable pour la victime ou pour le milieu dans lequel elle vit que ce dossier reste relativement confidentiel, c'est-à-dire confiné au secteur de l'aide dans le cadre du secret professionnel. Je dois accepter que vous disiez que cette situation est trop particulière, trop dangereuse, trop difficile pour la traiter seul et que vous décidiez alors de l'envoyer à la justice.

C'est ce qu'on a reproché à la commission Adriaenssens: considérer que les dossiers communiqués n'étaient pas graves parce qu'ils concernaient des personnes âgées, parce que les faits étaient prescrits et ne transférer que les dossiers qu'elle considérait devoir être transmis à la justice. Je n'ai pas d'*a priori* intellectuel en la matière mais j'aimerais être sûr de comprendre pour que nous ne présentions pas demain des recommandations qui risquent d'être totalement à côté de la plaque. Je vous ai entendu dire: finie la concurrence entre la justice et le secteur de l'aide – et ajouter que la priorité doit être accordée aujourd'hui au secteur de l'aide. Cela veut dire que la concurrence joue mais dans l'autre sens parce que vous considérez que c'est mieux.

J'aimerais savoir si la démarche que j'accomplis dans le cas concret que je viens de vous soumettre est bien celle qui est dans votre esprit.

**Valérie Déom** (PS): M. Brotcorne vient d'avoir la même réflexion que la mienne. Dans le cas de la commission Adriaenssens, nous avons considéré quelque part qu'il y avait une privatisation de la justice parce qu'une commission gérée par un pédopsychiatre pouvait décider si, oui ou non, les cas étaient transmis à la justice. Cela nous a mis en émoi. Il y avait un protocole qui concrétisait ce que nous avons appelé une sorte de privatisation de la justice. Cela nous a mis en émoi aussi. Ici, vous réclamez la même chose, c'est-à-dire donner priorité aux services d'aide. J'aurais voulu vous entendre sur le cas concret de la commission Adriaenssens puisque c'est cela qui a justifié la mise en place de notre commission.

Quand M. Anthoni dit qu'il doit y avoir une articulation entre la justice et les services d'aide dans l'intérêt de l'enfant, notre préoccupation est l'intérêt de l'enfant victime mais aussi des enfants potentiellement victimes, et donc de la protection de la société. Dans ce cas-là, on peut comprendre le travail thérapeutique mais la préoccupation de la justice et éventuellement du parquet qui va poursuivre va au-delà de l'intérêt de l'enfant. Elle est dans l'intérêt de la société avec le risque de récidive qu'on peut imaginer.

La **présidente**: Vous avez tous l'occasion de répondre, dans l'ordre que vous souhaitez.

**Kristine Kloeck**: Je voudrais expliquer davantage comment Child Focus fonctionne à ce niveau. Nous avons clairement dit que lorsqu'une personne prend contact avec nous...

Wanneer een persoon een melding doet bij Child Focus, worden in elk individueel geval de twee sporen toegelicht en heeft het slachtoffer het recht om zelf de weg te kiezen voor heling, verwerking en benadering van de problematiek waarmee hij of zij in de gezinssituatie, want vaak gaat het toch over gezinssituaties, wordt geconfronteerd.

In dit debat wordt alles een beetje over dezelfde kam geschoren, alsof er één daderprofiel is en één slachtofferprofiel, quod non. Het onderscheid tussen intra- en extrafamiliaal misbruik werd al geschetst. Er zijn grijze zones in onze samenleving, maar grof geschetst zullen wij, wanneer het gaat om extrafamiliaal misbruik, het slachtoffer nadrukkelijk aansporen het justitiële spoor te bewandelen en dus klacht neer te leggen.

Indien het slachtoffer, de nabestaanden of de melder, dat zelfs na aandringen en aanklampend werken van Child Focus, niet wensen te doen, wordt overwogen of het gaat om een ernstig en acuut gevaar voor nieuwe slachtoffers of voor herhaling van het slachtofferschap. In dat geval zal Child Focus zelf de stap naar Justitie zetten. Dat is evident.

In de praktijk is dat iets dat heel weinig voorkomt, want wij beschikken over voldoende overredingskracht ten aanzien van de slachtoffers om hen naar de politie of Justitie te doen stappen. Heel wat melders zijn, wanneer zij bij Child Focus komen, al bij Justitie geweest. Als u dat wenst, kan mijn collega Ellen Stassart u schriftelijk de cijfers bezorgen hoe dat in de praktijk precies verloopt.

Wij privilegiëren zeker niet automatisch het ene spoor tegenover het andere. Het is aan het slachtoffer om die keuze te maken, met kennis van zaken – wat betekent het juist, wat zijn daarvan de implicaties –, met dien verstande dat wij daarop aandringen wanneer het risico voor herhaling van het slachtofferschap ons inziens reëel is.

Bij intrafamiliaal seksueel misbruik mag men niet grof veralgemenen. Ik heb de recidivecijfers nu niet voor mij, maar u hebt ze wellicht al van andere getuigen gekregen. Er wordt altijd in heel veralgemenende termen gezegd dat het recidivecijfer enorm hoog is en dat behandeling niet werkt. Dat zijn slogans. De realiteit is veel genuanceerder dan dat.

De vraag hoe het komt dat slachtoffers niet gemakkelijk naar Justitie stappen, is terecht gesteld. Ik denk inderdaad dat de drempel van

Justitie voor slachtoffers nog heel hoog is. De realiteit bewijst dat. Justitie kan daaraan wat doen, kan zorgen voor een meer proactieve, constructieve opvang van slachtoffers. Er is al een hele weg afgelegd, maar er moet nog een hele weg worden afgelegd. Er is op dat vlak nog heel wat werk.

Ik denk dat de garantie ontbreekt voor slachtoffers dat hun rechten en hun belangen worden gerespecteerd. Ik verwijs hier opnieuw naar het feit dat 80 à 85 % van het seksueel misbruik intrafamiliaal misbruik is.

Ik geloof ook dat een slachtoffer wanneer hij naar Justitie stapt vaak het gevoel heeft dat hij alle greep op de situatie verliest, dat hij er geen enkele controle meer over heeft. Dat geldt voor slachtoffers maar ook voor daders, want volgens Child Focus kennen tot 80 % van die daders en slachtoffers elkaar. Indien het geen vader of geen oom of geen grootvader is, dan is het de buur of een kennis. Als er geen constructieve, herstelgerichte, helinggerichte aanpak van de problematiek is vanuit Justitie, maar wanneer de justitiële aanpak – excuseer mij, ik gebruik nu ook slogans – kwaad met kwaad gaat bestrijden, dan blijven we op het verkeerde spoor en zullen slachtoffers niet aangemoedigd worden om klacht in te dienen bij Justitie.

Bij de hulpverlening zijn er ook drempels, maak u geen illusies. Zelfs aan Child Focus – we noemen onszelf een laagdrempelige instelling – is er nog heel veel te verbeteren. Child Focus is vrij zichtbaar en toch zijn er nog heel wat mensen die ook niet bij Child Focus melden, ook niet bij de Centra Algemeen Welzijnswerk (CAW), SOS Enfants, vertrouwenscentra. Aan die visibiliteit van de hulpverlening is nog heel wat te werken opdat het *dark number* zou kunnen verminderen.

**La présidente:** Nous sommes toujours dans les mêmes questions relatives aux dénonciations et aux plaintes déposées devant la justice.

**Daniel Martin:** Je dirai quelques mots pour évoquer la manière dont ce débat a été mené aussi au sein du Forum National. Ce n'était pas la question la plus facile à aborder. Le message général qui sort de cette discussion est le suivant: il est essentiel que des victimes puissent trouver le chemin d'un lieu pour parler. L'un de ces chemins est celui du monde de l'aide et de la santé. Un autre lieu est celui de la police et de la justice.

Lorsqu'il s'agit d'adultes, il nous paraît essentiel que la personne puisse choisir, mais nous désirons l'aider et la soutenir, notamment par l'information pour qu'elle prenne, elle-même, le choix le plus approprié. Soyez sûrs que dans cet échange, cette discussion, les préoccupations pour la société, pour les autres victimes possibles sont souvent présentes! Elles le sont déjà souvent lorsque la victime a accompli ce premier pas d'aller parler de ce problème dans un lieu garanti par le secret professionnel. Il serait tragique pour la justice de priver les victimes de la possibilité de parler en un lieu confidentiel de ce qui leur est arrivé.

Quelqu'un disait tout à l'heure: "La représentation de la justice est-elle mauvaise, défectueuse au point que les victimes ne s'adresseraient pas à elle pour lui faire part de leur situation?" Parfois, oui! Certaines victimes ont été mal reçues! Parfois, elles ont été refoulées, notamment en évoquant prématurément le problème de la prescription! Parfois aussi, le prix à payer pour la victime serait considérable si elle s'adressait à la justice, parce qu'elle n'a pas la garantie que sa situation personnelle sera protégée. Malgré cela, nombre de victimes font le pas de se rendre auprès d'une structure d'aide, une structure thérapeutique pour y faire part de leur situation.

La question devient: "Toute victime qui souhaite s'adresser à la justice se trouve-t-elle dans des conditions telles qu'elle puisse y trouver reconnaissance, prise en compte et traitement adéquat de sa situation?" Pour celles qui s'adressent au secteur thérapeutique, la question devient: "Les dispositions légales actuelles garantissent-elles suffisamment qu'en particulier, dans le cas d'un mineur, si la situation présente un risque actuel, elles fassent l'objet d'une dispense, d'une dérogation au secret professionnel?" Il me semble que les dispositions qui ont été prises dans le cadre de la loi sur la protection pénale des mineurs répondent favorablement à cette question.

Quant aux différents intervenants du secteur de l'aide – je parle davantage pour la partie francophone du pays – on leur fait devoir de signaler une situation s'ils ne sont pas en mesure de prendre eux-mêmes efficacement le problème en mains. Mais on leur laisse le choix, hormis l'exception où le danger est immédiat pour la victime.

On leur laisse le choix de passer la main à une structure qui a une meilleure capacité de prise en charge sur le plan thérapeutique ou celui de

signaler directement les faits aux autorités judiciaires. Cet équilibre, qui a été mis en place depuis quelques années, a sûrement contribué à ce que beaucoup de victimes trouvent le chemin de l'aide et qu'une bonne partie d'entre elles prennent librement la décision de s'adresser à la justice, même s'il y avait un énorme fossé entre leur situation et l'idée qu'elles se faisaient de la justice pour répondre à leur problème.

**Bernard Parmentier:** Je voudrais répondre sur ce point, mais il y a encore deux autres chapitres: le secret professionnel et la coordination.

Cela dit, il ne faut pas se méprendre sur ce que j'ai dit. On m'a demandé des exemples, des raisons pour lesquelles un problème pourrait se poser au niveau de la justice. Ce n'est pas du tout une question de confiance vis-à-vis de cette dernière. C'est une constatation après coup. Et ce n'est qu'un exemple. Il ne faut donc pas dire que c'est parce que l'équipe SOS Enfants risque de ne pas trouver de preuve, etc. Ce n'est pas le rôle de SOS Enfants.

L'aide psycho-médico-sociale permet le diagnostic, le soutien, la reconnaissance. Elle ne fait pas d'enquête. Son rôle n'est pas de rechercher des preuves, mais elle permet de donner des conseils.

La justice, elle, permet de rechercher des preuves. On a parlé de toute une série d'éléments que la justice peut connaître et que le secteur d'aide ne connaît pas et n'a pas à connaître. Il ne faut donc pas mélanger les rôles.

Ici, ce n'était qu'un exemple d'un problème. Il faut savoir de quoi l'on parle. Il y a 15 % d'abus sexuels qui sont le fait de personnes extérieures à la famille, mais dans ces 15 %, 10 % sont des amis de cette dernière ou des voisins. Donc, environ 5 % d'abus sexuels sont le fait de personnes extérieures. Et dans ces 5 % tels qu'ils sont soumis aux équipes SOS Enfants, par exemple, dans 9 cas sur 10, on transmet le dossier à la justice. Il s'agit vraiment de cas infimes qui concernent les abus extrafamiliaux commis par des gens qui sont capables d'une récidive à l'extérieur sur d'autres victimes. Quand il s'agit d'abus intrafamiliaux, d'abus commis par un ami ou un voisin, la situation est différente.

Ce sont des abus qui concernent une victime, une victime bien particulière, une et une seule avec laquelle cette relation malsaine s'est nouée. Il y a un risque de récidive énorme vis-à-vis de cette victime-là mais il n'y en a pas vis-à-vis de

l'extérieur. Cela vaut dans la plupart des cas. Il y aura toujours un exemple pour contredire ce genre de chose. C'est la raison pour laquelle il ne faut jamais généraliser totalement.

Pour répondre à la question plus précise de M. Brotcorne qui disait: "j'ai un exemple, une situation: dois-je d'abord m'adresser à la justice ou à l'équipe SOS Enfants? Quel est l'avantage de l'un et de l'autre?" C'est évidemment au cas par cas. S'adresser à l'équipe SOS Enfants permettra de poser un diagnostic et de soutenir la victime et, le cas échéant, la famille de la victime pour le dépôt de la plainte. C'est en soi déjà un avantage.

J'en viens à la question précise qui revenait à dire qu'à ce moment-là, on entre dans le même travers que la commission Adriaenssens, à savoir que c'est la commission qui décide. Pas du tout! Que ce soit les équipes SOS Enfants ou d'autres, ce n'est pas ce service ou cette commission qui décide. Tout le monde décide! Tout le monde a le pouvoir de décider. Lorsque les équipes SOS Enfants, investies d'une mission ou chargées d'un dossier, prennent telle ou telle décision, celle-ci a été réfléchie car toutes les situations sont discutées en équipe complète avec les cinq disciplines, telles qu'elles sont représentées dans ces équipes. Toutes les situations sont réfléchies pour essayer de voir quelle est la meilleure formule à suivre. Il n'y a jamais aucune exclusive et on ne se permet jamais d'interdire ou de dire: "voilà, maintenant, vous n'avez plus rien à faire. C'est l'équipe qui va décider souverainement". Jamais! Jamais! Jamais!

J'en reviens aux termes du décret que vous venez de rappeler qui dit que l'obligation d'agir existe. De même, l'obligation de porter secours à personne en danger (article 422bis du Code pénal) existe également et elle est universelle. Il s'agit de porter un secours efficace. Il ne s'agit pas nécessairement de dénoncer mais il peut s'agir de dénoncer à la justice. La nuance est là! Toutes ces équipes et ces services d'aide travaillent, à chaque fois, avec énormément de nuances. Dans chaque situation, elles sont différentes. Dire qu'elles ne commettent jamais d'erreurs, ni mon voisin, ni moi-même n'oserons évidemment le prétendre. C'est évident. Toutefois, il y a cette recherche, ce besoin de se spécialiser et de professionnalisme, qui est fondamental et qui est à la base de tout. Je répète qu'il n'y a pas d'exclusive du tout! C'est ce qui, à mon avis, est le plus important. Je rappelle également qu'il faut bien savoir de quoi on parle et de quelle proportion de maltraitances sexuelles on parle. C'est important!

**Stef Anthoni:** Ik zal het kort houden, want mijn voorganger heeft het, denk ik, uitvoerig en juist geschetst. Ik wil er nog één ding aan toevoegen. Waarom zijn de vertrouwenscentra opgericht? Wat heeft aanleiding gegeven tot hun oprichting? We zaten net met heel veel situaties die nooit naar voren kwamen, die nooit opgevangen werden, terwijl de stap naar Justitie al lang kon gezet worden. Kinderen aarzelen, zijn ongelooflijk voorzichtig, zenden signalen uit en dergelijke. Ik heb in mijn carrière nog situaties geweten waar het jaren duurde vooraleer een kind met iets naar buiten kwam. Die termijnen zijn veel korter geworden, we spelen korter op de bal. Kinderen maken zich niet enkel heel veel zorgen over hun papa, hun grootvader die in de gevangenis kan belanden, maar ook over wat dat zal betekenen voor hun mama, hoe het systeem daarmee zal omgaan, welke druk erop zal zitten en dergelijke. Die complexiteit probeer je helemaal mee te nemen. Heel vaak maakt men mee dat kinderen kiezen voor hulpverlening omdat er met heel dat sociale netwerk rekening wordt gehouden en omdat er hulp kan worden opgezet voor het kind en voor de man die iets gedaan heeft.

Ik wil toch even repliceren op de sprekers die zich daarnet afvroegen wat voorrang krijgt. Ook bij ons wordt bij elke situatie duidelijk gemaakt wat de twee pistes zijn, met hun consequenties, hun voordelen en eventuele bedenkingen daarbij. Wij vinden dat elke melder en elk kind recht heeft op heel duidelijke informatie daarover, zodanig dat zij zelf mee kunnen nadenken en mee kunnen kiezen. Indien zij in de loop van een situatie hun keuze willen wijzigen, dan staan wij daar ook achter. Wanneer de hulpverlening al gestart is en een kind vindt dat er om allerlei redenen toch klacht ingediend moet worden – wat af en toe ook gebeurt – dan staan wij daarachter. Dit wordt voor de verwerking van het kind en voor de erkenning op dat moment heel belangrijk. Het is dus geen of- of-verhaal, het is geen prioritair verhaal, we moeten wel nagaan welke keuze de beste erkenning, herstel en mogelijkheden geeft aan de desbetreffende kinderen die slachtoffer zijn.

**Kristine Kloeck:** Daaraan toegevoegd is er het feit dat in de hulpverleningssector het recht op spreken effectief wordt gebruikt wanneer er gevaarssituaties zijn. Wat Child Focus aangaat, kan ik het volgende zeggen, dat ik nog niet aangehaald had. Wanneer bijvoorbeeld de melder niet bereid is om naar Justitie te stappen, terwijl wij menen dat een klacht bij Justitie wel opportuun zou zijn, dan gebeurt het dat wij een al dan niet anonieme getuigenis aan Justitie bezorgen. Of die

klacht al dan niet anoniem is, is fiftyfifty in de cijfers. Die registratie is echter nog heel recent en het ontbreekt ons ook aan de nodige feedback vanwege justitie over hoe dergelijke (anonieme) getuigenissen (kunnen) worden opgevolgd.

**La présidente:** Nous allons prendre les dernières questions. Même si vous êtes d'accord ou pas avec ce qu'on dit, ce n'est pas le problème. Le problème est de poser encore une ou deux questions techniques et nous passerons alors aux autres questions posées par les collègues.

J'accepte encore deux courtes questions précises sur la manière de réagir de ceux qui ont plus de 20 ans d'expérience de terrain.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Je voudrais demander à Mme Kloeck ce qu'elle appelle une approche constructive de la justice. Vous avez dit qu'il faudrait que la justice ait une approche plus constructive de ces phénomènes. Concrètement, que voulez-vous dire par-là?

**Carina Van Cauter (Open Vld):** De heer Martin zei dat slachtoffers niet mogen worden belast met taken die de overheid toekomen. Een taak die de overheid toekomt, is het strafrechtelijk beleid: vervolgen of niet.

Ik hoor de heer Anthoni echter zeggen: binnen de hulpverlening stellen wij kinderen voor de keuze, of wij maken met hen de keuze, wel of niet een klacht te formuleren.

Begrijp ik goed dat u een kind van 10 vraagt of het wel of niet een interventie door Justitie wil en dat het kind die beslissing moet nemen? Is dat niet in tegenspraak met wat de heer Martin zei, dat men dan op dat ogenblik kinderen responsabiliseert voor iets wat eigenlijk Justitie toekomt?

**Kristine Kloeck ,:** Je suis bien heureuse de la question de Mme Marghem: qu'est-ce qu'une approche constructive de la part de la justice?

Ik zal die vraag in verband brengen met een andere vraag van daarstraks: wat bedoelt u met stereotypering en polarisering van daders en slachtoffers?

Een constructieve benadering van Justitie is mijns inziens een benadering waarin belangen van slachtoffer(s), dader en samenleving in samenhang worden gezien. Het is als het ware een benadering waarin heling van het gebeuren en herstel voor het geheel, voor slachtoffers en samenleving, voor ogen wordt gehouden. Het is

een benadering waarin men juist de meerwaarde van het samengaan en afstemmen van Justitie en hulpverlening voor ogen houdt. Dat is mijns inziens een constructieve benadering.

Ik geef een voorbeeld. Vijfentachtig procent van het seksueel misbruik is intrafamiliaal. Voor een kind is die dader, die dikwijls de papa is, meer dan een dader. Dat is ook de papa met wie gespeeld wordt, met wie op stap wordt gegaan en van wie het kind een heel positief beeld heeft. Als Justitie dan louter repressief ingrijpt, vader in de gevangenis gooit, het kind plaatst en moeder alleen achterlaat, dan is dat geen constructieve benadering. Waarom zijn er zoveel moeders die niet melden? Omdat zij hun relatie niet stuk willen zien gaan, omdat zij hun gezin willen redden. Het kind wil ook niet die papa in de gevangenis. Dan voelt het kind zich schuldig daaraan.

Dat is een *cas de figure* die ik schets. Ik zeg niet dat dat in alle gevallen opgaat, maar dat bedoelen wij met een constructieve benadering.

Ik wil in dat verband ook verwijzen naar het herstelperspectief, herstelrechtelijke benadering. Ik weet niet of jullie de vzw Suggnomè aan het woord hebben gelaten? Ik denk dat het superbelangrijk is, juist omdat die herstelrechtelijke benadering dat evenwicht zoekt tussen de belangen van het slachtoffer, de belangen van de samenleving en ook de belangen van de dader, die sowieso opnieuw in die samenleving komt of je moet in levenslange straffen voorzien voor iedereen die zich schuldig maakt aan seksueel misbruik. Ik weet niet of dat de bedoeling kan zijn. Of chemische castratie. Dat is een contradictie in de termen. Hopelijk weten jullie dat? Castratie is iets definitief. Chemische castratie, dat zijn pillen en die werken zolang men die pil inneemt. Dat begrip klopt dus al niet.

Ik wil maar zeggen. Als men in een solidaire samenleving niet kiest voor dat soort radicale oplossingen, dan moeten wij kiezen voor een herstelrechtelijke benadering waarin men evenwichten zoekt tussen de belangen van de samenleving.

Ik wil nu even overgaan naar de vraag wat wij bedoelen met stereotypering en polarisering. Wel, er domineren in onze samenleving rond een delicaat onderwerp als seksueel misbruik – dat is begrijpelijk – bepaalde beelden en stereotypen, onder andere het stereotiepe beeld van het kind als een inherent kwetsbaar en asexueel wezen.

Alle pedagogen zullen u uitleggen dat een kind

geen asexueel wezen is. Wij menen dat het laten domineren van dat beeld in de samenleving ongelijke machtsverhoudingen in de hand werkt, dat het de kwetsbaarheid en afhankelijkheid van een kind versterkt. Als men niet de zelfredzaamheid versterkt, maar de kwetsbaarheid en de afhankelijkheid van het kind, dan werkt men het in de hand dat een kind door volwassenen kan worden gemanipuleerd. Dat komt onzes inziens een serene en effectieve aanpak van de problematiek niet ten goede, net als, daartegenover, een absolute demonisering van de dader. Voor een kind is de papa, die dader is, veel meer dan een dader. Een dader is niet alleen dader, maar heeft nog tal van andere elementen van zijn identiteit, die positieve en constructieve aanknopingspunten kunnen zijn voor zijn behandeling. Een slachtoffer is niet alleen slachtoffer. Een dader of een slachtoffer is niet per se goed of slecht. Wij vinden dus dat er een genuanceerd debat in het belang van een solidaire samenleving moet kunnen worden gevoerd, zonder dat men een slachtoffer herleidt tot die status van slachtoffer en het een stigma opkleeft. Dat slachtoffer wil ook af van dat stigma. Die wil zijn slachtofferschap verwerken en verder kunnen leven zonder de status van slachtoffer. Wij zijn ervan overtuigd, en dat bewijst ook de herstelrechtelijke praktijk, dat een slachtoffer erkenning en genoegdoening wil als slachtoffer, maar die genoegdoening herleidt zich niet tot een zware straf voor de dader of zelfs maar een financiële vergoeding. Die genoegdoening gaat veel verder dan dat. Maar daarover kan een vzw als Suggnomè en de mensen in die sector u veel meer vertellen dan Child Focus.

La **présidente**: Je vous remercie.

Nous allons passer à d'autres points, mais vous avez loisir de réagir à toutes les questions posées. Allez-y chacun à votre tour; à vous, monsieur Anthoni!

**Stef Anthoni**: Ik wil nog even antwoorden op een vraag van mevrouw De Cauter. Het is natuurlijk een complex gegeven. De twee sporen naast elkaar zetten, gebeurt niet alleen met een kind, maar dat gebeurt ook met de moeder en dergelijke.

Wij hebben gelukkig in onze equipe ook kinderpsychologen, die op een voor een kind begrijpbare manier die pistes kunnen schetsen en uitleggen, zodat dat veel helderder wordt. Ik kan u verzekeren dat een strafbeleid voor een kind van 8 of 10 iets anders is dan voor een kind van 15 of 16. Het is soms ook belangrijk om bij de

consequenties beelden te kunnen gebruiken en dat op een manier te kunnen verduidelijken.

Hoe jonger het kind, hoe meer de beslissing bij de ouder of beide ouders zal liggen, als het iemand van daarbuiten is. Dan worden de pistes, zowel met de melder als met de mensen die men op de dienst zelf krijgt, naast elkaar gelegd en op hun niveau van functioneren teruggekoppeld en besproken.

**Bernard Parmentier**: Je voulais répondre à la question sur le secret professionnel qui me paraît être une question fondamentale. Faut-il le maintenir, le renforcer, l'aménager comme on le fait dans d'autres pays? La question du secret professionnel a évolué ces 20 dernières années. Un arrêt de cassation particulièrement important dit ce que je disais tout à l'heure: à partir du moment où il existe un intérêt supérieur à protéger, le secret professionnel peut céder. Il a été aménagé. Après l'article 458, on a créé le 422bis qui traite de la non-assistance à personne en danger et qui fait vraiment pendant à la notion de secret professionnel. En matière d'abus et de délits commis sur les enfants, il y a cette possibilité de l'article 458bis qui a été créée à ce propos. Cela ne fait que baliser l'attitude que doivent adopter tous les intervenants. C'est une question sur laquelle on peut plancher pendant des jours et des jours sans jamais arriver à une solution optimale.

Je ne sais pas si vous voulez vous pencher davantage sur la question du secret professionnel. Pour ce qui est des services sociaux et des services psycho-médico-sociaux, Lucien Nouwynck, avocat général, a écrit pas mal de choses à ce propos, entre autres sur cette notion du secret professionnel partagé. À mes yeux, il est fondamental de maintenir un secret professionnel qui ne doit pas être verrouillé comme ce fut le cas au siècle dernier, qui permette une approche intelligente et nuancée de toutes les situations. Néanmoins, ce secret professionnel est fondamental. Si on veut créer une relation de confiance, quelle qu'elle soit, elle doit permettre de recueillir des confidences sans pouvoir les dévoiler, sauf en cas de nécessité. Le secret professionnel pour le médecin est évident, pour l'avocat aussi mais pour les services psycho-médico-sociaux, le secret professionnel est le même: le processus thérapeutique n'est possible que dans la mesure où ce secret professionnel est de mise.

Dans le cas des Équipes SOS Enfants, il y a une nuance de taille. Il s'agit de savoir quel secret doit

être protégé. Il ne s'agit pas de protéger le secret de l'abuseur; nous ne sommes pas là pour nous occuper de l'abuseur. On s'en occupe quand c'est intrafamilial d'une façon indirecte. C'est la parole de la victime qui doit être protégée, la parole de l'enfant, du mineur, pas celle du reste de la famille, bien entendu.

Ce qui est fondamental, c'est le travail dans la plus grande transparence. Il faut donc nécessairement que les gens à qui l'on s'adresse sachent ce qu'on dit et ce qu'on ne dit pas, connaissent les limites. Et on met des limites. C'est cela qui permet de voir s'il y a moyen de faire un travail. Mais je parle ici de situations qui concernent moins ce qui vous préoccupe, c'est-à-dire la maltraitance intrafamiliale ou de proches de la victime puisque, je le rappelle, dans les autres situations, très clairement, il y a dans la plupart des cas passage au pouvoir judiciaire.

La **présidente**: Y a-t-il d'autres interventions sur le secret professionnel? (*Non*)

**Stef Anthoni**: Er is een vraag gesteld over de meldcode in Nederland. Daar kan ik de volgende toelichting bij geven. Er is in Nederland gekozen voor een landelijke meldcode waarbinnen bij een vermoeden van kindermishandeling en een vermoeden van huiselijk geweld de hulpverlener een aantal stappen moet zetten. Die stappen moeten ook schriftelijk geacteerd worden en dergelijke. Ik geef enkele voorbeelden. Bij een vermoeden moet hij dat bespreken met collega's, om na te gaan of het vermoeden al dan niet gestaafd, al dan niet bevestigd wordt. Indien mogelijk, wordt het gedrag dat tot het vermoeden leidt, met het kind en met de ouders besproken. Daarin hoeft nog niet uitgedrukt te worden dat het een vermoeden van kindermishandeling of seksueel misbruik is, maar het bepaalde gedrag dat het vermoeden oproept, wordt wel getoetst. Die toetsing wordt opnieuw besproken met collega's. Dan kan er beslist worden om het AMK, vergelijkbaar met de Vertrouwenscentra Kindermishandeling in Vlaanderen, te consulteren. Al die stappen worden geacteerd en vastgelegd. Gaat het over een vermoeden van een professioneel iemand, een collega of dergelijke, dan moet het bestuur van de eigen organisatie op de hoogte gebracht en ingeschakeld worden. Verschillende stappen zijn dus op een heel logische manier opgebouwd. Iedereen moet zich daaraan houden. Ik heb het overzicht op papier bij, maar het is ook op het internet te vinden.

Belangrijk daarin zijn niet alleen die stappen. Het sluit ook aan bij een samenleving waarin de

responsabilisering van iedereen zo sterk mogelijk naar voren komt. Een van de dingen om dat niet te doen en te snel naar Justitie te gaan, is dat mensen hun verantwoordelijkheid niet nemen. Men dropt het. Ik moet zeggen: heel af en toe hebben wij dat ook, bijvoorbeeld wanneer een professioneel iemand uit een ziekenhuis belt met de mededeling dat een kind werd ontslagen, maar dat men zich zorgen maakt. Dan kunnen we beginnen. Ik kan u verzekeren dat dit niet de prettigste meldingen zijn om mee te starten. Heel vaak is het anders: dan ligt het kind daar nog. Dan kunnen we naar het ziekenhuis gaan en, samen met de arts daar, de ouders aanspreken enzovoort. Dan zitten we op het niveau van responsabilisering.

Ik denk dat dit heel belangrijk is, ieder op zijn niveau. Een niet-professioneel die zich zorgen maakt, moet de kans krijgen om met die zorg ergens terecht te kunnen. Zeker ook op professioneel niveau is dat belangrijk. Er moet maximaal aan gedacht worden dat iedereen in een zorgende samenleving zijn verantwoordelijkheid opneemt. Vanuit dat denken, moeten wij een parcours uitbouwen. Ik denk dat dit daarvan een facet kan zijn.

**Kristine Kloeck**: Ik wil nog even ingaan op de vragen in verband met meldpunten. In januari is Child Focus naar buiten gekomen met een persconferentie waarin de versterking van ons meldpunt voor seksueel misbruik en seksuele uitbuiting werd aangekondigd. Dat hebben wij gedaan op uitdrukkelijke vraag van onze raad van bestuur, die mede in het licht van de werkzaamheden van deze commissie en gezien de vaststelling dat er zo'n groot *dark number* is op het vlak van seksueel misbruik, vond dat Child Focus zich sterker moest profileren op dat vlak.

Dit sluit aan bij een opmerking van een van de commissieleden die zei dat hij niet wist dat Child Focus zich niet alleen met verdwijningen bezighoudt.

Onze intentie was niet Child Focus als centraal meldpunt, als enig meldpunt, te profileren. Zeker niet. Het is niet de bedoeling de andere actoren op het terrein concurrentie aan te doen.

De vraag of het goed zou zijn dat er een centraal meldpunt is, laat ik in het midden. Ik meen dat men die vraag niet met ja of neen kan beantwoorden. Daar moet onderzoek aan voorafgaan. Zo'n onderzoek is al gebeurd in Vlaanderen, op verzoek van minister Vervotte, die *in illo tempore* Vlaams minister van Welzijn was.



Het antwoord op de vraag was toen, voor zover ik het mij herinner, eerder negatief. De sector zelf – de vertrouwenscentra, de CAW's en dergelijke – was daar geen voorstander van omdat dit – ik ga nu kort door de bocht – de afstand tussen de melder en de hulpverlener vergroot. Men vindt dat iemand het beste een melding kan doen waar die rechtstreeks hulp kan krijgen.

Het is inderdaad een zorg van Child Focus. Wij menen dat de Vertrouwenscentra Kindermishandeling (VK's) en de CAW's meldpunten moeten zijn. Er zijn er nogal wat in Vlaanderen. Wij vinden het goed dat er een keuze bestaat tussen een aantal laagdrempelige meldpunten. Wij willen echter niet pleiten voor nog meer meldpunten.

Ik wil u het onderscheid in herinnering brengen dat de heer Anthoni daarstraks aanhaalde: er is een verschil tussen een meldpunt en een vertrouwenspersoon of een aanspreekpunt, zoals een groene leraar enzovoort. Een meldpunt wordt bemand door professionals die gehouden zijn aan hun beroepsgeheim en die op professionele wijze met zo'n melding kunnen omgaan.

Wij maken ons inderdaad zorgen over hoe men tot een homogene werkwijze komt, met gelijkberechtiging van de melders. Als men het aantal meldpunten eindeloos uitbreidt, gaan al die waarden die belangrijk zijn verloren.

Ik wou aansluitend daarbij ingaan op de vraag naar een charter. Het is inderdaad zo dat wij in datzelfde kader de boodschap hebben gegeven dat het belangrijk is dat er in allerlei professionele organisaties waar volwassenen en kinderen samenwerken, in verenigingen, sportverenigingen, cultuurverenigingen enzovoort, een duidelijke gedragscode komt. Nu, we maken het onderscheid met een gedragscode die algemeen is en die eigenlijk gaat over hoe omgaan met kinderen, wat zijn rechten van kinderen en hoe respecteert je die rechten van kinderen. Dat is eigenlijk een breed gegeven. Daarnaast staan concrete richtlijnen omtrent hoe herken je signalen van seksueel misbruik en hoe ga je daar dan mee om, wat kan je doen als getuige van dergelijke signalen. We denken dat beide noodzakelijk zijn en we hebben daar een beetje werk rond geleverd. We merken dat in heel wat verenigingen en organisaties daar al werk rond geleverd is of dat dergelijke codes en richtlijnen of gedragsregels in de maak zijn. Er is echter inderdaad een bekommernis voor coördinatie en afstemming op elkaar. Dat is zeker. Ik denk dat het voor een stuk toch de verantwoordelijkheid is

van de overheid om daar iets in gang te zetten en weet ik op welke manier ervoor te zorgen dat de verschillende sectoren samen gaan zitten om dat uit te werken op een afgestemde wijze.

Ik zou ook willen antwoorden op de vraag in verband met de burgerlijke partijstelling. Child Focus heeft zich inderdaad tot nu toe al vijf keer burgerlijke partij gesteld in een zaak van georganiseerd seksueel misbruik of seksuele uitbuiting. Dat gaat dan over sekstoerisme en kinderpornografie op internet. Dat is dus in het kader van de wetten van '95 rond de seksuele uitbuiting. Of het opportuun is om dat uit te breiden naar seksueel misbruik? Dat is niet direct een optie van Child Focus, omdat wij heel duidelijk de optie genomen hebben om ons burgerlijke partij te stellen in zaken waarin slachtoffers anoniem zijn, met als bedoeling om die slachtoffers een gezicht te geven, hun verdediging op te nemen daar waar er niemand is om de verdediging van die kinderen op te nemen en om als het ware die slachtoffers zichtbaar te maken. In andere zaken, waar de slachtoffers gekend zijn of familie hebben die zich burgerlijke partij kan stellen, moet Child Focus niet in de plaats treden. Dat is een optie in eerste instantie zal ik zeggen. Dat is eventueel voor herziening of voor discussie vatbaar.

Ik heb dan nog de vraag van de heer Bracke. Sorry dat uw naam mij even ontsnapte. Ik heb een zekere leeftijd, die soms vergeetachtigheid in de hand werkt. Ik heb al een paar keer vermeld dat ik oud ben.

De heer Bracke heeft de vraag gesteld over de opvolging van onze zaken en op welke manier wij weten wat de juiste weg is. Wij spreken niet over de juiste weg. Wij leggen aan elke melder het tweesporenbeleid uit en ook wat de opportuniteit is van het neerleggen van een klacht bij Justitie. Wij vertellen hem of haar ook op welke manier de hulpnoden van het kind door de hulpverleningssector kunnen worden beantwoord. Er is echter geen juiste weg voor Child Focus. Het is een en-enverhaal. Het slachtoffer beslist welke weg hij bewandelt.

Wij tonen de weg. Wij proberen de hulpverlening en ook Justitie voor het slachtoffer te ontsluiten en de meldingsbereidheid te vergroten. Nadien checken wij of het slachtoffer of de melder effectief de weg heeft gevonden dan wel of hij op een wachtlijst is terechtgekomen, waardoor hij pas na drie maanden bij de hulpverlening terecht kan. Wij checken ook of er met zijn klacht bij de politie iets is gedaan. Het is al meermaals gebeurd dat

een melder effectief naar de politie stapt en een klacht wil neerleggen, maar dat hij wandelen wordt gestuurd. Desgevallend gebeurt het – wij hebben immers een vrij goede samenwerkingsrelatie met politie en Justitie – dat wij met bijvoorbeeld de dienst Mensenhandel of met een politiekantoor in overleg treden over de vraag waarom die bepaalde klacht niet ontvankelijk is verklaard en waarom de klacht niet is opgenomen.

Dat is checken of het slachtoffer terecht is gekomen en zich goed voelt bij de hulp of bij de opvolging die Justitie heeft gegeven.

**Ellen Stassart:** Ik kan daaraan toevoegen dat in 2010 in 50 % van de gevallen Child Focus de brug naar Justitie en/of hulpverlening effectief heeft kunnen maken. In de meeste gevallen had het slachtoffer zelf of de melder zelf de stap gezet naar hulpverlening en/of politie en justitie.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Hoeveel mensen zijn er waarvan u denkt dat ze eigenlijk niet of maar half of heel gebrekkig zijn geholpen? Hebt u daar gegevens over?

**Ellen Stassart:** Gelukkig, ik denk dat dit maar 1 of 2 % van de gevallen is. Ik denk dat wij er in bijna alle gevallen in slagen om die weg uit te stippelen. Dat blijkt heel duidelijk uit onze statistieken, uit onze dossiers. Het is een dialoog met de melder. In eerste instantie verloopt dat niet altijd gemakkelijk.

Ik maak dat even heel concreet. Ik herinner mij een geval van een melder die de vader was. Hij meldde dat zijn dochter aan de binnenkant van de dijen aangeraakt was door de gitaarleraar. De vader belde ons in eerste instantie om te vragen of dit erover was of niet. "Kan dit of kan dit niet? Moet ik hiervan een probleem maken? De hele toekomst van mijn dochter ligt bij de gitaarleraar, want het is de beste in de omgeving. Er is geen betere te vinden. Heel haar vriendengroep en haar sociaal leven situeren zich in die context. Ik wil haar daar niet weg. Ik zal vanaf nu altijd meegaan en dan vermijd ik dat het tot erger zal escaleren."

Dan hebben wij de dialoog daadwerkelijk opgestart en hebben wij gezegd: "U moet ook nadenken over mogelijke andere slachtoffers, u moet zich goed realiseren dat uw dochter misschien niet de enige kan zijn. U hebt een heel terechte reflex. Als uw dochter u dit verteld heeft, wil dit zeggen dat er een grens overschreden is. Dit is geen normaal contact in de context van een muziekles."

Aan het einde van de rit, ik kan de commissie daarin echt geruststellen, slagen wij er in bijna alle gevallen in om die weg aan te tonen die het slachtoffer of de melder op dat moment nodig heeft. En als dat niet lukt, wordt er wel degelijk een getuigenis opgestuurd.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Dat toont ook aan dat jullie vraag om te gaan naar een homogene werkwijze uiteraard zeer belangrijk is. Als ik hoor hoe jullie dat aanpakken, denk ik dat dit de goede werkwijze is. Dan denk ik dat het goed is dat alle hulpverlening ongeveer op dezelfde manier werkt en dezelfde finaliteit heeft.

U hebt niet helemaal op mijn vraag geantwoord. Ik ben het er volledig mee eens dat er een homogene werkwijze moet zijn, maar hoe moet dat dan gebeuren? Wie moet dat doen? Moet de overheid daarin een rol spelen? Of zullen in onderlinge afspraak met de sectoren *good practices* worden afgesproken? Waarom is dat nog niet gebeurd?

**Kristine Kloeck:** Ik denk dat de overheid daarin in elk geval een rol te spelen heeft, maar dat wil niet zeggen dat er topdown een gedragscode of wat dan ook kan worden gelegd. Dat moet absoluut in overleg met de verschillende sectoren gebeuren. Dat is een idee. Er zijn er wellicht andere.

**Bernard Parmentier:** Je souhaitais aborder cette question de coordination qui avait été posée par plusieurs des commissaires quand on parlait de la question de méthode de travail uniforme au niveau des équipes.

SOS Enfants a 14 équipes, c'est-à-dire à peu près 100 ETP, pour de notre côté un traitement de fond de 5 000 signalements. Mais la coordination, la méthode de travail, cela se fait en interne. Je crois que c'est l'idéal pour ce genre d'organisation. Parce que le système de fonctionnement des Équipes SOS Enfants n'est pas comparable à d'autres services d'aide ou de travail de ce genre.

Une instance centrale peut avoir – puisque c'était une question qui rencontrait la préoccupation de plusieurs –, une certaine utilité pour certains faits. Je pense, par exemple, à tout ce qui concerne Child Focus. Quand il s'agit de traiter d'une situation d'une manière plus thérapeutique, cela ne se justifie pas à mon sens.

Il y a une très grande importance de travailler en réseau, de travailler avec le réseau. Il existe un réseau. On a soulevé à plusieurs reprises la